

U d'of OTTAWA



39003002982162

Sept 19 1969



Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
University of Toronto

CE
Hommage affectueux d'un vieux
Chambellan

G. Millon

CHANTILLY

HISTORIQUE DE L'HOSPICE CONDÉ

CHANTILLY

HISTORIQUE

DE

L'HOSPICE CONDÉ

PAR

M. le Chanoine EUGÈNE MÜLLER

Aumônier de l'Hospice Condé,

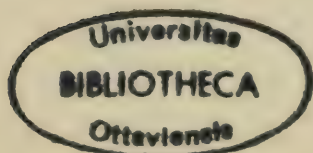
Chapelain du Château.



SENLIS

IMPRIMERIE E. VIGNON FILS

1913



DC

801

.C42M8

1913

Historique de l'Hospice Condé

A CHANTILLY

I. — LA CHARITÉ DE VINEUIL

1647-1660

Les Charités, ces confréries qui étaient une des merveilleuses inspirations du zèle de saint Vincent de Paul, s'étaient vite multipliées, à l'imitation de celle de Châtillon-en-Bresse, dans notre Ile-de-France et les provinces environnantes. Aussi bien Collet¹ nous dit que l'un des soins les plus importants de Mlle Le Gras (Louise de Marillac) « avait été de visiter les Charités des diocèses de Soissons, de Paris, de Beauvais, de Meaux, de Senlis (1629) ».

C'est à cette première moitié du xvii^e siècle que remonte cette Charité de Vineuil², laquelle était destinée à devenir bientôt, après une alternative de difficultés et d'heureux accroissements, l'hospice dit de *Condé* à Chantilly.

La fondatrice de ce premier établissement fut la mère du Grand Condé, Charlotte-Marguerite de Montmorency, dont le portrait souriant, encadré dans le trumeau de la salle des

¹ *Vie complète de saint Vincent de Paul*, t. I, p. 121 : cette confrérie se répand dans la plupart des provinces du royaume ; « quelques dames de qualité qui avaient des maisons de campagne dans l'Ile-de-France et dans les provinces voisines où le saint avait fait des missions », s'en occupèrent.

² Vineuil était alors la principale agglomération de maisons près du château de Chantilly. La paroisse de Chantilly n'existait pas encore, et la ville actuelle de Chantilly n'était représentée que par deux petits hameaux, Quinquempoix et les Fontaines (voir les travaux de M. Macon sur la ville de Chantilly).

délibérations, semble encore présider aux assemblées de la Commission de l'Hospice. Des documents administratifs font foi de cette origine ; c'est, entre autres, la convention de 1736 entre Louis Le Prestre de Lezonnet, chef du Conseil du duc de Bourbon, et la sœur Julienne Jouvin, supérieure des Filles de la Charité, dans laquelle il est relaté que, « dès l'année 1647, Son Altesse Sérénissime Madame la princesse de Condé a établi deux filles de charité pour le service des pauvres malades et l'instruction des filles de Chantilly, dont Son Altesse faisait payer la pension chaque année » ¹.

La mort du prince de Condé (26 décembre 1646) venait de laisser à Charlotte de Montmorency la jouissance des biens qu'elle avait apportés en mariage, entre autres le domaine de Chantilly, qui comprenait alors, outre les hameaux de Quinquempoix, des Fontaines et de la Chaussée, les villages de Vineuil, de Saint-Firmin en partie, d'Apremont, de Courteuil, de Thiers et de Pontarmé. Les acquisitions du Grand Condé et de son fils y ajouteront les villages de La Morlaye, du Lys, de Coye, de Gouvieux et de Saint-Maximin.

On sait que ce fut la difficulté qui existait à diriger avec tact les œuvres du soin et de la visite des pauvres, qui avait conseillé dès 1634 l'institution des Filles de la Charité. Charlotte de Montmorency, qui, à l'époque de la fondation de la Charité de Vineuil, était âgée de cinquante-trois ans, avait médité avec profit la déclaration de l'Esprit-Saint : « Heureux celui qui étudie le mystère de l'indigent », et cherchait avec raison dans la pratique de l'aumône chrétienne une trêve à l'existence tourmentée qu'elle avait subie depuis son mariage, sans compter les duretés d'un époux d'humeur inquiète. Elle avait rédigé son testament à Paris le 9 avril 1649 ; retirée à Châtillon-sur-Loing, chez la duchesse de Châtillon, pendant la détention de son glorieux fils, elle voulut assurer l'avenir de sa fondation, et, par un codicille que reçut le notaire de Châtillon le 16 novembre 1650, elle légua une rente annuelle de 1000 livres aux pauvres malades de Chantilly. Elle mourut quelques jours

¹ Voir Archives Nationales, L. 1054, n° 52 : Sœurs de la Charité. Liste alphabétique de leurs établissements tant en France qu'à Paris..... Chantilly, trois filles en 1647, huit par contrat de janvier 1737.

après (2 décembre) entre les mains de l'archevêque de Sens qu'elle avait appelé à son lit de mort.

La première fille de la Charité qui, à notre connaissance, fut envoyée par Mlle Le Gras à Vineuil avec le titre évangélique de « servante des pauvres malades », fut une *sœur* nommée Jeanne Étienne. Nous avons à son adresse une lettre de la sainte fondatrice, marquée, comme toute sa correspondance, d'un caractère tout personnel de simplicité, de bon sens pratique et d'humilité ¹. Voici *in extenso* ce document, qui est d'une grande importance pour le sujet que nous étudions.

« A ma sœur Jeanne Étienne, fille de la Charité, servante des pauvres malades de Chantilly ; 7 octobre 1647.

« Ma très chère sœur. J'attendais toujours de vous écrire en vous envoyant une sœur. La Providence ne nous en a point fait trouver de bien propre jusqu'à présent ; j'espère que la semaine ne passera pas sans qu'elle parte. Si vous saviez quelque commodité de cheval ou de charrette demain ou après, vous nous feriez plaisir de nous le mander, car cela est fâcheux qu'il faille aller dans les coches et que l'on n'aille pas jusqu'à Chantilly ². Dieu soit béni de la continuation de ses grâces ! Espérez toujours que sa bonté ne vous abandonnera pas et que le désir que vous avez de la persévérance sera accompli. Mandez-moi si Mme de Saint-Simon est à Chantilly, et me croyez en l'amour de Notre Seigneur, ma très chère sœur, votre très humble sœur et servante ». — Louise de Crussol, qui avait épousé en secondes noces le marquis Charles de Saint-Simon, était proche parente, par son premier mariage avec Antoine-Hercule de Budos, de la princesse de Condé, fille du connétable Henri de Montmorency et de Louise de Budos. Elle fréquentait d'autant plus Chantilly qu'elle habitait le château de Laversine, très rapproché. Ajoutons que le marquis de

¹ C'est à la complaisance du Père Coste que je dois d'avoir pu connaître et copier cette série de lettres de Mlle Le Gras. Je lui exprime ici ma vive gratitude.

² Les grandes routes de Flandre et de Picardie, que suivaient les coches, ne passaient pas à Chantilly, mais seulement à quelques kilomètres de là, Pontarmé d'un côté, la Chaussée de l'autre.

Saint-Simon fut capitaine du château de Chantilly pendant les confiscations du domaine, 1632-1643 et 1653-1659. Il fut aussi gouverneur de Senlis.

Une nouvelle lettre de Mlle Le Gras, datée de 1648, nous apprend que la Charité de Vineuil recevait effectivement l'aide de deux ou même trois servantes des pauvres, savoir Claude Brigitte, Élisabeth Turgis et Marie N... D'autres documents nous font connaître qu'Élisabeth Le Goutteux, veuve du sieur Turgis, était une des premières filles de la Charité et avait déjà donné à Angers, à Richelieu, à Chars, des preuves de piété et de science d'administration qui lui avaient mérité cet éloge de Mlle Le Gras : « Il nous en faudrait beaucoup de cette sorte ». Maintenant elle était condamnée à garder la chambre jusqu'à sa mort prochaine. C'est cette maladie qui est l'occasion de la lettre que voici :

« A ma sœur Claude Brigitte à Chantilly (s. d., 1648). — Ma chère sœur, je n'ai point pensé que ma pauvre sœur Turgis fût encore en état d'aller à la messe, mais bien me suis-je conjoüe avec vous sur l'espérance que vous me faisiez voir d'avoir permission d'y aller vous autres, puisque le mal n'était pas ce que le médecin avait pensé. Pour les maux qui surviennent à notre chère malade, il ne vous en faut pas étonner ; toutes ou la plupart des maladies de cette année se terminent de cette sorte ; cela vient de la plénitude d'humeurs, et il vaut bien mieux que cela se jette ainsi en dehors que dedans. Je pense, ma chère sœur, qu'il la faut extrêmement purger, et presque tous les deux jours de petites purgations douces, et j'espère qu'en détournant les humeurs elle se pourra fortifier. Je vous remercie de l'avis que vous me donnez, ma chère sœur, et vous prie de bien saluer notre très chère sœur souffrante, et ma sœur Marie de ma part. Je supplie Dieu répandre ses saintes bénédictions sur vous toutes, et, s'il permet que vous soyez enfermées, vous faire sentir qu'il ne vous abandonnera pas. Toutes nos sœurs vous saluent et compatissent avec vous à la peine que vous avez, et moi plus que toute autre, qui suis en l'amour de Jésus crucifié, ma très chère sœur, votre très affectueuse sœur ».

Dans une lettre de décembre 1648, Mlle Le Gras exprime aux

sœurs Marie et Brigitte la peine qu'elle a éprouvée en apprenant la mort de sœur Turgis ¹. Voici cette lettre :

« Mes très chères sœurs. De quelle douleur pensez-vous que nous ayons été surprises par la nouvelle de la mort de notre très chère sœur, que nous n'attendions pas du tout ! Je ne doute point que votre charité n'ait eu grand soin de lui donner toute sorte d'assistance et de consolation, et que vous ne ressentiez comme nous vivement la douleur de sa perte. Mais, mes chères sœurs, nous avons grand sujet de nous plaindre de ce que vous ne nous avez point donné avis qu'elle soit empirée, car nous n'eussions pas manqué de l'envoyer visiter, et quand nous eumes nouvelle qu'elle était mieux, Monsieur Vincent (saint Vincent de Paul) était sur le point d'y envoyer, et rien ne l'arrêta que les propositions que l'on faisait de la faire revenir, ce que nous attendions de jour en jour, et pensions que l'on ne faisait qu'attendre qu'elle eût repris des forces. De sorte, mes pauvres sœurs, que vous pouvez penser quelle surprise ce nous a été d'apprendre sa mort. Or il faut louer et bénir Dieu de tout, et le prier pour elle, et je vous prie que l'exemple de ses vertus et particulièrement de sa soumission et de son amour au service des pauvres vous serve pour rendre à Dieu la fidélité que vous lui devez.

« Soyez, je vous prie, bien reconnaissantes des soins que l'on a eus de vous et d'elle, et essayez de vous en revancher par le service que vous rendrez aux pauvres. Je vous prie de bien saluer toutes les Dames de la Charité de ma part et leur témoigner le ressentiment que nous avons des bontés qu'elles ont eues pour nous. Toutes nos sœurs vous saluent et compatissent à votre affliction, mais moi bien plus que personne, qui suis en l'amour de Jésus crucifié, mes bien aimées sœurs, votre très humble sœur et affectionnée servante ».

La commission que Mlle Le Gras donne à ses sœurs de saluer et remercier « toutes les Dames de la Charité » nous révèle l'existence d'une confrérie dont nous aimerions à connaître les règles et les membres, présidente, officières, etc.

¹ Le registre de catholicité de Saint-Firmin a conservé, à la date du 18 octobre 1648, l'acte d'inhumation de sœur Turgis.

Mlle Le Gras a laissé pour les confréries de la Charité dans les villages des projets de règlement que saint Vincent de Paul a étudiés ¹.

Une quatrième lettre, avec ses détails de mobilier de cuisine, de drogues, d'ustensiles de chambre de malade, de porte-dîners ² et de gants, révèle bien la sollicitude méticuleuse que Mlle Le Gras montrait dans l'organisation de toutes ses œuvres, son horreur pour tout ce qui sentait la pose et la mondanité, et sa délicatesse à respecter toujours le bien du « logis ». La phrase : « nos sœurs de Liancourt », indique une Charité qu'il convient d'ajouter à la liste des Charités connues de Bulles, La Neuville-Roy, Acy-en-Multien, Verneuil, Pont-Sainte-Maxence, Saint-Leu, etc.

« A nos sœurs Brigitte et Marie, à Chantilly. — Mes très chères sœurs, voilà une partie de ce que vous avez demandé, car nous ne savons point de quoi il vous faut une marmite ³, si c'est de fer ou de cuivre, ni de quelle grandeur. Quand vous nous l'aurez mandé, nous ferons acheter une écumoire avec. Il n'y a point de rhubarbe à Paris ; mais voilà des pilules souveraines pour le flux de ventre, avec la manière d'en user. Voilà de l'huile violart, de l'huile rosat, et de l'huile souveraine qui vous servira au lieu de l'huile de milpertuis. Voilà un bassin, un bourrelet et porte-dîner, avec deux paires de gants pour porter la marmite, car je pense que vous savez bien, mes chères sœurs, qu'il ne les faut pas porter à l'église, ni dans le village que dans ce besoin là ; vous savez aussi que ce sont meubles du logis, et que si vous étiez rappelées l'une ou l'autre avant qu'ils fussent usés, il les faudrait laisser là pour celles

¹ On trouvera sous ce titre : *Pensées de Louise de Marillac*, première partie, *Écrits autographes*, p. 93, Règlements de la confrérie de charité ; patron de l'œuvre, Notre Seigneur Jésus-Christ ; composition : directrice ou supérieure et deux assistantes élues pour deux ans ; rôle des servantes des pauvres. P. 99, Instructions pour l'organisation d'une confrérie à Gournay. P. 127, Compte rendu des visites aux confréries de Verneuil, de Pont-Sainte-Maxence, de Gournay, de La Neuville-Roy, de Bresles. P. 132, Notes sur les visites de ces confréries.

² Pot d'étain avec couvercle en forme de plat.

³ C'est une tradition qu'une certaine marmite qui est conservée avec respect à la cuisine de l'Hospice Condé, est celle qu'envoya Mlle Le Gras.

qui iraient en vos places. Nous avons mandé à nos sœurs de Liancourt de voir chez vous si quelques habits de feu ma sœur Turgis les pourraient accommoder ; c'est pourquoi, quand elles iront, vous ne ferez point de difficulté de leur bailler ce qui leur sera propre. Mais que personne ne touche, s'il vous plaît, à sa petite cassette. Je pense que vous avez eu soin de serrer ses chapelets, heures, papiers et autres particularités que vous savez qui se gardent des sœurs défuntés, pour les renvoyer avec la cassette par la première occasion.

« Toutes nos sœurs se portent passablement bien, Dieu merci, et vous saluent, et moi je prie notre bon Dieu vous donner la perfection de son saint amour, auquel je suis, mes très chères sœurs, votre très humble sœur et affectionnée servante ».

Nous ne donnerons qu'un fragment de la lettre adressée aux sœurs Brigitte et Marie à Chantilly le 1^{er} janvier 1649 ¹. « Mes très chères sœurs, il y a bien longtemps que tout ce que vous nous avez demandé est empaqueté, excepté la marmite, à cause que nous ne savions pas de quelle grandeur il la fallait ; nous la ferons acheter au premier jour, et quand nous aurons commodité nous vous enverrons le tout. Vous m'étonnez bien de la quantité de vos malades. Je vous prie de ne porter le dîner cuit que dans le lieu de votre demeure, et pour le reste de faire ainsi qu'il a été ordonné. Vous êtes trop longtemps à nous donner de vos nouvelles. Il me souvient bien que vous n'êtes là que par emprunt ; prenez garde de ne rien faire de nouveau et que vous laissiez un grand exemple de vertu... ».

L'illustre historien des Condé mentionne aussi la Charité de Vineuil dans la peinture vive qu'il a tracée ² de l'affreuse misère que subit le pays au moment de la Fronde et du blocus de Paris : « Pas une route sûre ; les paysans ruinés se réunissaient en bandes, dépouillant, tuant ceux qu'ils rencontraient...

¹ Dans le recueil, cette lettre est accompagnée du sommaire suivant : Madem. leur donne des avis pour leur conduite et des nouvelles de la compagnie ; sœur Renée d'Angers et « mon ancienne » sœur Jeanne Batiste sont mortes ; d'autres sont malades.

² Duc d'Aumale, *Histoire des princes de Condé pendant les XVI^e et XVII^e siècles*, t. V, p. 326.

L'autorité de M. le Prince était méconnue : à l'Isle-Adam, à Chantilly, dans les terres de sa mère, malgré le prestige du nom et la présence d'un personnel nombreux, l'épouvante était générale. Les soldats prenaient tout..... Les messagers étaient battus et volés, les communications interrompues. L'argent manquait même pour les *charités* fondées par la princesse douairière, origine de l'hospice qui porte encore le nom de Condé ». Nous croyons bon de transcrire ici, parmi les lettres que M. le duc d'Aumale résumait ainsi, celles qui éclairent particulièrement notre chapitre de la Charité de Vineuil ; elles émanent du chapelain du château, Delahodde, et du capitaine de Chantilly, Étienne Dalmas, baron de Bereux.

Le 12 janvier 1649, Delahodde ¹ écrit à la princesse douairière de Condé : « Madame, je vous salue très humblement en celui qui est le salut universel, Jésus-Christ nostre Seigneur. Le sujet qui s'offre d'crire à Vostre Altesse, Madame, et rendre grâces à Dieu dans la misère du temps (qui me donne lieu de gémir), c'est que nous sommes encor icy des plus heureux, puisque jusques à présent vos pauvres sujets malades ont esté charitablement assistez de la grâce et de vos bienfaits. J'espère la continuation de ces œuvres de miséricorde dans la dans la conjoncture où ilz implorent secours de Dieu et de vos charités, estans plus misérables que jamais. Mais, Madame, votre receveuse ² m'a dit n'avoir plus d'argent pour en payer la dépense, et quoyque je l'en aye supplié par deux fois sans effect ny du mois passé ny du courant, je ne crains toutefois pas que Vostre Altesse désiste, mais bien tous se confient en la Providence et en vostre suprême bonté. Ce seront vos pieuses actions chrestiennes, particulièrement celles de la charité, qui feront cesser les fléaux dont Dieu nous menace. Je prie N. S. qu'il me les relève et apaise sa colère sur moy, et que ce soit vostre plaisir, Madame, me commander en diligence d'exécuter vos

¹ C'est de lui que le facétieux Bourdelot, médecin de la Princesse, écrit à l'intendant Ladvocat le 1^{er} mars 1650 : « Je feray mon carnaval avec M. Delahodde, qui ne fait ses débauches qu'avec de l'eau bénite » (*Histoire des Princes de Condé*, t. VI, p. 464). Ce que dira du chapelain Mlle Le Gras aura plus de sérieux.

² Marguerite Tricot, veuve de Simon Desprez, receveur de Chantilly.

saintes volontés sur ce chef et en tout ce que je souhaiterois estre digne. Ce sera avec aultant de ferveur comme je suis pour jamais, Madame, de Vostre Altesse, le très humble, obligé et fidel serviteur. Delahodde. pp. ind. — De vostre maison royalle de Chantilly, ce mardy 12 janvier 1649 » ¹.

La princesse envoya aussitôt ses ordres, dont Dalmas lui accusa réception le 15 janvier : « J'ay dit à M. Delahodde que V. A. vouloit que la charité continuât. Il m'a dit qu'il le souhaitoit fort, mais que cela ne se pouvoit sans argent, et que desjà il avoit emprunté vingt escus pour payer le boucher, et que personne ne vouloit fournir ny avancer la despance, et qu'ainsy à faute de cela elle alloit se renverser... » ². Quelques jours après (24 janvier), Dalmas pousse ce cri d'alarme : « La misère est icy si grande qu'avec ce que le peuple d'icy est naturellement malfaisant, ceux qu'on trouve malverser disent : qu'on nous tue ! nous aymons autant mourir des coups que de faim. J'y apporte pourtant tout le soing que le temps le peut permettre, mais c'est grand pitié que de voir la pauvreté du pays » ³.

Enfin M. Ladvocat ⁴, intendant de la princesse de Condé, fait passer des fonds à Chantilly, et le chapelain Delahodde l'en remercie le 20 février : « Monsieur, je pensois vous remercier en personne de la continuation des bienfaits et charités de Son Altesse envers les pauvres, desquels je vous crois médiateur, mais le nombre de nos malades et difficulté des chemins m'a causé ce retardement ; partant, Monsieur, dans l'attente de vous rendre grâce après Dieu de si dignes aumosnes, je vous supplie de recevoir mes très humbles respectz..... Monsieur Lenoir vous présente ses très humbles baise-mains ⁵... ». Et Delahodde ajoute à sa lettre ce long post-scriptum : « Monsieur, j'adjouste

¹ Archives du Musée Condé, série P, t. III, f. 43.

² Archives du Musée Condé, série P, t. III, f. 59.

³ Archives du Musée Condé, série P, t. III, f. 112.

⁴ Louis Ladvocat, écuyer, seigneur du fief de Sauveterre à Saint-Leu-d'Esserent et de Montlignon en partie, conseiller du roi, trésorier général de France, intendant des maisons de la princesse douairière de Condé et du prince de Conti (Archives de l'Oise, H. 2502).

⁵ Charles Lenoir, religieux bénédictin, était l'auxiliaire du chapelain du château. On le trouve à Chantilly dès 1640. Il devint titulaire de la fonction après 1660 et mourut en 1679.

à ma lettre et vous prie de remédier à un abus que je reconnois ; c'est que, sous espérance de la charité de Son Altesse et plusieurs autres considérations, plusieurs pauvres estrangers, passans et aultres, habituent les environs de Chantilly (il est vray qu'il fault vouloir du bien à tous, mais principalement aux domestiques de la foy et pauvres des lieux). Or, 1^o les pauvres souffrent durement à cause du grand nombre ; 2^o cela ruineroit la Charité, car y estant habitués de quelque temps, la compassion porteroit à les assister ; 3^o cela dégraderoit la forest ; 4^o leur séjour pourroit causer contagion au printemps ; et ainsy d'aultres raisons. S'il vous plaist le communiquer à Son Altesse, soit sy voulez qu'on y laisse ceulx qui y sont, et empescher à l'advenir d'y demeurer, ou que l'on fasse sortir ceulx qui depuis six mois y sont résidens, je remets le tout à vostre prudence » ¹.

Nous avons maintenant de nouvelles missives de Mlle Le Gras. Le 22 octobre 1649, elle écrit à sœur Claude Brigitte : « Ma très chère sœur, j'ai grand désir de vous voir, mais je n'ose vous dire de nous venir voir, quoique l'on nous dise n'y avoir point de danger sur les chemins ; je vous prie me mander de vos nouvelles. Voilà une quittance pour que vous receviez de M. de Francières soixante et dix livres pour une année de l'entretienement de nos trois sœurs. Je supplie Dieu vous conserver, et suis en son très saint amour, mes très chères sœurs, votre très humble sœur et servante..... P.-S. Je me recommande à nos chères sœurs et demande de leur santé ».

La lettre suivante, qui n'est pas datée, annonce à sœur Claude Brigitte l'arrivée d'une auxiliaire, Geneviève Doinel : « Ma très chère sœur, j'ai grand déplaisir de vous avoir si longtemps laissée seule, je vous en demande pardon. Vous n'avez rien perdu pour attendre ; voilà ma sœur Geneviève, qui a longtemps servi les pauvres malades de Saint-Leu ; j'espère que Dieu lui donnera les grâces dont elle aura besoin pour faire ce qu'il lui demande en ce lieu là.

« Surtout, ma très chère sœur, je vous supplie pour l'amour de Dieu d'avoir grande douceur pour les pauvres et grand soin

¹ Archives du Musée Condé, série P, t. III, f. 169.

de leur salut, les avertissant de la nécessité qu'il y a de faire les commandements de Dieu et sa sainte volonté, et ensuite les moyens. Soyez toutes deux, je vous supplie, de grande retenue et modestie, et en votre particulier souvenez-vous de la pratique de vos règlements, et particulièrement du support les unes des autres. Instruisez vos petites écolières, je vous prie, avec grande douceur, mais surtout ne leur souffrez point de faute sans les corriger.

« Je vous prie, ma sœur, d'apprendre à saigner à notre sœur, mais surtout enseignez bien le danger des artères, nerfs et autres ; et souvenez-vous que s'il arrivait que vous crussiez avoir ouvert une artère, d'en tirer une grande quantité de sang et mettre un denier dans la compresse pour faire la ligature. Quand ma sœur aura bien tout appris, vous pourrez venir faire ici un tour. Vous renverrez cette bonne fille à Liancourt par quelque occasion sûre. Notre sœur vous dira toutes nouvelles de notre Compagnie, que je vous recommande devant Dieu, et suis en son très saint amour, ma bien chère sœur, votre très humble sœur et servante ».

En janvier 1650, Mlle Le Gras recommande « à ma sœur Claude Brigitte et à ma sœur Geneviève Doinel, filles de la Charité, servantes des pauvres malades à Chantilly », de garder « une grande cordialité et bonne intelligence ensemble », d'observer « l'exactitude à vos petites règles sans faire tort aux pauvres, le service desquels doit toujours être préféré ». Et elle ajoute : « Nous vous avons envoyé vos images de l'année, pareilles à toutes les nôtres ; c'est cette sainte qui nous doit montrer notre métier, puisqu'elle a été si heureuse de servir les pauvres en la personne de Notre Seigneur, ainsi que nous servons Notre Seigneur en la personne des pauvres » (probablement sainte Marthe, la sœur de Lazare et de Marie). Après les avoir autorisées à « garder la femme que Monseigneur de Senlis ¹ a commandé vous être mise entre les mains », la sainte fondatrice termine sa lettre par cette recommandation : « Soyez bien humbles ».

¹ L'évêque de Senlis était alors Nicolas Sanguin, dont la piété et la charité étaient célèbres.

La Charité de Vineuil perd alors ses puissants protecteurs : le Grand Condé est emprisonné avec son frère Conti et son beau-frère Longueville en janvier 1650 ; les princesses s'échappent de Chantilly en avril ; la douairière finit par se réfugier chez sa cousine Isabelle de Montmorency-Bouteville à Châtillon-sur-Loing, où elle mourut le 2 décembre, après avoir légué, il est vrai, une rente de 1000 livres aux pauvres malades de Chantilly, mais il se passera plusieurs années avant que sa succession ne soit réglée et le service de cette rente établi. Puis vient la seconde Fronde ; la guerre civile est déchaînée, Turenne et Condé sont aux prises. C'est surtout au mois d'octobre 1652, lorsque Condé s'éloigna de Paris pour se rapprocher de la frontière, que Chantilly et les environs furent particulièrement éprouvés. L'armée royale campa, du 14 au 25 octobre, entre le Boquet de Vineuil et Senlis ; les documents abondent sur les dégâts commis par les soldats à Chantilly, à Vineuil, à Saint-Nicolas d'Acy. Enfin le procès criminel intenté à Condé amena la condamnation du rebelle et la confiscation de ses biens (27 mars 1654) ; Chantilly eut le roi de France pour seigneur, et, sous l'autorité de la reine-mère, le marquis de Saint-Simon redevint capitaine du château, comme avant la mort de Louis XIII.

La Charité de Vineuil subit le contre-coup de ces secousses ; Mlle Le Gras a écrit vers cette époque un « Mémoire pour les filles de la Charité à Chantilly »¹ : Les filles de la Charité servantes des pauvres malades de Chantilly ont été contraintes de vivre d'emprunts l'année 1653, n'ayant reçu toute ladite année que la somme de 77 livres, tant en grains qu'en argent, sur 200 livres qui leur devaient être baillées ; partant, leur est dû pour s'acquitter la somme de 123 livres. Et sur l'année 1654 jusqu'au 24^e d'octobre, elles ont reçu la somme de 61 livres 12 sols sur la somme de 171 livres environ qu'elles devaient recevoir jusqu'au 24^e d'octobre ; partant, leur est dû 109 livres 8 sols. Elles ont reçu depuis le mois d'octobre tous leurs appointements, tant en grains qu'en argent. De plus, est dû le loyer de leur logement depuis quatre années qui écherront à la

¹ *Pensées de Louise de Marillac*, p. 194.

Saint-Martin prochain venant, à raison de 36 livres par an, pour laquelle dette les meubles sont saisis et proches de vendre ».

Ce mémoire, écrit en 1655, doit être rapproché de la lettre suivante, non datée, écrite par Mlle Le Gras à « Monsieur Vincent », et qui mentionne la nouvelle organisation du château de Chantilly : « Je ne sais si votre indisposition vous a permis de voir la lettre de M. Delahodde, l'état de la maison et des officiers de Chantilly ; savoir si l'on fera ce que M. Delahodde demande, qui est de faire voir cet état à la Reine au cas que celui que l'on devait faire ne fût fait et signé, et lui envoyer sa lettre qui s'adresse à Sa Majesté ; il semble que cela presse un peu, sans vous incommoder néanmoins ». Il est certain que la pieuse Anne d'Autriche, aidée de la marquise de Saint-Simon, protégea efficacement la Charité fondée par Charlotte de Montmorency ; quant au chapelain Delahodde, il fut maintenu sur l'état des officiers du château, à la grande joie de Mlle Le Gras, qui reçut sa visite l'année suivante, visite dont elle rendit compte à sœur Geneviève Doinel le 22 novembre 1656 :

« Ma très chère sœur ; Monsieur le chapelain et aumônier du château nous a fait l'honneur d'une visite, en laquelle sa charité m'a beaucoup édifiée ; je loue Dieu de ne m'être point trompée en la croyance que j'ai toujours eue de lui ; nous lui avons beaucoup d'obligations et je crois, ma sœur, que vous ne manquez pas de lui en être bien reconnaissante par vos soumissions à ses ordres pour vos emplois. Si vous voyez Madame la marquise de Saint-Simon, assurez-la de mes très humbles respects et obéissances. Saluez ma sœur Jeanne (Bonvillier), que je prie avec vous d'apprendre à écrire ¹, et de m'écrire vous-même, et de me mander selon ce que vous ai déjà dit à l'une et à l'autre, car je ne suis pas bien aise si je ne sais de vos nouvelles par vous mêmes, de qui je suis en l'amour de Notre Seigneur, ma très chère sœur, votre très humble sœur et servante.

« P.-S. Monsieur l'aumônier m'a parlé que vous deviez

¹ Sœur Jeanne Bonvillier a signé en 1655 sur une liste de sœurs qui ont donné leurs noms comme faisant partie de la Compagnie (Archives Nationales, L. 1054, n° 54).

changer de maison et non pas de quartier ; l'assurance que j'ai qu'il ne vous conseillera rien contre les intentions de la Reine me fait vous mander que vous n'en fassiez point de difficulté et que vous preniez garde d'être commodément, tant pour les malades que pour les écolières que vous êtes obligées d'assister et d'enseigner ».

Le chapelain Delahodde mourut peu après sans doute, car, dès le mois de mars 1657, il est remplacé par messire Pesset. Il laissait florissante la Charité de Vineuil, qui tirait certainement d'abondantes aumônes des hôtes illustres que recevait Chantilly. La cour y fit plusieurs séjours, d'abord en mai 1655, puis au mois de septembre, où le duc de Mantoue fut reçu par le Roi, la Reine, le duc d'Orléans et Mazarin ; le 2 novembre, le Roi et Mazarin font la Saint-Hubert à Chantilly. La reine Christine de Suède s'y arrête en septembre 1656, et le marquis de Saint-Simon lui en fait les honneurs ; etc., etc... Aussi trouve-t-on une sorte d'allégresse dans le début de la lettre que Mlle Le Gras écrivit, le 30 janvier 1657, « aux filles de la Charité de Chantilly » :

« Mes très chères sœurs, j'ai été très consolée, comme je vous ai déjà mandé, de savoir que les pauvres soient si bien assistés. Dieu en soit béni à jamais ! Je ne doute point que, vous acquittant de ce devoir, vous ne soyez aussi bien exactes à vous acquitter de la fidélité que vous devez à Dieu pour l'observance de vos règles, particulièrement pour la retenue de la fréquentation du monde sans des nécessités très importantes. Croyez-moi, mes sœurs, car quelquefois le monde nous fait des petits reproches pour manquer à de certains agréments que nous ne devons pas lui rendre, qui après s'édifie lorsqu'il connaît que c'est par principe de vertu, et remarque fort bien celles qui s'y laissent un peu gagner aux applaudissements. Je crois que vous ne vous étonnerez pas de ces petits avis que je vous donne, qui tournent toujours à bien à ceux qui les reçoivent en la vue de Dieu quoiqu'ils n'en aient pas besoin sur ces matières.

« Il est nécessaire que ma sœur Jeanne Bonvillier fasse ici un petit voyage ; je vous prie, ma sœur, de l'envoyer le plus tôt que vous pourriez, car, quoique j'aie toute la confiance que je

puis avoir en vous autant qu'à pas une de nos sœurs, néanmoins il n'est pas de la bienséance que vous demeuriez seule dans ces jours de carnaval ¹. Mandez-moi, je vous prie, des nouvelles de votre santé et de toutes choses par elle, et me croyez toutes deux en l'amour de Notre Seigneur, mes très chères sœurs, votre très humble sœur et servante ». Et ne voyant pas venir sœur Jeanne assez vite à son gré, Mlle Le Gras gourmande sœur Geneviève Doinel le 6 février : « Ma très chère sœur, je suis étonnée que vous ne nous envoyez pas ma sœur Jeanne... J'ai crainte que votre facilité lui donne trop de liberté d'être à ses dévotions, et je sais que vous avez beaucoup à faire... Ma sœur Françoise-Paule vous prie lui mander si vous avez reçu une livre de catholicon... ».

Le 10 mars, Mlle Le Gras remercie sœur Geneviève d'un envoi de poisson, qu'elle a fait servir « à plusieurs de nos sœurs infirmes, dont j'ai fait partie », la communauté n'étant pas dans l'usage de se traiter de la sorte. Elle envoie à Chantilly une nouvelle sœur, Marie Navain : « Je ne vous dis rien en son sujet, parceque vous connaissez sa vertu, qui se perfectionnera toujours par l'exemple de la vôtre, que je supplie Notre Seigneur vous augmenter de plus en plus ». La lettre mentionne saint Vincent de Paul : « Si M. Vincent ne vous a point fait de réponse, je crois, ma chère sœur, que son intention sera que vous fassiez ici un voyage de deux ou trois jours pour le voir bien amplement, et je crois aussi que cela sera bien nécessaire. Mais si rien ne vous presse, je ne pense pas que ce puisse être avant les fêtes. Je vous laisse être juge de cela selon les besoins que vous voyez à votre emploi ». Un post-scriptum contient les salutations à faire au nouveau chapelain du château, messire Pesset ¹ : « Je vous prie de l'assurer de mes

¹ C'est-à-dire : il faut que sœur Jeanne vienne à Paris assez tôt pour pouvoir retourner à Chantilly avant le carnaval.

² Un état du personnel de Chantilly dressé le 1^{er} janvier 1659 comprend messire Pesset, chapelain du château ; il lui est alloué 550 livres, « tant pour ses gages et nourriture qu'entretien de la lampe, fourniture d'huile, cierge, pain, vin, etc., y compris cent livres pour l'entretien d'un clerc qui aide au service de la chapelle et qui instruit la jeunesse » (voir Macon, *Historique des édifices du culte à Chantilly* ; Senlis, 1902).

très humbles respects, comme aussi Mesdames les officières de la Charité ».

Le 24 juillet 1657, Mlle Legras mande sœur Marie pour quelques jours et promet d'appeler ensuite sœur Geneviève ; elle ajoute : « Je suis en peine qu'on nous demande des drogues dont on nous a envoyé le mémoire, et nous ne le trouvons point et ne savons ce que c'est ; je vous prie d'en renvoyer un autre et nous ne manquerons pas de faire promptement ce qui sera dessus. Je suis bien fâchée de n'avoir point eu l'honneur de voir M. Pesset, que l'on m'a dit avoir pris la peine de passer par ici, mais je n'y étais pas ; je vous prie de le saluer bien humblement, et me mander si vous avez reçu une lettre que je vous ai envoyée il y a quinze jours ou trois semaines, par laquelle je vous mandais le grand bien et la nécessité qu'il y a d'aller toujours à un même confesseur, et l'avis de Monsieur Vincent en ce sujet là ».

Peu après, sœur Geneviève Doinel tombe malade, et ses compagnes négligent d'en avertir Mlle Le Gras, qui leur en exprime son étonnement le 15 septembre, en même temps que sa gratitude à de « bons Messieurs » que nous ne connaissons pas : « Nous avons grande obligation à ces bons Messieurs, mais il n'en faut pas abuser leur donnant trop de peine, car vous savez que céans nous n'appelons nos supérieurs sinon dans le besoin des sacrements ou autre grande nécessité. Il faudra bien, ma sœur Geneviève, que vous veniez nous voir avant l'hiver à votre tour. Je vous prie, ma sœur Marie, de vous souvenir du besoin que vous avez pour votre santé de l'exercice... Je vous prie de saluer bien respectueusement M. de Saint-Firmin ¹ et M. Pesset ».

Par les lettres précédentes, on voit que la sainte fondatrice tenait à ce que ses « filles » vinssent à tour de rôle recevoir ses conseils et se retremper dans l'esprit de leur état ; c'était, à ses yeux, une nécessité, et elle paraît justifiée par la lettre suivante, adressée le 5 juillet 1658 « aux Filles de la Charité

¹ Voici les noms des curés de Saint-Firmin que nous ont conservés les registres de catholicité de cette paroisse à cette époque : 1623, Turpin ; 1650, 1658, Le Noyer ; nous aurons plus tard : Antoine Talva ; 1670, Barbier ; 1676, Chevalier, etc.

servantes des pauvres à Chantilly. Mes très chères sœurs, vous ne doutez point que je n'aie ressenti grande douleur au retour de ma sœur Henriette, par lequel j'ai appris qu'il paraissait en vos conduites, de part et d'autre, beaucoup d'oubliance de vos obligations. Le désir que Dieu m'a donné de votre perfection me fait plus souffrir que je ne vous saurais dire. Pour l'amour de Dieu, pensez un peu à la brièveté de la vie et à la misère des âmes qui paraîtront devant Dieu couvertes de péchés et d'infidélités ». Et, pour adoucir l'amertume du reproche, elle ajoute humblement : « Je me fais cette leçon avec vous ». Elle était alors malade, et c'est sœur Mathurin Guérin qui écrivait sous sa dictée : « Je suis fort mal, et pour cela je ne me puis donner l'honneur d'écrire à M. Pesset ; je vous prie de lui en faire mes très humbles excuses, de prier Dieu pour moi, et de me croire en l'amour de Notre Seigneur, mes très chères sœurs, votre très humble sœur et servante ».

Évidemment, les conseils de haute et délicate piété qui émaillent les lettres de Louise de Marillac n'ont qu'un rapport indirect avec l'histoire des origines de l'Hospice de Chantilly. Nous n'avons pas cru cependant qu'il fallût y risquer plus de coupures. Les vertus qu'ils ont encouragées et poussées souvent jusqu'à l'héroïsme, étaient l'âme de l'œuvre de charité dans le soin et la visite des souffrants, dans l'instruction religieuse des enfants, dans les remèdes qu'elle apportait aux malheurs du temps.

Les lettres suivantes sont toutes adressées par Mlle Le Gras à sœur Geneviève Doinel à Chantilly.

27 juillet 1658. « Ma très chère sœur. Nous vous renvoyons votre réglisse parcequ'il ne serait pas à propos de la reprendre ; quand on l'a envoyée, elle était autant fraîche qu'on en pouvait trouver à Chars ; elle se sera séchée bien plus qu'elle n'était à la porter et rapporter. — J'ai été bien consolée d'apprendre votre meilleure santé à toutes deux ; j'en loue Dieu de tout mon cœur. — Il n'y a pas longtemps que je vous ai écrit une lettre par laquelle je vous priais de faire mes excuses à M. Pesset de ce que je ne me donnais pas l'honneur de lui écrire pour le remercier des soins que sa bonté a de vous ; je vous prie de lui en être bien reconnaissantes par vos respects et obéissances,

et de le saluer humblement de ma part... Ma sœur Marie, j'ai su que vous aviez été incommodée plus que je ne pensais ; je vous prie de vous souvenir qu'une des choses qui sert le plus à la santé du corps est la soumission d'esprit au bon plaisir de Dieu ».

12 septembre 1658. « Ma très chère sœur, je ne puis que je ne vous témoigne un peu de douleur de savoir que vous n'ayez plus avec vous de lectrice pour lire mes lettres, vu la nécessité et obligation que nous avons, par nos règles, de ne nous point communiquer au dehors ; c'est un de nos plus grands empêchements que je sache à l'union et cordialité que deux filles de la Charité doivent avoir ensemble. Je ferai bien mon possible que celle que je vous enverrai supplée à ce manquement là ¹, parce que je sais bien la peine que vous avez après que le temps de votre séjour est passé, quand par nécessité votre cœur s'est trop épanché vers les créatures.

« Vous me ferez grand plaisir de m'envoyer de la graine de genièvre quand elle sera mûre. Je vous prie de saluer avec tout le respect possible de ma part M. Pesset et M. le curé de Saint-Firmin, auxquels je demande très humblement pardon des peines que vous et notre sœur leur avez données ; j'espère qu'à l'avenir vous agirez plus simplement selon l'esprit de Notre Seigneur, en l'amour duquel je suis, etc. ».

17 septembre 1658. « Saluez très humblement de ma part M. Pesset et le faites souvenir des deux cents livres qui nous sont dues, que sa charité nous a fait espérer. Je ferai ce que je pourrai pour vous envoyer vos règles en envoyant une sœur ».

7 octobre 1658. « Je crois que vous aurez de la consolation de l'arrivée de notre chère sœur Louise, que vous connaissez d'humeur fort accommodante et remplie de bonnes dispositions... Je vous prie de m'envoyer les hardes de ma sœur Marie par la première commodité, de saluer très humblement M. Pesset, de lui dire que cette bonne religieuse a fait la retraite et m'a mandé depuis qu'elle s'en retourne à son couvent... Je crois que vous serez consolée de n'avoir plus besoin

¹ Ce passage montre que sœur Marie Navain avait été ôtée de Vineuil, que sœur Geneviève Doinel était alors seule, et qu'elle ne savait pas lire.

de faire lire vos lettres par d'autres que par notre sœur, parce que c'est une des plus grandes peines et des choses plus dangereuses que la communication au dehors ».

11 novembre 1658. « Ma très chère sœur, je suis un peu en peine de la continuation de vos indispositions ; cela me fait croire que l'air de Chantilly ne vous est pas bon ; et ce que vous me mandez de l'état des affaires me fait connaître qu'il serait bien nécessaire que vous vinssiez ici faire un petit voyage pour essayer par le moyen de Madame Fouquet ¹ d'avoir un nouvel ordre pour la subsistance des pauvres, n'étant pas à propos que vous empruntiez par vous-même pour cela. Cela est aussi bien étrange que vous ne receviez pas pour vous autres ce qui vous est dû de si longtemps, et je sais bien que l'on a eu le moyen de nous payer. Je n'écris point pour cette fois à ma sœur Louise ; je la prie de ne pas laisser de me mander de ses nouvelles, de bien accueillir les écolières, auxquelles elle pourra apprendre à faire des bas d'étame, mais principalement le catéchisme et la pratique des vertus, et je m'assure qu'elle trouvera autant d'emploi qu'elle pourra faire, et je l'estimerai bien heureuse d'avoir le temps pour pratiquer nos règles. Et pour le reste de ce que vous me mandez, nous en parlerons à votre voyage, que je vous prie de faire le plus tôt que vous pourrez et d'assurer ma sœur que vous ne serez pas plus de huit ou dix jours ici, s'il plaît à Dieu. Assurez de mes très humbles respects et obéissances Madame la marquise de Saint-Simon comme aussi Madame la duchesse si elle y est, et faites mes très humbles saluts à M. Pesset, et me croyez toutes deux en l'amour de Notre Seigneur, mes très chères sœurs, votre très humble et très affectionnée sœur et servante, Louise de Marillac ».

Le manque de ressources est encore le sujet du billet suivant :
« Je viens de voir par la vôtre la peine que vous avez toujours

¹ Marie de Maupeou, mariée à François Fouquet, vicomte de Vaux, maître des Requêtes, puis conseiller d'Etat, mère du célèbre surintendant Nicolas Fouquet, appelée la « mère des pauvres ». « Marie Fouquet s'est fait un nom immortel par son attachement à Dieu, sa tendresse pour les pauvres, son amour pour la prière » (Collet, *Vie de saint Vincent de Paul*, p. 426).

de recevoir de l'argent tant pour vous que pour la Charité, ce qui me fâche bien ; mais nous avons fait tout ce que nous avons pu sans y rien avancer... Je salue très humblement M. Pesset, auquel vous et moi avons grande obligation ». Les biens du Grand Condé étaient toujours sous séquestre, le règlement de la succession de sa mère était encore en suspens ; les administrateurs du séquestre ménageaient la dépense, et d'autre part la Reine et Mazarin se désintéressaient de Chantilly, car la France et l'Espagne étaient fatiguées de la guerre, le prince rebelle était aux abois, on commençait à traiter de la paix, et il était à prévoir que Condé obtiendrait le pardon du Roi et rentrerait en possession de ses biens, ce qui arriva en effet par le traité des Pyrénées (décembre 1659).

Cette année 1659 ne comporte que deux lettres de Mlle Le Gras ; on voit par la première que le rappel de sœur Louise avait encore une fois laissé sœur Geneviève Doinel assez longtemps seule : « Ma très chère sœur, j'ai été bien fâchée de vous laisser si longtemps toute seule, et loue Dieu de me donner moyen de vous pouvoir envoyer notre chère sœur Françoise, qui est d'humeur fort douce et qui a grand désir d'être à Dieu de bonne sorte. Je vous prie de lui être à exemple d'une vraie fille de la Charité, qui est à Dieu pour le service des pauvres et, partant, doit être plus avec les pauvres qu'avec les riches, qui a des règles à observer pour lesquelles il ne faut point perdre de temps, mais, hors la nécessité de la visite des pauvres, doit aimer sa demeure et la compagnie de sa sœur.... P.-S. Je vous prie, ma chère sœur, de saluer avec respect M. Pesset, et vous recommande encore notre sœur ».

Sœur Françoise fut elle-même remplacée dans le courant de l'année, comme il appert par la lettre qu'adressa Mlle Le Gras, le 28 décembre 1659, « aux sœurs Geneviève Doinel et Marie Marthe, servantes des pauvres malades à Chantilly ». La situation financière est encore précaire, mais améliorée cependant grâce au zèle du chapelain Pesset, qui paraît s'être employé avec succès :

« Mes très chères sœurs, j'ai reçu une grande consolation en votre lettre, y voyant, ce me semble, l'union de vos cœurs et la consolation de vos esprits... Je loue Dieu de tout mon

cœur de la grâce que sa bonté fait à M. Pesset de lui donner tant de charité pour les pauvres malades ; ses peines attirent cette bénédiction pour les avoir empêchés de l'extrême nécessité dans leurs besoins. Je vous prie, ma sœur Geneviève, de le saluer de ma part avec le très humble respect que je lui dois. Ce nous aurait été un secours en nos besoins si nous eussions reçu bientôt le reste de ce qui nous est dû ; il faut attendre cela de la divine Providence ». L'envoyé de la Providence allait être le Grand Condé, qui, le lendemain 29, quittait Bruxelles pour rentrer en France.

Cette lettre est la dernière que la pieuse fondatrice put écrire à ses chères filles de la Charité de Chantilly. Depuis plus de vingt ans, Monsieur Vincent avait envisagé Mlle Le Gras « comme morte naturellement tant son corps était débile et son visage pâle ». Son esprit, qui sous cette enveloppe avait conservé toute sa force et sa lucidité, allait rompre — ce fut le 15 mars 1660 — les derniers liens qui le retenaient encore à la terre, pour aller trouver en Dieu le salaire infini de sa charité.

II. — LA CHARITÉ DE VINEUIL

1660-1723

Les Archives de l'Hospice Condé n'ont conservé aucun document qui nous renseigne sur le personnel et le fonctionnement de la Charité de Vineuil depuis la rentrée du Grand Condé en France jusqu'à sa mort, survenue le 11 décembre 1686. Nous savons seulement que ce prince, en mourant, laissa une somme de dix mille livres à l'établissement charitable fondé par sa mère. La princesse de Condé, Claire-Clémence de Maillé-Brézé, dont les cruelles épreuves avaient altéré la raison, ne parut guère à Chantilly après le retour d'exil ; confinée dans l'hôtel de Condé à Paris, elle fut reléguée en 1671 à Châteauroux, où elle vécut de longues années encore. Mais elle fut dignement remplacée à Chantilly par une pieuse et charitable princesse, Anne de Bavière, fille de la célèbre Palatine, mariée en 1663 au fils du Grand Condé, Henri-Jules, duc d'Enghien. C'est elle qui prit la direction de la maison, exerçant une douce influence sur un beau-père et un mari d'humeur inégale, donnant l'exemple d'une haute vertu, d'une grande dévotion, se prodiguant en œuvres pieuses où la Charité de Vineuil ne fut certainement pas oubliée.

Nous avons vu par les lettres de Louise de Marillac que la Charité, installée d'abord dans une maison louée, avait été transférée en 1656 dans un autre local situé dans le même quartier. On ignore si cette seconde maison fut acquise ou louée, si elle est la même que l'immeuble où fut l'hôpital que protégèrent et agrandirent le Grand Condé, sa belle-fille et son fils. Des lettres patentes de 1711, mentionnant le testament du prince Henri-Jules, attribuent à ce prince l'hôpital qui existait alors à Vineuil : « l'édifice construit de son ordre à Vineuil, derrière les jardins de Chantilly ». De son ordre, ou de l'ordre de son père. En effet, dix-huit mois après la mort du Grand

Condé, le 15 mai 1688, Henri-Jules achète, par l'intermédiaire de Claude Richard, capitaine et gruyer de Chantilly, et par devant Georges Thibaut, notaire à Saint-Leu-d'Esserent, « une maison couverte de chaume, chambre basse, grange et masure, estable, cour et jardin, ainsy que le tout s'estend et comporte, situez à Vineuil, tenant d'un costé à la maison de l'Hospital estably audit Vineuil, d'autre costé audit hospital, d'un bout et d'autrē à la rue et à la veuve Jacques Selesmes et aux héritiers et veuve d'Antoine Bodiot », moyennant la somme de 450 livres, « déclarant ledit sieur Richard que S. A. S. fait l'acquisition de la susdite maison pour accroistre et augmenter tant les bâtimens que la cour de ladite maison de la Charité située audit Vineuil et fondée par feu Madame la Princesse, laquelle présente acquisition appartiendra et demeurera audit hospital doresnavant à tousjours ». La Charité est donc propriétaire des immeubles qu'elle occupe. Quant à la situation de ces immeubles, elle est facile à déterminer, grâce aux déclarations passées au terrier de la seigneurie de Chantilly au xvii^e et au xviii^e siècle. La rue où se trouvait l'hôpital a d'ailleurs gardé le nom de *rue des Sœurs*; elle s'embranche sur la grande rue en deçà de la Croix ou Calvaire. La première maison qui faisait l'angle oriental des deux rues et qui n'existe plus appartenait en 1682 à Charlotte Auger, veuve de Jacques Selesmes, en 1701 à Suzanne Selesme, veuve de Gabriel Flaix, boucher; derrière cette maison, sur la rue des Sœurs, était la maison de Laversin que le prince Henri-Jules acquit en 1688 pour augmenter la Charité. La deuxième maison sur la grande rue appartenait à la famille Millart, et avait pour enseigne *l'image sainte Barbe*; en 1682, « elle tient par derrière à la maison où demeurent les sœurs de la Charité ». L'hôpital se trouvait donc derrière ces maisons de la grande rue, dans la rue des Sœurs, à droite en montant; il est aujourd'hui représenté par la propriété de M. Caillet.

Sur la vie et l'administration de l'hôpital, nous avons, conservés aux archives de l'Hospice Condé, de nombreux et précieux documents à partir de l'année 1694. D'abord les comptes généraux de chaque année, présentés par le receveur ou trésorier aux administrateurs de l'œuvre; puis les registres

de dépenses tenus par la sœur supérieure ; enfin de nombreuses pièces de comptabilité. Le président du conseil d'administration est le curé de la nouvelle paroisse de Chantilly, fondée en 1692 : Martin Berger ; il est assisté de deux officiers du prince résidant à Chantilly, d'abord Charles Duru et Christophe Telling, celui-ci capitaine de la Ménagerie ; un document de 1698 les désigne ainsi : « directeurs des pauvres de l'hôpital de la Charité de Chantilly » ; ils sont remplacés en 1702 par Pierre Dumas, principal concierge du château, et Charles Peyrard, garde-meubles ; le premier deviendra successivement inspecteur des bâtiments, contrôleur, gruyer des forêts ; le second le remplacera comme principal concierge, fonctions que son fils Pierre occupera ensuite. Le trésorier de l'œuvre est le receveur du domaine, Nicolas Boullemer de Lamartinière ; il mourut en 1701, âgé de soixante-six ans, et eut pour successeurs ses fils Nicolas II, mort le 4 octobre 1703, et Louis, capitaines des équipages de chasse ¹. Le chirurgien est Henri Lejeune. Le prince Henri-Jules fait venir une troisième sœur en 1699. La sœur supérieure est Louise Marinier en 1694, Michelle Gillot en 1698, Hélène Bourget en 1700, Jeanne de Bonnel en 1703. Des autres sœurs à cette époque, je ne connais que Didière Leclerc (1702), et Jeanne Clorte, dont j'ai rencontré la souscription comme marraine d'une enfant trouvée dans le registre de catholicité de Saint-Maximin. Ces figures que j'évoque hors de la poussière de nos documents pour les faire comme revivre au milieu des seigneurs et surtout des petites gens de Vineuil, me rappellent ces lignes exquises par lesquelles saint Vincent traçait le portrait idéal de ses filles : « Elles n'ont ordinairement pour monastère que la maison des malades, pour chapelle que l'église de leur paroisse, pour clôture que l'obéissance, pour grille que la crainte de Dieu, et pour voile qu'une sainte et exacte modestie ».

¹ Martin Boullemer, père de Nicolas, fut le fondateur d'une dynastie d'officiers forestiers dont le dernier représentant, Alexandre-Jean-Baptiste Boullemer de Lamartinière, fut directeur des forêts du duc d'Aumale jusqu'en 1851. Je l'ai connu fort âgé à Noyon lorsque j'y étais vicaire ; c'était un vieillard aimable, courtois, et dont la charité s'enveloppait de formes exquises. Nous le retrouverons à la fin de notre travail, car il fut administrateur de l'hôpital de Chantilly.

L'hôpital de Vineuil était comme une petite métairie, où une étable, une basse-cour et un rucher, entourés de jardins, fournissaient pour la vente veaux, cochons, poulets, beurre, etc., en même temps qu'ils égayaient les yeux des malades. Les bâtiments, couverts les uns en chaume, les autres en tuiles, que le prince Henri-Jules avait fait construire ou approprier, exigeaient déjà plus d'une réparation, d'où la présence, dans les comptes de 1697 et 1698, de quatre entrepreneurs de Chantilly, le couvreur Fiacre Prou, le maçon Pierre Duchâtel, le menuisier Vaudier, le serrurier Henri Obry ou Aubry ¹. Le compte de 1699 mentionne une croix (fer et pierre) qui a été faite sur la porte de l'hôpital par ordre de S. A. S. Madame la Princesse ». A mentionner aussi, en septembre 1699 : « Tant pour les réparations pour l'apotiquairerie que pour accommoder la chapelle de plusieurs choses, 143 livres 4 sols ».

Les ressources de ce premier hôpital étaient modestes ; le revenu normal consistait tout entier dans la rente de 1000 livres fondée par la princesse Charlotte de Montmorency. A cela s'ajoutaient les gratifications du prince et de la princesse de Condé, du Roi et des grands personnages qui venaient visiter Chantilly, le produit de la basse-cour, de l'apotiquairerie ; citons, par exemple, ce passage du compte de la recette en 1695 : « Plus 102 l. 16 s. sçavoir d'une aumône du Roy 40 l., pour un veau 12 l., pour beurre et poulets de la basse-cour vendus 8 l. 14 s., plus des remèdes et autres casuels 12 l. 2 s., ce qui fait la susdite somme de 102 l. 16 s. — Plus 39 l. 5 s. sçavoir pour un cochon vendu 16 l., pour du beurre 10 l., pour des poules 4 l. 5 s., et le reste pour des remèdes... ».

En 1698, Louis XIV, se rendant à Compiègne pour la grande

¹ Les Obry ou Aubry furent serruriers à Chantilly depuis le milieu du xvi^e siècle jusqu'à la fin du xviii^e siècle. En 1698, Henri Obry et Marguerite Parin ont un fils, Jean, qui épousa Geneviève Chrétien et en eut un fils, Henri, qui fut baptisé le 22 juin 1709. Ce dernier épousa Jeanne-Louise Cheveau, née à Paris le 18 janvier 1717, fille de Jean Cheveau, maître maréchal du duc de Bourbon ; de ce mariage, naquirent deux filles, Jeanne-Françoise, née le 26 novembre 1737, et Marie-Françoise, née le 15 septembre 1741. Le grand-père de M. Eugène Toupet succéda à Henri Obry dans l'atelier de serrurerie de l'hôtel de Quinquempoix.

démonstration militaire qui a gardé le nom de *camp de Compiègne*, séjourne à Chantilly, et le registre de l'hôpital en consacre le souvenir : « Le vendredy 29 août 1698, receu des aumônes du Roy estant à Chantilly, huit louis d'or valant 112 livres ; de Monseigneur (le Grand Dauphin), deux louis d'or valant 28 l. ; du Prince (de Condé), deux louis d'or valant 28 l. ; de Madame la princesse de Conty, doirière ¹, deux louis d'or valant 28 l. ; de M^r de Courtenvaux ², 7 l. 4 s. Le 24 septembre 1698, au retour du voyage du Roy de Compiègne, receu de Madame la Duchesse ³ deux louis d'or valant 28 l. ».

Le passage suivant dénote une fois de plus la charité de la princesse de Condé, Anne de Bavière : « Plus avoit été obmis un louis d'or valant 14 l., donné par Madame la Princesse pour la nourriture de deux petites orphelines demeurant audit hôpital, dont M. de Lamartinière a reçu quittance de la sœur Louise Marinier ». Elle fait aménager un petit bâtiment pour loger quatre pauvres vieilles pendant l'hiver ; elle crée l'œuvre des secours à domicile, celle de l'apprentissage des jeunes filles. Bref, la charité de la pieuse princesse est inlassable et s'exerce sous les formes les plus diverses. Enfin c'est elle qui pare aux insuffisances des premiers budgets de l'hôpital. Le compte de 1694 présente une recette de 1270 l. 17 s. 2 d., dont 232 livres ont été données par la princesse ; et cependant il y a un déficit de 220 l. 18 s. 10 d., car la dépense s'est élevée à 1491 l. 16 s. Même situation en 1695 et 1696, puis l'équilibre s'établit en 1697. Le compte de la double année 1698-1699 se solde par un appréciable boni : recette, 2801 l. 10 s. ; dépense, 2493 l. 10 s. Il en est de même pour le compte de 1702-1703 ; recette, 2244 l. 4 s. ; dépense, 2153 l. 4 s.

En face de la recette, il faut lire le chapitre de la dépense.

¹ Marie-Anne de Boubon, dite Mlle de Blois, fille de Louis XIV et de Mlle de La Vallière, veuve en 1685 de Louis-Armand de Bourbon, prince de Conti.

² Michel-François Le Tellier, marquis de Courtenvaux, fils aîné de Louvois.

³ Louise-Françoise de Bourbon, dite Mlle de Nantes, fille de Louis XIV et de Mme de Montespan, avait épousé en 1685 le fils du prince de Condé Henri-Jules, Louis III, duc de Bourbon.

Je ne parlerai pas de l'entretien des bâtiments, qui comporte toujours une petite dépense annuelle, et je mentionnerai une fois pour toutes la somme de 30 livres allouée par an à chacune des sœurs pour son « vestiaire », c'est-à-dire pour son linge et ses habits. La principale dépense concerne la nourriture du personnel et des hospitalisés ; voici un article du registre de 1695 : « La dépense des mois de janvier, février et mars est de 212 l. 10 s., laquelle somme distribuée en 741 journées qu'il y a eu pendant lesdits trois mois, tant pour les pauvres malades que des sœurs employées à les gouverner, chaque journée revient environ à 6 sols moins un liard ». J'ai cru devoir noter ici cette façon simple de calculer qui était dans les habitudes de nos ancêtres.

Il fallait aussi approvisionner l'apothicairerie de « drogues et remèdes », parmi lesquels le registre mentionne « l'eau-de-vie et drogues extraordinaires pour des plaies considérables » (1697), acheter du vin, du bois « en cordes et fagots façon de Senlis », du sel, de la toile chez Turquet, marchand à Senlis, pour faire des draps et des chemises ; de la futaine, des matelas « vieux et neufs » que Charles Fresne cédaient équitablement ; ajoutez à cela les gages du chirurgien Lejeune et du jardinier, la dépense de deux ruches « que la sœur a achetées pour en avoir le miel ».

Naturellement, les registres qui se succèdent reproduisent des dépenses de même nature. Je me bornerai donc à relever quelques singularités :

« Pour deux voyages de la sœur Michelle à Paris aller et revenir, 12 l. 15 s. ».

« A été payé au sieur Boivinet, jardinier de l'hôtel de Condé (à Paris), pour le paiement des arbres qui sont plantés dans le jardin de l'hôpital, qu'il a fait venir de Paris, 23 l. 6 s. ».

« 7 janvier 1699. 13 journées au nommé Gaillard, qui a conduit un petit garçon à la mer ¹, mordu et bien blessé d'un chien enragé, à raison de 40 s. par jour tant pour la nourriture de l'homme que du petit garçon et d'une bourrique, 26 l. — Plus pour le loyer de la bourrique, 12 s. ».

¹ On croyait que les bains de mer étaient un remède utile pour la guérison de la rage.

Le 9 décembre 1699, « il fut envoyé une troisième fille de Charité » pour aider aux deux premières. La date d'octobre 1700 mentionne en effet les gages de trois sœurs de Charité.

En 1701, petite recette extraordinaire : « Sur quoy il faut déduire 18 livres que les sœurs ont reçeus d'une fille qui est morte à l'hospital et qui a bien voulu donner les 18 l., estant en estat de le pouvoir faire. ».

Juillet 1702. « 63 livres 2 s. pour reste du petit bâtiment qui a esté fait pour retirer l'hiver les quatre vieilles femmes que Madame la Princesse avoit nommé, et qui sert présentement d'escole ». — Janvier 1704, « nourriture des quatre vieilles femmes et de la petite fille, les lits estant remplis » ; etc., etc...

Le budget de l'hôpital ne permettait pas de dépenses extraordinaires ; aussi est-ce à la générosité du prince et de la princesse de Condé qu'il faut attribuer la construction, en 1707-1708, d'un « nouveau bâtiment à l'hôpital de Vineuil ». Le mémoire du maçon Jean Poulet, qui monte à 1170 l. 3 s., mentionne la chapelle, la salle des hommes, la salle des femmes, la chambre des sœurs, la lingerie, l'apothicaire, l'école. Le bâtiment comportait un étage. Les comptes du trésorier pour les années 1704 à 1710 ayant été perdus, nous n'avons pas trace de la recette et nous ne connaissons la dépense faite pour cet agrandissement que par un certain nombre de pièces comptables qui ont été conservées ; mais il n'est pas douteux que la dépense n'ait pu être faite que grâce à une générosité princière.

La comptabilité de l'hôpital était peu compliquée ; la sœur supérieure tenait un « livre d'hôpital », c'est-à-dire d'entrées et de sorties de malades, un registre où elle mentionnait journellement ses dépenses et la justification de l'argent qui lui était confié ; ces registres, visés tous les trimestres par les administrateurs, étaient ensuite utilisés par le trésorier pour l'établissement de son compte annuel. Le registre le plus ancien porte sur le parchemin jauni de sa couverture le titre suivant : « *Livre du Bureau de la Charité. Hospital. Charités extraordinaires. Manufacture de dentelles. 1694* ». Et d'autre part nous voyons qu'en 1696 le trésorier Nicolas Boullemer de Lamartinière a rédigé trois comptes qui, bien qu'étrangers entre eux, sont

conservés ensemble dans les archives de l'Hospice Condé : 1° « *Charité de Chantilly* » (c'est l'hôpital) ; 2° « *Charités extraordinaires de Madame la Princesse* » ; 3° *Compte spécial pour les filles de la manufacture de dentelles que Madame la Princesse fait travailler par charité à Chantilly* ». C'est que la pieuse Anne de Bavière avait voulu établir un lien très étroit entre ces trois œuvres, pour lesquelles elle utilisait la charité des sœurs de l'hôpital, sous la direction et le contrôle d'un *Bureau* qui, outre les administrateurs de l'hôpital, comprenait le capitaine de Chantilly, Claude Richard, sieur du Plessis-Godard, le vicaire de Chantilly, Ferdinand-Joseph de Corbie, et le chirurgien Henri Lejeune.

Charités extraordinaires

Sous ce titre il faut entendre les secours en nature, pain et viande, que les Filles de la Charité distribuaient aux nécessiteux dans les bas quartiers de Chantilly et dans les villages avoisinants. Voici la première mention que nous ayons rencontrée sur cette œuvre aux limites imprécises : « Mémoire de la recette faite par M. de la Martinière pour les charités extraordinaires depuis le 1^{er} novembre 1694 jusqu'au dernier décembre de la même année » ; soit 168 livres, dont 126 données par la princesse de Condé et 42 par le prince. En 1695, la recette totale est de 310 l. 3 d. ; elle est encore fournie par la princesse, sauf les articles suivants : « Le 20 mars, six livres de l'amende de Périer (un jardinier du château) pour avoir coupé des arbres dans le Bois-Vert (dans le parc) sans ordre. — Le 6 avril, M. de la Martinière a reçu de Mlle Françoise Delapierre 13 l. 6 s. qu'elle avoit eu à la quête qu'elle fit à la paroisse (l'église) pour les pauvres de cette paroisse de Chantilly. — Plus 3 livres pour une amende à laquelle a esté condamné verbalement Louis Heurteux, fontainier ». En 1696, la recette, provenant tout entière des aumônes de la princesse, se monte à 371 l. 13 s. ; la dépense est de 367 l. 16 s.

Chaque samedi, le Bureau tient une assemblée où sont arrêtées les charités à faire pendant la semaine suivante. Ne

citons qu'un exemple : « 4 septembre 1694. A l'assemblée du Bureau de la Charité a esté ordonné que des aumônes de S. A. S. Madame la Princesse les pauvres malades cy après nommés seront assistés comme s'ensuit pendant la semaine qui commence demain 5^e de ce mois. *Apremont*. La femme de Jean Roger et son fils, 5 livres 1/2 de pain, 5 livres de viande. La femme de Nicolas Durand, 2 et 3 1/2. Aubin, sa femme et une fille, 5 et 5. La veuve Ducroc et son fils, 10 livres de pain. La femme de Lalouette, 3 livres de pain et 3 1/2 de viande. *Vineuil et Saint-Firmin*. Brouilly, 2 livres de pain et 4 livres de viande, etc. etc. Totaux : 68 livres de pain valant 5 l. 2 s. à 18 deniers la livre ; 50 livres de viande valant 10 l. ». Au bas de cet état sont les signatures du curé et du vicaire de Chantilly, du capitaine du château Richard du Plessis, et du chirurgien Lejeune.

A noter en octobre 1694 : « A la mesme assemblée a esté approuvé que, n'y ayant point eu de bureau pour la semaine dernière, sœur Louise Marinier ait distribué par un ordre verbal de M. le Curé à partie des pauvres nommés cy-dessous..... ».

Les aumônes consistent en pain et viande ; elles sont réservées d'abord aux gens d'Apremont, Vineuil, Saint-Firmin et Chantilly ; Gouvieux et Lamorlaye sont visités à partir de 1699, l'année même où une troisième sœur est appelée à l'hôpital. C'est à Vineuil que les indigents sont le plus nombreux.

Manufacture de dentelles

Ce chapitre de l'histoire industrielle et charitable de Chantilly a jusqu'à ce jour échappé à la curiosité des chercheurs. La troisième partie du registre de 1694 débute ainsi : « S. A. S. Madame la Princesse entretient et fait nourrir par charité 22 filles sous la conduite de Mlle de Beaumont pour être occupées à faire des dentelles de soye et de fil ». Cette œuvre est tantôt appelée « manufacture de dentelles », tantôt « communauté de Sainte-Anne », du nom de la fondatrice, Anne de Bavière. Dans la liste des malades soignés à l'hôpital de 1702 à 1707, on rencontre quatre « filles de la communauté de Sainte-Anne », Geneviève Coutelier, Nicole Decouye, Jeanne Brouilli,

« la petite Toudouze ». Il est probable que Charlotte Martin, « faiseuse de dentelle », qui fut mariée dans l'église de Chantilly le 15 novembre 1700, sortait de cette communauté. On disait aussi « la communauté des Filles rouges », sans doute à cause d'un détail uniforme de leur habillement ; dans un historique du domaine rédigé par le capitaine du château vers 1750 et conservé dans la bibliothèque du Musée Condé, on lit ce passage : « La maison qui est de l'autre côté de l'église avoit été bâtie par le même entrepreneur pour servir à une communauté de filles rouges, que Madame la princesse y avoit établies et qui depuis la mort de M. le Prince (1709) furent transférées à Ecoen ». Cet entrepreneur est Jean Lemaire, maître maçon à Paris ; la maison fut construite par lui à ses frais avant l'acte de concession du terrain, qui ne fut passé que le 30 novembre 1694. La maison est ainsi désignée sur un plan de 1700 : « la communauté » ; elle était à l'alignement de la maison de M. Maclair (*le Cygne*) et lui faisait pendant de l'autre côté de l'église ¹. Jean Lemaire en avait consenti la location moyennant 105 livres par an ; Mlle de Beaumont y logeait avec les jeunes filles, dont le nombre varie de 20 à 25. Une salle servait de dortoir, une autre d'atelier. Le mobilier était peu luxueux ; le compte de 1694 mentionne 40 chaises de paille, des lits confectionnés par le menuisier Vaudier, 40 bottes de paille et 44 aunes de toile pour les paillasses, des pièces de drap et des couvertures achetées chez Turquet à Senlis ou chez Dubuisson à Pont, 12 douzaines de fuseaux, etc., etc.

Citons des passages du compte de 1694, recette et dépense. « Le samedi 4 septembre, à l'assemblée du bureau de la Charité, sœur Louise Marinier a présenté son compte de la recette et dépense par elle faite pour les pauvres filles qui travaillent à la dentelle, depuis le dixiesme may jusques et non compris le 1^{er} du présent mois, duquel compte s'ensuit la copie.

¹ L'église inaugurée en 1692 était aussi à l'alignement de ces maisons ; c'est le duc de Bourbon qui la fit agrandir en 1725.

« Recepte

« Le 2 may 1694, de S. A. S. (la Princesse)	100 l.
« Le 27 may 1694, de M. de Lamartinière..	50 l.
« Le 7 juin, de S. A. S.....	56 l.
« Le 19 juin, de S. A. S.....	196 l.
« De Le Guay pour les dentelles que les filles ont faites pendant le mois de may et juin.	19 l.
« De Mlle de Beaumont pour les dentelles que les filles ont faites pendant le mois de juillet et jusqu'au 20 ^e d'aoust 1694, par Le Guay et Moreau ¹ , déduction faite du tiers qui a esté donné aux dites filles (selon la volonté de S. A. S.).....	46 l. 10 s.
« Pour un veau vendu.....	8 l. 10 s.
« Pour du son vendu.....	2 l. 10 s.
Total.....	478 l. 10 s.

Voici la dépense du mois de mai 1694, que nous relevons à titre d'exemple :

« Le 10 may, payé pour un septier de bled qui a produit 280 livres de pain	43 l. 10 s.
« Le 15, pour un septier de bled qui a produit 205 livres de pain.....	49 l.
« Le 27, pour un septier de bled qui a produit 268 livres de pain.....	50 l.
« Le 10 may, pour achapt d'un demi-quart de sel.....	5 l. 2 s. 6 d.
« Le dit jour, pour achapt de six pintes de fèves.....	2 l. 12 s.
« Le dit jour, pour 14 livres et demie de beurre	1 l. 11 s. 6 d.
« Pour achapt d'un chaudron.....	6 l. 10 s.

¹ Nicolas Le Guay et Charles Moreau, marchands de dentelles, habitaient Saint-Firmin. La famille Moreau s'installa ensuite à Chantilly, y devint très nombreuse et fournit jusqu'au xix^e siècle des dentelliers, des marchands de bois, des entrepreneurs de construction. M. Macon a cité plusieurs membres de cette famille dans son *Historique de la Ville de Chantilly*.

« Pour achapt de 2 milliers et huit cens d'épingles à 3 l. le millier.....	8 l. 10 s.
« Pour achapt d'écuelles, assiettes, tasses, cruches et d'un seau.....	5 l.
« Pour achat d'un oreiller.....	1 l.
« Pour 3 douzaines de fuseaux.....	6 s.
Somme totale.....	173 l. 1 s.

« Il y a eu pendant ledit mois 565 journées des filles qui ont travaillé, auxquelles il a esté donné une livre de pain par jour, y compris celui qui a esté mis dans les potages ». La nourriture consistait surtout en soupes, pain, lait, choux et pois.

Après plus d'une combinaison essayée avec le sieur Moreau pour la question d'apprentissage, de nourriture, de partage de bénéfices, un contrat par année fut passé le 4 mai 1695 entre Nicolas Le Guay, marchand de dentelles à Saint-Firmin, d'une part, Martin Berger, curé de Chantilly, Claude Richard, capitaine du château, au nom de la princesse, d'autre part. Nicolas Le Guay « était convenu de prendre tout le travail qu'il trouvera à propos de faire exécuter, moyennant la somme de 50 livres par mois, à condition que entre les 22 filles il y en aura une en sa main (ce fut Marie Bouraine) pour montrer aux autres, laquelle sera nourrie comme les autres filles et à laquelle sera payé par chaque mois 3 l. 15 s. aux dépens de S. A. S. ».

En 1696, ce contrat est renouvelé avec Le Guay, qui ne donne plus que 47 l. 15 s. par mois. Pour cette année 1696, le « Compte spécial pour les filles de la manufacture de dentelles que Madame la Princesse fait travailler par charité à Chantilly » s'équilibre par une dépense égale à la recette, 1017 l. 14 s. 10 d. ; il va de soi que cet équilibre est dû à la générosité de la princesse de Condé. Si elle avait cherché un autre intérêt que celui de l'assistance charitable, elle se serait grandement trompée. On constate que le souci de cette pieuse bienfaitrice était de garder à des filles pauvres un gagne-pain et une sécurité morale. Ainsi s'expliquent des générosités de cette sorte : « Des 4823 l. 7 s. 10 d. à quoy monte la recepte cy dessus..... il y a 1100 l. données par S. A. S. Monseigneur le Prince, 2202 l. 17 s. par S. A. S. Madame la Princesse, etc... ». Je

mentionne aussi, sans pouvoir en donner l'explication, un legs de 50 livres fait « par M. Deslions, doyen de Senlis ¹, à Mlle de Beaumont pour les filles de la communauté ».

On voit que la réputation de parcimonie du prince Henri-Jules ne se soutenait pas quand il s'agissait de la communauté que patronait sa femme et qui figure encore sur la dernière liste de ses charités : « 31 octobre 1708, 50 livres pour du bois à la communauté des filles rouges. ». Il mourut le 1^{er} avril 1709, et la princesse, qui n'était plus chez elle à Chantilly et ne se souciait pas d'y demeurer avec son bizarre fils, résolut de se retirer au château d'Écouen et y installa tout de suite près d'elle sa chère communauté. Elle ne prévoyait pas que le nouveau prince de Condé survivrait moins d'un an à son père (Louis III mourut le 4 mars 1710), et qu'elle-même serait bientôt rappelée à Chantilly par les soucis de cette double succession. Quant à la maison qu'avaient occupée les dentellières, la veuve de Jean Lemaire, Élisabeth-Marie Tampon, demeurant à Paris, rue Montorgueil, la vendit, le 6 janvier 1711, à Anne-Frédérique Sauvage, veuve du charpentier Pierre Tonny, qui en fit une hôtellerie à l'enseigne de *l'Épée Royale* ; et ce fut l'hôtel de *l'Épée* jusqu'en 1875, date de l'acquisition de l'immeuble par M. le duc d'Aumale, qui le fit jeter à bas.

Dernières années de l'hôpital de Vineuil

Par un codicille à son testament en date du 28 mars 1709, le prince Henri-Jules légua une rente annuelle de 1000 livres à la Charité de Chantilly, ainsi qu'une somme de 12.000 livres pour agrandir l'hôpital. La rente fut constituée au moyen d'un contrat sur la ville de Paris par un capital de 22.000 livres qui, au denier 20, produisit tout d'abord 1100 livres par an.

¹ Le doyen Deslions avait été en relations avec saint Vincent de Paul ; dans le recueil des lettres du saint, la 331^e, datée du 29 juillet 1641, est adressée à M. Deslions : « Si vous jugez que notre pauvre et chétive compagnie puisse rendre quelque petit service à la divine Majesté en votre bonne ville [de Senlis], mondit sieur le doyen [de Saint-Frambourg] et lui [M. Duchesne] vous diront l'état de l'affaire... ».

En février 1711, à la demande de sa fille, qui avait été si peu de temps princesse de Condé, Louis XIV délivra des lettres-patentes qui consacraient de l'autorité royale le legs du prince Henri-Jules :

« Louis, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre, à tous présens et à venir salut. Notre très chère et très amée fille Louise-Françoise de Bourbon, veuve de notre très cher et très amé cousin Louis, duc de Bourbon, prince de Condé....., tutrice de notre très cher et très amé petit-fils Louis-Henry, duc de Bourbon, nous a remontré que feu notre cousin le prince de Condé, son ayeul ¹, a, par son codicille du 28 du mois de mars 1709, légué la somme de 1000 livres de rente par chacun an pour estre appliquée au profit des pauvres malades de Chantilly et des terres qui lui appartenoient aux environs, et une somme de 12.000 livres pour augmenter l'édifice construit de son ordre à Vineuil, derrière les jardins de Chantilly, pour le logement des pauvres malades ; que feu Charlotte-Marguerite de Montmorency avoit par son testament du 9 août 1649 légué pareille somme de 1000 livres de rente en faveur des pauvres malades de Chantilly ; et comme notre dite fille la duchesse de Bourbon désireroit, en exécutant les pieuses intentions de ces fondateurs, procurer un prompt secours aux pauvres malades de Chantilly, elle nous a supplié d'agréer et procurer l'établissement au lieu de Vineuil ou de Chantilly, et qu'à l'avenir les revenus en soient régis suivant les ordres du curé de la paroisse de Chantilly et du bailli ou procureur fiscal de la terre dudit Chantilly..... Donné à Versailles au mois de février l'an de grâce 1711. Louis ».

Ces lettres furent enregistrées au Parlement le 21 juillet 1711 avec ces conditions : « qu'il sera informé par devant le lieute-

¹ Aieul ou grand-père du jeune duc de Bourbon Louis-Henri, et beau-père de la princesse Louise-Françoise. Rappelons que Louis III de Bourbon-Condé, fils du prince Henri-Jules, avait épousé en 1685 Louise-Françoise, dite Mlle de Nantes, fille de Louis XIV et de Mme de Montespan ; de ce mariage était né en 1692 Louis-Henri, qui, prince de Condé en 1710, garda le nom de duc de Bourbon ; puis vinrent plusieurs frères et sœurs, les comtes de Charolais et de Clermont, Mlles de Sens, de Clermont et de Charolais.

nant-général du bailliage de la commodité ou incommodité que peut apporter l'établissement dudit hôpital, que lesdites lettres seront communiquées à l'évêque de Senlis, et que l'impétrante sera tenue de rapporter un état des revenus ».

Disons tout de suite qu'on décida tout d'abord la construction d'un nouvel hôpital à Chantilly même, au-dessus du hameau des Fontaines, que les travaux furent entrepris dès 1713, puis interrompus de 1716 à 1723, et que l'hôpital de Vineuil subsista jusqu'à la fin de 1723. Nous terminerons donc l'historique de la Charité de Vineuil, puis nous reviendrons de quelques années en arrière pour nous attacher à l'hôpital de Chantilly.

Selon le désir exprimé dans les lettres-patentes de 1711, deux nouveaux administrateurs furent adjoints aux anciens (Berger, Dumas), le bailli ou juge, Antoine de Saint-Leu, et le procureur fiscal, Nicolas Duquesne. La sœur supérieure est alors Jeanne de Bonnel. La rente léguée par le prince Henri-Jules fut certainement perçue en 1711, car le compte de cette année porte une recette de 2900 livres (la dépense fut de 2594 l. 19 s. 3 d.) ; puis elle fut réservée pendant plusieurs années pour être jointe au fonds consacré à la construction de l'hôpital de Chantilly ; le compte ordinaire des années 1712-1716 n'indique en effet, pour ces cinq années, qu'une recette totale de 5735 l. 18 s. 9 d., soit une moyenne de 1147 l. par an. L'hôpital est bien administré, et la dépense est inférieure à la recette : 5539 l. 6 s. 5 d. Le trésorier est maintenant Charles Peyrard, et le chirurgien est toujours Henri Lejeune. Le curé de Saint-Firmin, M. Dauvergne, reçoit une indemnité fixe de 36 l. par an « pour la desserte de l'hôpital ». Les enterrements lui sont payés à part, à raison de 3 l. l'un : « 8 août 1713, à M. Dauvergne, curé de Saint-Firmin, la somme de 6 l. pour l'enterrement de deux pauvres de l'hôpital ».

A noter en 1717 une transaction entre M. Berger, curé de Chantilly, et M. Damanets, curé de Saint-Maximin : la paroisse de Saint-Maximin paiera chaque année une rente de 100 livres à l'hôpital pour que ses pauvres malades puissent y être reçus. En cette année 1717, nous retrouvons sœur Louise Marinier à la tête de la Charité ; elle y est remplacée en 1718 par sœur Antoinette Baurin.

Le compte des cinq années 1719-1723 présente une recette de 14.083 l. 12 s. 6 d. ; le principal de la recette annuelle se compose des rentes léguées par Charlotte de Montmorency et le prince Henri-Jules, et d'une nouvelle rente de 500 livres constituée par la Succession de ce dernier prince pour obéir, bien tardivement, aux dernières volontés du Grand Condé, qui avait légué à l'hôpital une somme de 10.000 livres ; il est étrange que l'exécution de ce legs n'ait été accomplie qu'au bout de trente-deux ans, mais le fait est certain.

En 1720, Henri Lejeune meurt, et Jacques Noblet lui succède comme chirurgien de l'hôpital. En 1722, Charlotte Petit, veuve du sieur Dulaurens, apothicaire à Vineuil, lègue à l'hôpital une somme de 800 livres, et la part lui appartenant dans la maison qu'elle habitait ¹ ; cette part fut vendue 250 livres. En avril 1723, la supérieure Antoinette Baurin est malade ; elle est d'abord suppléée par la seconde sœur, Geneviève Martel, puis remplacée en octobre par la sœur Anne Day. Le compte des années 1719-1723 se solde par un boni de 1886 l., la dépense n'étant montée qu'à 12.197 l. 12 s. 6 d. Le compte est approuvé par le nouveau curé de Chantilly, Joseph-Armand de Biran (Martin Berger était mort le 27 juillet 1722), par Charles-Alexandre de Saint-Gobert, qui avait remplacé Antoine de Saint-Leu comme juge de Chantilly, par le procureur fiscal Duquesne, et par M. Dumas, devenu gruyer des forêts.

La mauvaise politique financière de la Régence, aggravée par le désastreux système de Law, eut sa répercussion sur les revenus de l'hôpital. La sœur supérieure crut devoir à ce sujet adresser une requête au duc de Bourbon, profitant de l'occasion pour y mêler d'autres objets, et M. Dumas l'appuya d'une lettre en date du 4 mars 1723. Nous ne connaissons ni la lettre ni la requête, mais nous avons le texte des observations qu'elles provoquèrent dans le Conseil du prince. Le voici :

¹ Le 10 septembre 1700, Claude Dulaurens, apothicaire demeurant à Vineuil, avait passé déclaration au terrier pour la troisième partie (les deux autres appartenant à Claude Perrier, jardinier du château) d'une maison située dans la grande rue, avec cour et puits, tenant le total d'un côté à la grande rue, d'autre à la petite rue conduisant à la Charité, d'un bout et d'autre au sieur Desprez, marchand à Paris.

« Observations sur la lettre de M. Dumas du 4 mars 1723 au sujet du placet qui a été présenté à S. A. S. Monseigneur le Duc par les sœurs de l'hôpital de Chantilly.

« Il paroît que trois raisons ont obligé les sœurs de présenter ce placet ;

« La première pour remontrer à S. A. S. que le revenu de cet hôpital est diminué de 582 livres par an depuis le système ;

« la seconde qu'elles n'ont point de prêtre pour administrer les sacremens aux malades ; que M. le curé de Saint-Firmin étant chargé de le faire et fort éloigné de cet hôpital, il arrive souvent que les malades meurent sans être administrés, et que lesdites sœurs perdent souvent la messe quand elles sont obligées de rester auprès des malades lorsqu'ils sont à l'extrémité ;

« et la troisième que les habitans de Vineuil et ledit hôpital jouissoient cy devant d'une fontaine où il y avoit un lavoir pour laver leur linge, que feu Monseigneur le Prince a fait enfermer dans la Ménagerie de Chantilly.

« Sur la première le s^r Dumas se trompe, car au lieu de 582 livres que les revenus dudit hôpital sont diminuez, il ne se trouve de diminution que 436 livres, suivant qu'il est plus amplement détaillé par le mémoire ci joint ; mais cette diminution ne paroît pas regarder S. A. S.

« Il en est de même de ce qu'elles n'ont point de prêtre pour les desservir. Au surplus cela dépend de la générosité de S. A. S. de leur faire une nouvelle fondation pour l'entretien d'un prêtre et de l'augmentation de leurs revenus. C'est apparamment l'idée qu'ont eue ces sœurs lorsqu'elles ont conçu de présenter ce placet à S. A. S.

« A l'égard de leur fontaine qui a été enfermée dans la Ménagerie, ledit s^r Dumas mande que feu Monseigneur le Prince l'avoit chargé, peu de temps avant sa mort, de chercher quelque endroit propre pour leur en faire construire une, et un lavoir pour les dédommager, mais que l'exécution en est restée indéçise à cause de la mort de ce prince. Il semble à cet égard qu'il y auroit de la justice de leur faire bâtir ladite fontaine suivant que l'avoit projeté feu Monseigneur le Prince ».

« *Mémoire concernant les revenus de l'Hôpital de Chantilly suivant l'extrait qui a été tiré de la lettre de M^r Dumas du 4 mars 1723.*

« Cet hôpital a été fondé par Charlotte de Montmorency avec 1000 livres de rente.....	1000
« Le Grand Condé a laissé en mourant audit hôpital dix mil livres qui n'ont été payées qu'il y a environ trois ou quatre années en un contrat sur la Ville de cinq cens livres seize sols de rente au principal de 12.520 livres à raison du denier 25...	500 16
« Monseigneur Henry-Jules a aussy légué vingt mil livres qui ont été payées en un contrat sur la Ville de 1100 l. de rente au denier 20 au principal de 22.000 livres	1100
« Le revenu dudit hôpital montoit en l'année 1717 à 2.600 l. 16 s.	2600 16
« Mais les deux contrats sur la Ville, qui produisoient 1600 l. 6 s., ayant été réduits au denier 40, ne produisent plus que 863 l., faisant avec les 1000 l. à prendre sur la seigneurie de Chantilly...	1863
« Cette circonstance ayant été représentée à Monseigneur le Duc, S. A. S. donna audit hôpital 30.000 livres en billets de banque, qui ont été placés sur l'Hôtel-de-Ville et qui ont été réduits à 10.000 livres, auxquels on a ajouté 1250 l. provenant des épargnes dudit hôpital, ce qui monte à 11.250 livres, ce qui produit actuellement, au denier 40, 281 l. 7 s. 6 d	281 7 6
Total.....	2144 7 6
« En 1717, le revenu montoit à	2601 16
« Partant il se trouve de diminution	456

Il ne s'agit ici, bien entendu, que du revenu régulier provenant des fondations princières. A ce revenu doivent s'ajouter les recettes administratives, les dons, etc. ; la moyenne des années 1719-1723 fut de 2816 livres. La recette va s'améliorer

d'une façon très sensible par le transfert de l'hôpital à Chantilly, qui eut lieu à la fin de l'année 1723. Les visites du chirurgien Noblet à l'hôpital de Vineuil s'arrêtent, d'après son mémoire, au 20 novembre 1723. Les bâtiments et dépendances furent vendus par les administrateurs, le 27 juillet 1725, au comptable de l'œuvre, Charles Peyrard, principal concierge du château, au prix de 5.000 livres. La veuve de Charles Peyrard, Jeanne Feuillet de Mainteuil, donna cette propriété à son fils Pierre, aussi principal concierge du château, lorsqu'il épousa Marie-Elisabeth Merlus (décembre 1750). M. et Mme Pierre Peyrard la vendirent, le 17 juillet 1783, à M. Quentin-Claude Henry, qui la conserva jusqu'au 10 novembre 1817, jour où elle fut acquise par dame Marie Danneville, veuve de Louis-Charles Jorel de Saint-Brice. Le dernier propriétaire avant M. Caillet fut M. Adam, qui fit construire la maison d'habitation actuelle.

III. — L'HOPITAL DE CHANTILLY

1723-1780

C'est la princesse Anne de Bavière, peut-être d'après les indications de son défunt mari, qui voulut que le nouvel hôpital fût construit à Chantilly, et en détermina l'emplacement au fond de la grande place où devait aboutir la principale rue de la ville en formation. Le 7 novembre 1712, par acte sous seing privé, Pierre Duchâtel, maçon tailleur de pierre demeurant aux Fontaines, vendit à Martin Berger, curé de Chantilly, Pierre Dumas, inspecteur des bâtiments et jardins, administrateurs de l'hôpital, et à Charles Peyrard, concierge du château, trésorier dudit hôpital, moyennant 80 livres, 3 arpents 81 verges de terre sis au lieu des Fontaines, tenant des deux côtés à M. Desprez ¹, d'un bout à l'allée conduisant au pavillon de Manse (quai de la Canardière), et d'autre audit Desprez, « sur laquelle pièce de terre S. A. S. Madame la Princesse fait bâtir actuellement un nouvel hôpital ». La pièce était grevée d'une rente foncière de 4 livres au profit de Louis Boullemer de Lamartinière, capitaine des équipages de Chantilly, qui avait vendu ce terrain, à titre de rente, à Duchâtel le 29 septembre 1704. Un acte notarié de cette acquisition fut dressé par Jacques Thibault, notaire à Saint-Leu-d'Esserent, le 9 février 1713.

Les travaux furent entrepris dès l'année 1712 ; le 17 octobre, on paie 20 livres « au sieur Pacot pour avoir fait plusieurs plans pour le nouveau bâtiment de l'hôpital de Chantilly ». Les archives de l'Hospice conservent le « Compte de la recette et dépense faite par Peyrard pour la construction d'un nouveau bastiment aux Fontaines de Chantilly pour un hôpital suivant

¹ Claude Desprez, fils de Simon et de Marguerite Tricot, marié à Suzanne Dathie, tous deux receveurs de Chantilly. Sur cette famille et sur le domaine dit de Normandie qu'elle possédait à Chantilly, voir Macon, *Historique de la ville* ; I, *les Origines*, p. 52 ; II, *Formation*, p. 14.

le legs fait par feu Monseigneur le Prince Henry-Jules de Bourbon par son codicille du 28 mars 1709. — De 1712 à 1714, reçu les 12.000 livres du legs ; plus, 1250 livres pour quinze mois d'arrérages des 20.000 livres de la fondation de S. A. S. sur l'hôtel-de-ville de Paris, échus au dernier juin. Total de la recette, 13.250 livres. — Dépenses payées par ordonnance de M. Berger. 21 mai 1714, à Fiacre Prou, dit la Douceur, couvreur, 1536 l. 10 s. 25 mai, à Antoine Tonny, charpentier, 4226 l. 15 s. 9 d. ; à Aubry, serrurier, 260 l. 26 mai, à Pierre Heurteux, fontainier, 157 l. 17 s. 9 d. 13 octobre, à Jean et Claude Poulet et Pierre Devaux, maçons, 6625 l. 8 s. 9 d. 12 octobre 1714 et 30 juin 1715, à Claude Vaudier, menuisier, 27 l. 10 s. et 14 l. 13 s. 4 d. 24 février 1715 et 4 janvier 1716, à Jean et Claude Poulet et Pierre Devaux, maçons, pour les matériaux qui sont restés sur le lieu desdits ouvrages, 287 l. 2 s. ». Total de la dépense, 13135 l. 17 s. 7 d., inférieure à la recette de 114 l. 2 s. 5 d.

Le fonds étant presque épuisé, on arrêta les travaux ; le bâtiment entrepris n'était pas terminé, puisque les maçons laissaient des matériaux sur les lieux, que la menuiserie était à peine ébauchée, et que l'état ne mentionne pas de travaux de peinture et de vitrerie. Le gros œuvre était debout et couvert, sans plus.

C'est que le règlement de la succession des princes Henri-Jules et Louis III était loin d'être terminé : il rencontrait de grandes difficultés et occasionna des divisions momentanées dans la famille. D'autre part, le nouveau duc de Bourbon, Louis-Henri, qui épousa en 1713 sa cousine Marie-Anne de Bourbon-Conti, était fort occupé par les dernières guerres du règne de Louis XIV et ne paraît pas avoir eu souci de l'embellissement de Chantilly avant l'année 1718 ¹. Le 7 mai 1719, la Succession donna 200 livres « pour être employées au nouveau bâtiment des Fontaines », puis, la même année, une autre

¹ Notons tout de suite qu'il perdit sa femme en 1720, sa grand'mère Anne de Bavière en 1723, et qu'après avoir subi sept ans le joug de Mme de Prie, il épousa en 1728 la princesse Caroline de Hesse-Rhinfeld, dont il eut un fils né en 1736. Lui-même mourut en 1740, sa mère en 1741 et sa veuve en 1743.

somme de 1000 livres, mais qui ne fut versée qu'en 1724, après la reprise des travaux. Cependant il fallait entretenir le bâtiment commencé, et, le 9 avril 1720, Jean-Alexandre Bordier reçut 328 livres « pour réparations des couvertures du nouveau bâtiment de l'hôpital ».

Enfin les travaux reprennent activement en février 1723, et à la fin de l'année le nouvel hôpital peut recevoir ses hôtes, dont un mourut le 5 avril 1724 : c'est la première mention qu'on trouve de l'hôpital dans les registres de catholicité de la paroisse de Chantilly. En janvier et février 1724, on laboure le jardin, formé de 2 arpents 3 quartiers acquis d'Antoine Bombart, laboureur à Vineuil. Le menuisier Jean Mille et le vitrier Dehis travaillent pendant toute l'année 1724. Robin, peintre, reçoit 289 l. 4 s. pour « travaux en avril 1725 ». Le maçon Laurent Bulidon travailla sans relâche de février 1723 à mars 1726 et reçut 6140 l. 6 s. 4 d.. Puis on lui paie « 1140 l. 14 s. 2 d. pour l'entier paiement de son mémoire des ouvrages de maçonnerie qu'il a faits audit hôpital pour la construction de la grande porte pendant le quartier d'avril 1726, dont arrêté de M. Aubert, architecte et contrôleur des bâtiments du Roy ». C'est le moment où Jean Aubert construisait les Écuries et dirigeait les immenses travaux ordonnés par le duc de Bourbon. Jean Binet, charpentier, travaille en 1725 à l'écurie et à la vacherie, et reçoit 364 livres. Le serrurier Aubry en reçoit 710 pour ses ouvrages de 1724 à 1727.

Le compte des cinq années 1724-1728 présente une recette de 25.972 l. 5 s. 9 d. contre une dépense de 24.257 l. 9 d. La situation est bonne et se ressent de la vie brillante et intense qui anime alors le château et tout le pays. Le duc de Bourbon est premier ministre depuis la mort du Régent (décembre 1723). Le Roi séjourne à Chantilly avec toute la cour en 1724 et 1725 ; le 26 juillet 1724, il fait remettre 350 livres à l'hôpital par M. de Sézille, trésorier de ses aumônes ; puis 300 livres le 10 août 1725. M. Bachelier, chanoine de Senlis, donne 100 livres en 1725 ; on encaisse le prix de la Charité de Vineuil, acquise par M. Peyrard, 5000 livres ; enfin le roi, les princes font soigner à l'hôpital leurs officiers malades, pages, valets, et paient le prix fixé par la supérieure. Exemples : « Reçu de

Sacqueville, page malade de Madame la Duchesse, 191 livres. Reçu de la sœur Sorin, supérieure, pour domestiques malades pendant le séjour du Roy à Chantilly en juin et juillet 1725, 185 livres ». Le duc de Bourbon fait soigner à l'hôpital de nombreux ouvriers blessés au cours de la construction des Écuries, et donne pour eux 15 sols par jour. A noter une curieuse coutume : le duc de Bourbon avait la Toison d'or ; chaque fois qu'un chevalier de l'ordre venait à mourir, le prince faisait à l'hôpital une aumône de 6 livres ; c'est ainsi que les comptes mentionnent la mort du roi d'Espagne, du marquis de Lede, du maréchal de Tessé, du marquis de Villena, etc.

Le nouvel hôpital de Chantilly ne comprit d'abord qu'un corps de bâtiment en façade (fond de la cour d'entrée actuelle), avec une aile en retour (celle de gauche). Le capitaine de Chantilly, Sigismond de Sarrobert, rédigea un mémoire intitulé « Détail des bâtiments de l'hostel-Dieu de Chantilly tel qu'il est aujourd'huy 16 mai 1725 » :

« L'hostel-Dieu de Chantilly consiste dans trois corps de bâtimens scitués au lieu dit les Fontaines.

« Le principal bâtiment est entre cour et jardin, au rez-de-chaussée duquel est une grande salle entre deux pavillons, le tout contenant ensemble 22 toises et demy de longueur.

« A chaque côté dudit bâtiment, il y doit avoir une aile en retour sur la cour, de 7 toises 1/2 de long, mais il n'y en a encore qu'une de faite.

« Dans le susdit principal bâtiment est une grande salle destinée pour mettre 12 lits de malades, scavoir six lits pour 6 hommes et 6 lits pour 6 femmes.

« Les lits des hommes sont séparés de ceux des femmes par une chapelle qui est dans le centre d'icelle salle, où tous les malades peuvent entendre la messe de leurs lits et voir le prestre lorsqu'il y en aura un, sans que les hommes et les femmes malades puissent se voir l'un l'autre (c'est le vestibule de la chapelle actuelle).

« Sous cette salle des malades est une grande cave qui la rend sèche et sert à serrer le vin et le bois.

« Sur ladite salle est un grand grenier servant à sécher le linge des malades, etc.

« Aux deux costez de la mesme salle, dans chaque pavillon, il y a par bas d'un costé une apoticaiererie et de l'autre une salle destinée pour serrer le linge de l'hostel-Dieu et les hardes des malades ; et au premier étage deux chambres pour mettre quatre lits de malades qui seront en estat de payer leur pension, comme des domestiques, etc.

« Dans l'aile qui est faite est un escallier, des commodités, et une cuisine en bas, et le logement des sœurs est au dessus.

« Dans l'aile qui n'est pas faite il y aura aussy un escallier, des commodités, une escolle pour les pauvres filles, et une chambre par dessus pour l'infirmierie des sœurs.

« N^a. Pour construire cette dernière aile et achever ce qui reste à faire, il en coûtera la somme de 12.000 livres. Et si l'on fait un pavillon pour loger un prestre et un chirurgien, ce pavillon coûtera environ 5500 l., soit un total de 17500 l. pour achever ledit hostel-Dieu.

« Ledit hostel-Dieu est situé de manière que l'on y pourra ajouter en bâtiment tout ce que l'on voudra, pourvu qu'on y ajoute proportionnellement de quoi l'entretenir ».

Dans un second mémoire où M. de Sarrobert expose au duc de Bourbon la situation financière et administrative de l'hôpital, nous relevons les passages suivants :

« Il seroit grand besoin pour le bien de ce pays d'establir encore six lits pour des malades dans cet hostel-Dieu et une sœur grise tout au moins, car dès à présent les trois qui y sont n'y suffisent pas.

« Le besoin le plus pressant de cet hostel-Dieu et de tout le public, c'est un chirurgien, y ayant souvent à Chantilly des gens blessés qui périssent ou demeurent estropiez faute d'estre secourus par quelqu'un habile dans ce mestier. Il faudroit que ledit hostel-Dieu fut en estat de donner mille livres par an et un logement à un chirurgien.

« S'il se faisoit un établissement de plusieurs prestres à la paroisse de Chantilly, on pourroit ajouter : à condition qu'il y en auroit un, au choix du curé, qui seroit chargé du soin de dire la messe à l'hostel-Dieu et d'y administrer ».

Les vœux émis par M. de Sarrobert furent promptement réalisés. Le corps principal de l'hôpital fut allongé à gauche et

à droite sur toute la longueur du premier jardin ; l'aile de droite fut ajoutée (ce sera plus tard le logement du chapelain, avec petite cour fermée de murs et un jardin). Sur la rue fut élevé le bâtiment qui contient aujourd'hui le logement du portier et la troisième classe ; le mur du jardin fut prolongé et vint aboutir au bout de ce bâtiment, formant une nouvelle cour, dite cour des cuisines, qui reçut un bâtiment destiné à la boulangerie et au garde-manger, adossé au mur de clôture.

Une quatrième sœur fut installée en 1728, année où le duc de Bourbon se remaria avec la princesse Caroline de Hesse-Rhinfield. Quant au service spirituel de la paroisse, M. Macon a conté dans son *Historique des édifices du culte à Chantilly* comment le duc de Bourbon l'organisa après avoir réuni aux revenus de la cure de Chantilly ceux du prieuré de Saint-Sulpice de Pierrefonds. Un décret de l'évêque de Senlis, rendu le 4 septembre 1727, consacra la situation nouvelle et la répartition des revenus : « Et attendu qu'il est nécessaire que le curé de Chantilly ait plusieurs ecclésiastiques pour l'aider dans ses fonctions, il sera établi (outre le vicaire) deux prestres dont l'un fera les fonctions de sous-vicaire, et l'autre desservira l'hôpital, y dira la messe aux malades et leur administrera les sacrements et tous secours spirituels ; auxquels deux prestres il sera payé à chacun pour honoraire la somme de 600 livres, à condition que le prestre desservant l'hôpital sera tenu d'assister et aider aux offices de la paroisse les festes et dimanches et autres jours lorsqu'il ne sera pas légitimement empêché dans ledit hôpital ». Le prêtre affecté au service de l'hôpital en 1727 se nommait Jean-Nicolas Jubline.

La sœur Anne Day fut peu de temps supérieure ; dès 1724, elle est remplacée par sœur Perrine Sorin, qui dirigea la maison jusqu'en 1738 ¹. Le chirurgien Jacques Noblet conserva ses fonctions jusqu'en 1738 ; il n'était pas logé et ne paraît pas avoir reçu un traitement fixe.

En 1728, les administrateurs de l'Hôpital vendirent le terrain inutilisé (au nord, jusqu'au quai de la Canardière) à Étienne Colant, à Claude Poulet, Laurent Bulidon, maçons, à Jean-

¹ Une de ses sœurs, Jeanne Claver, mourut à l'hôpital le 17 mai 1735.

Alexandre Bordier, vitrier ; les trois premiers bâtirent des maisons sur le quai, le dernier édifia la sienne tout près de l'Hôpital (les administrateurs en firent l'acquisition au *xix^e* siècle, et le pharmacien de l'Hospice y fut longtemps logé) ; chacune de ces maisons devait à l'Hôpital une rente annuelle de 4 à 6 livres, au total 29 l. 5 s. suivant les contrats passés devant Thibault, notaire à Saint-Leu, le 4 octobre 1728.

Le compte des six années 1729-1734 présente une recette de 27.221 l. 5 s. 3 d. et une dépense de 25.057 l. 16 s., soit un boni de 2163 l. 9 s. 3 d. ; pendant ces six années, la recette provenant des malades payants s'élève à 8696 l. 10 s. ; parmi ces malades, citons le « sieur Verseau, peintre travaillant pour S. A. S., qui a été soigné de la goutte du 20 septembre au 7 novembre 1732, à 1 l. 10 s. par jour que S. A. S. a eu la bonté de donner ». Le curé de Chantilly, Joseph-Armand de Biran, était mort le 17 mars 1733 ; il fut remplacé par son vicaire, Gérard Billet.

On sait que Louis-Henri, duc de Bourbon, est le véritable créateur de la ville de Chantilly ; c'est lui qui, de 1720 à 1730, concéda les terrains sur lesquels s'élevèrent aussitôt les maisons n^{os} 23 à 59, 83 à 111 de la rue du Connétable, et celles qui encadrent la place de l'Hospice ; il créa la Manufacture de Porcelaines, amena à Chantilly tout un monde d'ouvriers pour les travaux des Écuries, du château et du parc ; d'où un notable accroissement de population pour les besoins de laquelle l'hôpital se trouvait insuffisant. Le généreux prince fit un important sacrifice pour augmenter les revenus de l'hôpital et acheta dans ce but, en 1735, le marquisat de Larrey et la baronnie de Nesle en Bourgogne, dont les terres, bois et étangs forment encore aujourd'hui le domaine de l'Hospice Condé. Puis il demanda au roi des lettres patentes qui lui furent octroyées en mai 1736 et enregistrées au Parlement le 1^{er} août. Elles portent que le prince, « à l'exemple de ses ancêtres, animé du même zèle et du même esprit de charité, s'est déterminé d'augmenter un établissement aussi utile, et d'y admettre, outre les malades qu'on peut espérer guérir, ceux qui sont affligés de maladies incurables ; dans cette vue, il a ajouté aux 2000 livres de rente ci devant léguées, 10500 livres aussi de rente assignées sur des fonds de terre : il a fait construire de nouveaux bâtiments qui,

avec les anciens, seront suffisans pour contenir le nombre de malades et de personnes destinées à les servir... ». Voici donc la fondation des *Incurables*, c'est-à-dire de l'hospitalisation des vieillards des deux sexes qu'un jeu de mots fit bientôt appeler *Cadets* et *Cadettes*.

Le nombre des filles de la Charité desservant l'hôpital fut porté à huit par un contrat passé à Paris par devant notaires, le 16 janvier 1737, entre « Louis Le Prestre, chevalier, seigneur de Lezonnet, chef du Conseil du duc de Bourbon, Sigismond de Sarrobert, capitaine des chasses de Chantilly, nommés par Mgr le Duc administrateurs de l'hôpital de Chantilly, stipulant pour le dit hôpital, et honnêtes et charitables personnes Julienne Jouvin, supérieure, Laurence Loth, assistante, Marie Grandjean, économe, et Gabrielle Duluard, dépensière, toutes quatre officières présentement en charge, au nom et pour toute la communauté des filles de la Charité servantes des pauvres malades établies en leur principale maison, faubourg S^t-Lazare à Paris, autorisées à l'effet des présentes de messire Jean Conty, prêtre, supérieur général de la congrégation de la Mission ;

« lesquelles parties ont dit que dès l'année 1647 S. A. S. Madame la princesse de Condé a établi deux filles de la Charité pour le service des pauvres malades et l'instruction des jeunes filles de Chantilly, dont S. A. S. faisoit payer les pensions chaque année ; que S. A. S. Monseigneur le Prince fit construire un hôpital pour recevoir les pauvres dudit Chantilly et lieux circonvoisins afin qu'ils fussent mieux soignés par lesdites deux filles de la Charité ; que le neuf décembre 1699 il fut envoyé une troisième fille pour aider aux deux premières, avec convention qu'elles seroient nourries avec les pauvres dudit hôpital, lequel payeroit à chacune d'elles 20 écus par an pour leur entretien ; et désirant lesdites parties, sous le bon plaisir et l'autorité de S. A. S. Mgr le Duc, effectuer les pieux et charitables desseins de pourvoir à perpétuité au service et soulagement des pauvres malades, même des personnes attaquées de certaines maladies incurables, dans ledit hôpital de Chantilly que S. A. S. a fait construire et doter, comme aussi pour continuer l'école et instruction des jeunes filles de la paroisse de

Chantilly et autres lieux circonvoisins, il auroit été fait choix de ladite communauté des filles de la Charité ; et pour exécuter ledit établissement les parties sont convenues de ce qui suit :

« Les supérieure et officières de ladite communauté présentes et à venir seront obligées de tenir à perpétuité dans ledit hôpital de Chantilly huit filles de la Charité, ou plus grand nombre si besoin est dans la suite, pour y servir et soulager les pauvres malades et infirmes suivant leur institut ;

« Pour ce qui regarde le temporel et service des pauvres malades, lesdites filles seront sous la dépendance de Messieurs les Administrateurs dudit hôpital ;

« L'on n'associera auxdites filles aucune femme ou fille étrangère pour le service des malades, afin que, par l'union et rapport qui est entre elles, les malades soient mieux servis ; lesdites filles pourront cependant se faire aider par quelques personnes sûres et bien connues dans les travaux extraordinaires aux dépens dudit hôpital et du consentement de Messieurs les Administrateurs ;

« Lesdites filles seront logées et meublées convenablement dans un appartement séparé, où les domestiques n'entreront aucunement ;

« Elles seront nourries aux dépens dudit hôpital, lequel donnera de plus 60 livres par an à chacune d'elles pour s'entretenir d'habits et menu linge, sans qu'on puisse leur faire changer la couleur et la forme de leurs habits, et sans qu'elles soient tenues de rendre compte de l'argent destiné pour leur entretien à d'autres qu'à leur supérieure de Paris ;

« Quand lesdites filles tomberont malades, elles seront traitées de médicaments et de vivres ainsy que les pauvres malades dudit hôpital et non comme mercenaires ;

« Elles ne rendront compte de leur service et de leur administration qu'à Messieurs les Administrateurs, qui doivent les maintenir et appuyer, d'autant que si elles n'étoient autorisées tant envers les officiers, domestiques et serviteurs de la maison qu'envers les pauvres, elles ne pourroient faire le bien que Dieu demande d'elles ;

« L'on donnera aux dites filles l'argent nécessaire pour acheter dans les temps et saisons convenables les menues pro-

visions, dont elles rendront compte à chaque assemblée qui se tiendra de Messieurs les Administrateurs, lesquels comptes seront arrêtés et signés par ceux desdits sieurs administrateurs qui se trouveront au bureau ;

« Arrivant le décès de quelques-unes desdites filles, elles seront enterrées suivant leur usage et dans les lieux ordinaires ;

« Quant au spirituel, lesdites filles seront soumises à Monseigneur l'évêque de Senlis, et elles demeureront sous la conduite et dépendance dudit sieur supérieur général de la Congrégation de la Mission et de ses successeurs, lequel pourra par lui-même ou par tel autre qu'il députera les visiter et même les confesser de fois à autres avec l'approbation de l'ordinaire, leur désigner un confesseur approuvé dans le diocèse et leur donner les avis nécessaires pour l'acquit de leurs obligations et devoirs envers Dieu et leur prochain, les rappeler quand il le jugera à propos et en envoyer d'autres en leur place ;

« Lesdites filles auront entière liberté dans ledit hôpital de vivre sous l'obéissance dudit sieur supérieur général et de ses successeurs, de leur supérieure de Paris, des officières de leur communauté, et de la sœur qui aura la conduite des autres sœurs, non comme religieuses, mais comme filles d'une communauté séculière, et d'y observer les règlements et exercices spirituels de leur institut, sans néanmoins préjudicier aux soins et soulagement des pauvres malades dudit hôpital, qu'elles préféreront à toutes choses.

« Est néanmoins stipulé qu'en cas que quelqu'une de ces filles ne convint pas à son Altesse Sérénissime Monseigneur le Duc, la Supérieure de la Communauté de Paris sera tenue de la retirer et d'en envoyer une autre audit hôpital, lequel audit cas payera les frais de voyage ; et si au contraire la supérieure faisoit revenir quelqu'une desdites filles pour en envoyer une autre, en ce cas les frais de voyage seront payés par ladite communauté ;

« Sera fourni à la supérieure de ladite communauté de Paris aux frais de l'hôpital de Chantilly avant le départ des sœurs d'augmentation audit hôpital deux expéditions des présentes, l'une en parchemin et l'autre en papier, comme aussi la somme de 60 livres à chacune pour leurs premiers habits et celle

de 40 livres aussi à chacune pour leur linge et leur accomode-ment personnel, plus les frais de leurs voyages et ballots ».

La sœur chargée de l'école à cette époque se nommait Andrée Gérandeau ; elle mourut le 18 janvier 1738 et fut ainsi désignée dans le registre de catholicité de la paroisse : « fille de la Charité et maîtresse d'école de l'hôpital ». La supérieure est encore Perrine Sorin ; elle fut remplacée en 1738 par la sœur Lemaître ; vinrent ensuite : en 1742 la sœur Grenier, en 1745 la sœur Andrée Decq, en 1751 la sœur L'Ollivier, en 1752 la sœur Marie-Anne de La Haye (elle mourut à Chantilly le 19 février 1753 et fut inhumée le 21 dans le cimetière de la paroisse en présence des sœurs Marie Beube, Jeanne Perinet et Anne Chatourelle). Henriette Bachelier lui succéda comme supérieure et fut remplacée en 1756 par Françoise Sugière, qui mourut le 21 mai 1762, âgée de 75 ans, et fut inhumée le lendemain dans le cimetière Saint-Laurent, voisin de l'hôpital (la chapelle Saint-Laurent existe encore dans un coin de ce cimetière, qui fut le cimetière de la paroisse de 1736 à 1842). Les autres supérieures jusqu'à la Révolution furent les sœurs Carrère, Catherine Butel et Françoise Lhuillier.

En 1736, le duc de Bourbon composa le conseil d'administration de l'hôpital, à la tête duquel il plaça le chef de son Conseil, Louis Le Prestre, sieur de Lezonnet ; ce fut un cas exceptionnel et qui ne se renouvela pas : les administrateurs furent toujours choisis parmi les hauts officiers du domaine de Chantilly. Le curé de la paroisse et le chapelain du château faisaient de droit partie du conseil ; Gérard Billet fut curé de 1733 à 1786 et fut remplacé par Jean-Louis-Robert : en 1736, le chapelain du château était Jean-Thomas de Lamarque ; il eut pour successeur, en 1753, Louis-Joseph de La Combe, qui émigra en 1791. Les autres administrateurs furent le capitaine des chasses, Sigismond de Sarrobert, mort le 15 octobre 1742, auquel succédèrent son fils Louis, mort le 8 juillet 1760, Antoine de Belleval, mort le 11 juin 1785, et le chevalier de Contye (Jean-Baptiste), qui émigra en 1789 ; l'intendant des bâtiments Jean Leroy, mort le 28 janvier 1755 et remplacé par son fils, Jean-François, architecte, mort le 17 mai 1791 ; le juge de Chantilly, Charles-Alexandre de Saint-Gobert, qui eut pour

successeur, en 1738, Jacques de La Guépière ; celui-ci fut révoqué pour malversations en 1741 et remplacé par Nicolas Regnard, auquel succéda, en 1777, André-Joseph Antheaume de Surval, procureur-fiscal-général des justices de Chantilly, régisseur des domaines du prince, premier maire de la ville de Chantilly en 1790. Les fonctions de receveur ou trésorier restèrent dans la famille Peyrard jusqu'à la Révolution : Charles Peyrard, principal concierge du château, mort le 10 septembre 1746 ; ses fils Pierre, aussi principal concierge, et Jean-Baptiste, gruyer des forêts, mort en 1758, puis le fils de ce dernier, Nicolas-François, aussi gruyer, mort le 16 avril 1791.

En 1737, le personnel de l'établissement se compose de huit filles de la Charité, aidées d'une servante et d'un jardinier ; dix-sept incurables, treize hommes et quatre femmes, sont hospitalisés ; il y a six lits pour hommes malades, quatre lits pour femmes malades ; une salle de six lits est réservée aux gens de la maison du prince. Le chirurgien n'est pas logé à l'hôpital, le chapelain le sera bientôt. Le chirurgien Jacques Noblet mourut en 1738 ; il fut remplacé par Jacques Brillouet, auquel succéda Pierre-Michel Allouel en 1780. Bien que l'abbé Jubline s'intitule en 1738 « prestre et chapelain desservant l'hôpital de Chantilly pour l'administration des pauvres », il n'avait pas le titre de « chapelain », qui ne fut donné officiellement qu'à son successeur, Jean-Isidore Beudelot. C'est en 1743 que Beudelot remplace Jubline. On lit dans le registre des délibérations de 1744 : « A esté permis à M. Beudelot, nouveau chapelain de l'hôpital de Chantilly, de manger à l'hôpital sur le pied de 400 livres par an, que M. le Trésorier retiendra sur son honoraire jusqu'à ce qu'il soit en état de loger et de faire son ordinaire dans le logement destiné à M. le chapelain ». L'honoraire était de 600 livres, à prendre, on l'a vu plus haut, sur les revenus du prieuré de Pierrefonds. Dans le « Règlement pour M. le chapelain », on note de ces articles typiques : « On fournira à M. le chapelain les Méditations de M. d'Abilly et des méditations sur les Évangiles, le catéchisme du Concile de Trente et celui de Montpellier ».

Le duc de Bourbon étant mort le 27 janvier 1740 et son fils Louis-Joseph, prince de Condé, n'ayant que trois ans et demi,

l'enfant eut pour tuteur son oncle le comte de Charolais jusqu'à son mariage en 1753 avec la princesse Charlotte de Rohan-Soubise. C'est le 23 juillet 1746 seulement que le comte de Charolais signa la commission de l'abbé Beudelot : « Sur le bon et louable rapport qui nous a été fait des bonnes vie et mœurs, suffisance, piété et capacité du s^r Jean-Isidore Beudelot, prêtre du diocèse de Paris, nous l'avons commis et ordonné chapelain de l'hôpital de Chantilly ». Beudelot serait mort à l'hôpital si la Révolution ne l'en avait chassé en 1792.

La chapelle était sommairement installée au milieu de la grande salle des malades, qui occupait tout le rez-de-chaussée du bâtiment principal ; les malades pouvaient ainsi, sans se déplacer, assister aux offices et aux prières. Le 24 avril 1737, les administrateurs, qui avaient probablement trouvé cet état de choses un peu médiocre, décidèrent « qu'on mettroit un appuy de fermeture à la chapelle qui est dans la grand'salle des malades pour renfermer l'autel, et qu'il seroit mis au dessus une tringue et un rideau semblable à ceux qui sont à côté » ; qu'on échangerait le vieux calice pour un nouveau et que les ornements seraient « accomodés » ; qu'on achèterait aux marguilliers de la paroisse une cloche « pour avertir de l'heure des prières, de la messe, des vespres » ; qu'on ferait l'acquisition de deux chasubles, « une noire et une de toutes couleurs ». Il fut aussi décidé, en 1738, de faire faire « un tableau de saint Vincent de Paul avec son regard », peut-être un pendant, qui est saint François de Sales. La chapelle, qu'il faut situer dans le vestibule de la chapelle actuelle, divisait donc la grande salle des malades en deux parties ; aussi un inventaire de 1766 mentionne « la chapelle entre les deux salles ».

L'organisation matérielle de l'hôpital devait naturellement se compléter par l'installation d'une horloge ; en septembre 1737, M. Leroy fut chargé d'en passer la commande ; il s'adressa aux horlogers Guillot et Lory ; on voit, par un acompte de 200 livres donné en décembre 1744, que ce Guillot était horloger à Luzarches. Plus tard, les horlogers Blochet et Ludot réparèrent l'horloge de l'hôpital : Pierre-Louis Blochet, qui avait quitté Sèvres pour venir à Vineuil en 1779, s'installa ensuite (1787) à Chantilly dans la maison de Louis-Jacques Toupet.

Il était naturel que le souci principal des fondateurs de l'hôpital fût le soin des Incurables, dont la nomination leur était réservée. Certain jour que l'administration avait agi en cette matière avec plus de hâte que de formes, le duc de Bourbon lâcha les rênes à son caractère quelque peu raide ; le registre des délibérations conserve la manifestation de son mécontentement : « Le lundi troisième juin 1737, l'assemblée tenue à l'hôpital, où étoient M^{rs} de Sarrobert, Billet, curé, l'abbé Larmarque, Leroy. En conséquence d'un placet présenté à S. A. S. Monseigneur le Duc par les administrateurs, a été reçue Véronique Lanoue en qualité de supernuméraire, selon les termes exprez qui suivent et qui sont de Monseigneur le Duc : Je consens que ladite Lanoue soit à l'hôpital en supernuméraire, à condition que la première fois que les administrateurs recevront quelqu'un sans avoir enregistré ma nomination par écrit, il y sera entretenu aux dépens de ceux des administrateurs qui l'auront fait recevoir. Le placet et l'ordre du Prince ont été à pareil jour 3 juin 1737 déposez aux archives ».

Parmi les premiers incurables admis à l'hôpital, citons J.-B. Bureau, ancien maître d'école de Saint-Firmin, et deux personnes appartenant aux familles des premiers administrateurs de la Charité : Claude Duru, de Vineuil, et Jeanne-Élisabeth Telling, dont le père, Christophe, avait été capitaine de la Ménagerie du prince Henri-Jules. La « demoiselle Telling de Vineuil », la « fille de feu Telling », qui devait avoir une cinquantaine d'années en 1736, était sans doute paralysée ou impotente ; elle semble être l'objet de nombre de petites attentions dont le registre des délibérations a conservé la mémoire : « Il a été ordonné qu'on feroit une robe de calmande ou de siamoise à l'usage de Mlle Telling... ; qu'il seroit fait un fauteuil de commodité garni de cuir noir » pour lequel on paiera 36 l. 1 s. à Duquesnoy, marchand tapissier à Senlis ; « qu'on feroit faire des bas à Mlle Telling par Mlle Dupuy et que pour cela on luy donneroit un bas de ladite d^{lle} Telling pour s'y conformer... ; qu'on lui feroit une baignolette noire et qu'on lui fourniroit une paire de gants de coton... ». L'excellente fille devait trouver dans ces petites coquetteries de sa capeline, de sa robe d'une étoffe lustrée et bariolée, quelque

facile satisfaction. Un paroissien acheté chez « dame Simart, la libraire », y mêlait des joies plus élevées.

« Les 17 incurables et Monsieur le chanoine », telle est la mention qu'on rencontre aux dates d'août et d'octobre 1750 et qui s'explique par ce texte du registre : « Le 27 novembre 1749..., a été arrêté que S. A. S. Mgr le Comte (de Charolais) seroit très humblement supplié d'accorder une place aux incurables de notre hôpital au s^r Claude Chiquelle, prêtre-chanoine du château de Larrey depuis trente ans ; il est hors d'état de remplir ses fonctions et n'a d'ailleurs aucune ressource pour subsister... ». Et on lit à la date du 19 janvier 1750 : « A été arrêté qu'il seroit écrit à Larrey pour faire venir ledit s^r Claude Chiquelle... ». Oserai-je faire remarquer qu'à cette période de son adolescence l'hospice Condé avait une tenue que les idées et les mœurs modernes ont peut-être trop amenée à une fâcheuse diminution ?

Sitôt après l'installation des premiers incurables, l'administration s'était occupée activement de leur garde-robe : « Décidé qu'il seroit pourvu aux habits des pauvres incurables tant hommes que femmes ». Aussi tous les corps de métier se mirent à leur service. « Dupuy, marchand à Chantilly, a fourni » pour plus de 1800 livres d'étoffes « moileton, penchina, espagnolette, siamoise... ». A Breton, tailleur d'habits, « on paye la façon de chaque habit 8 l. pour cette fois seulement à cause de la cherté du pain et 20 s. pour la façon d'une culotte ». Louis Saligny est le cordonnier attitré. Antoine Gasset, chapelier à Senlis, fournit treize chapeaux moyennant 42 l. 5 s. On paye 65 l. « à la sœur Lépine, supérieure de Saint-Lazare de Senlis, pour 13 paires de bas d'homme tricotés à trois laines ». Desnos, marchand bonnetier à Paris, fournit « 24 bonnets de nuit de laine à l'usage des hommes de l'hôpital..., trois bonnets de ségovie pour les incurables... ». Le perruquier Briolat est chargé du soin des têtes, mais le rasoir ne peut être manié que par le chirurgien. Quant aux femmes, c'est la veuve Leclerc qui leur façonne habits et robes ; l'étoffe est achetée chez la veuve Drouillon à Senlis : « molleton blanc, espagnolette, siamoise, padoue, 164 l. 8 s. 6 d. ;... 24 douzaines de boutons à

3 s.... ». Les chaussures sont commandées à Jean-Pierre Collet, « cordonnier pour femmes ».

D'autres acquisitions témoignent de la sollicitude que l'administration avait pour cet âge où le sang refroidi circule mal dans les veines. En 1738, M. Leroy est chargé d'acheter « un poêle de hasard sur le quai de la vieille ferraille à Paris », ce qui revient à 49 l.; on achète une demi-douzaine de moines et des « boules d'étain à mettre aux pieds ». Kropper, marchand de poêles d'Allemagne au faubourg Saint-Antoine, reçoit 200 l. pour deux poêles qu'il a fournis et qui ont été munis « de treillis de fil de fer par Jean Lambert » pour protéger les jambes des vieillards contre la passion excessive du feu. M. Leroy achète aussi « une plaque de fonte pour mettre à la cheminée de la cuisine et ce dans l'âtre »; peut-être s'agit-il de la très belle plaque de cheminée qui est demeurée là. Quant au bois de chauffage, il est fourni après adjudication par les marchands de Chantilly, Charles Albert, Creton dit Fanfare, Denis Moreau, François Rimbert, Robinot, auxquels des marchands du dehors font parfois concurrence: Pinçon de Saint-Firmin, Thomassin de Gouvieux, Charlemagne Lanier de Survilliers, Claude Moreau de Marly.

La nourriture est un chapitre pour lequel le registre donne plus d'un renseignement intéressant. Le blé était fourni par les fermiers du voisinage, notamment par les Pigeaux, de Gouvieux; la viande par les bouchers de Vineuil (Antoine Mary) et de Chantilly: Barthélemy Duhamel et Pierre-Gabriel Doucet, auxquels succèdent Jean Hanquier et Étienne Mauny. Dans les mauvaises années, la viande coûte cher: 6 sols la livre en janvier 1741; elle est encore à 5 sols en 1744. C'est surtout en 1740 que la misère est grande: « Il sera acheté 8 balles de riz d'environ 200 livres pesans chacune et quatre pots de beurre d'environ 50 livres chacun, le tout pour distribuer aux pauvres de ce canton en conséquence des ordres de Leurs Altesses Sérénissimes »¹.

¹ Citons quelques autres traits d'assistance charitable. En octobre 1743, on distribue à la porte de l'hôpital pour 45 livres de viande cuite. En 1744, de février à juin, distributions semblables de viande cuite et de bouillon, etc., etc...

Le carême amenait un changement dans l'alimentation. « Le lundy 13 janvier 1738, a été arrêté qu'on payeroit 40 l. 5 s. tant pour harengs, morue et autres provisions de carême, que pour les frais de la voiture venant de Boulogne ». Voici la commande prévue par la supérieure en janvier 1745 : « Provisions de carême, savoir : 5 boisseaux de lentilles, un septier de pois ; dix poignées de morue, deux saumons, un demi-barril de harengs, 30 livres de riz, un fromage de gruyère, 20 livres de figues, 10 livres de raisin, 30 livres d'amandes en coque, 10 livres d'avelines, 40 livres de pruneaux ». Il est fait mention dans d'autres commandes de 1743 de 6 boisseaux de haricots, de 30 livres de mendiants, etc.. Une partie de toutes ces consommations était prise chez les épiciers du pays.

Dès 1736, « il a été délibéré quelle quantité de vin on donneroit chaque jour aux incurables. On est convenu qu'il leur seroit livré demi septier par repas, ce qui revient par jour à une chopine, mesure de Paris ; les femmes n'auront que la moitié de cette quantité de vin. A l'égard de la viande, il en sera passé une livre pour chacun, tant pour les femmes que pour les hommes ». Le 15 janvier 1742 amène ces tristes étrennes : « Après avoir attentivement considéré les dépenses où l'on a été engagé l'année dernière par les charités extraordinaires qu'ont exigées indispensablement la misère publique et les pressants besoins de l'hôpital..., les administrateurs ont arrêté jusqu'à nouvel ordre ce qui suit, premièrement qu'on ne donneroit par jour que la moitié du vin qu'on avoit accoutumé de distribuer à un chacun jusqu'à présent, secondement qu'on ne donneroit de rôti que le dimanche, troisièmement qu'on ne fourniroit que douze lits pour les malades externes ».

On buvait surtout des vins de crûs indigènes qui aujourd'hui ont perdu de leur réputation et de leur saveur : vins d'Argenteuil, de Conflans, d'Andrezy, de Neuville, de Villers-sous-Saint-Leu, Blincourt, Précý, d'Angicourt, de Sarcelles, etc. Le vin d'Argenteuil valait 82 l. le muid, celui de Conflans 64 l. ; cinq pièces de vin de Villers sont payées 208 l. Plus tard le vin de Conflans augmente ; un jour, « il est délibéré qu'il sera livré dans les caves la quantité de 20 muids de vin provenant de Conflans, bien soutiré et encavé et tout rendu bon et loyal et

marchand, sujet à être goûté par l'un des administrateurs ». Il coûtait 71 livres le muid. On faisait aussi venir des vins de plus loin, sans doute à l'usage des malades : vins de Bourgogne, d'Hérissay, de Coulanges. Le registre mentionne parfois des achats de cidre ; 20 pièces de cidre sont achetées à Louis Binard, d'Écouen, au prix de 852 livres. On rencontre aussi des fournitures d'eau-de-vie, destinée sans doute à la pharmacie, laquelle jouait naturellement un rôle important dans la vie de l'hôpital.

En novembre 1739, « a esté arrêté qu'on continueroit le plancher de l'entresol de la petite apothicairerie dans le passage de l'escalier de la cuisine jusqu'à la croisée de la cour, pour donner plus de commodité à la fruiterie et pour en conserver le fruit ». Voici les noms des fournisseurs de la pharmacie de 1740 à 1790 : Borie père et fils ¹, la veuve Michon, Quesnon, Firmin, Bally, Piat, Torchereau, Quatremère, Deyeux, Delandre, tous apothicaires ou droguistes à Paris, Gaspard et Jacques Hugères, de Marseille. Citons quelques commandes extraites du registre des délibérations :

Décembre 1742 : « il sera acheté chez M^r Quesnon, marchand droguiste à Paris, une once d'yeux d'écrevisse, deux onces de corail rouge, six onces de sel admirable, une demi-livre de diascordion, dix livres de manne, une petite fiole de lilium de paracelse, une livre de fenouil, six livres de sené, deux onces de sel de tartre, deux onces de sel tamaris, trente livres de cassonade blanche, une livre de rose de Provins ».

En avril 1743, on demande à Quesnon les articles suivants : « manne, cassonade, rhubarbe, macis, sené, canelle, gingembre, une livre de semence froide, quatre onces d'extrait de gentiane, une petite fiole d'essence d'anis, une d'essence de cossabé, demi-livre de simarouba, une livre de pierre bleue, une petite fiole d'élixir de propriété ». — En avril 1744, « muscade, vulnéraire, tartre vitriolée, sel de tamaris, esprit de vitriol, extrait de genièvre, hipecacuana, sel de glober, cristal minéral, onguent de la mère ». — En décembre 1745, « esprit volatilique de sel

¹ Pascal-Clovis Borie, apothicaire du Roi, eut, le 14 mars 1728, un fils, Élie, qui fut apothicaire du prince de Condé.

armoniac, deux livres de sirop cosabée, poudre cornachine, pro-rasine, diacordium, emplâtre diapolme, tamarin, raclure d'ivoire, mercure doux, ambre jaune, luna campana ». — En avril 1747, « safran oriental, sinabre naturel, éthiops minéral, teinture de corail anodine, iris de Florence ». — En janvier 1768, « catholicon double, tablette diacartami, poudre de Grimaldi, litarge d'or, goutte anodine, sirop magistral » ; etc., etc...

Bref, ces commandes me fournissent une liste de drogues et médicaments que mon ami le D^r Grimbart, directeur de l'École supérieure de Pharmacie de Paris, a bien voulu revoir et dresser dans l'ordre suivant :

Drogues et médicaments figurant toujours au Codex (1908).

Antimoine diaphorétique. Antimoniate acide de potassium.

Arcanum duplicatum. Ancien nom du sulfate de potasse.

Baume du Commandeur. Nommé aussi Baume du Commandeur de Permes. Teinture balsamique.

Capillaire du Canada. *Adiantum pedatum* (fougères).

Castoreum. Produit sécrété par certaines glandes du castor.

Diascordium. Electuaire composé.

Esprit volatil de sel ammoniac. Ancien nom de l'ammoniaque.

Extrait de gentiane.

Fenouil.

Jalap.

Laudanum, ou Laudanum de Sydenham. Vin d'opium composé.

Mercure doux. Calomel. Chlorure mercureux.

Onguent de la mère. Onguent de la mère Thècle. Emplâtre brun.

Pied de chat. Fleur du *Gnaphalium dioicum*.

Pierre bleue. Pierre divine. Mélange fondu de sulfate de cuivre, d'azotate de potasse, d'alun et de camphre.

Poudre anodine. Poudre de Dower. Poudre d'ipécacuanha opiacée.

Rose de Provins. Rose rouge. *Rosa gallica*.

Safran oriental.

Scammonée d'Alep.

Sel admirable (sous entendu de Glauber). Sulfate de soude.

Sel de seignette. Tartrate de soude et de potasse.

Sel de tartre. Carbonate de potasse.

Drogues et médicaments figurant encore au Codex de 1884.

Ambre jaune.

Cardon bénit. Chardon bénit. *Centaurea benedicta* (synanthérées).

Confection d'hyacinthe. Électuaire de safran composé.

Corail rouge.

Corne de cerf.

Emplâtre diapalme. A base de sulfate de zinc.

Extrait d'absinthe.

Extrait de centaurée.

Extrait d'*Enula campana*. Ancien nom latin de l'aunée (*Inula helenium*). Synanthérées.

Iris de Florence.

Simarouba Écorce de la racine de *Simarouba amara* (rutacées).

Yeux d'écrevisse. Concrétions calcaires de l'écrevisse.

Drogues et médicaments figurant encore au Codex de 1866.

Cloportes. *Oniscus asellus*. Crustacés-Isopodes.

Ethiops minéral. Sulfure de mercure.

Drogues et médicaments figurant encore au Codex de 1837.

Coralline. *Corallina alba*. Algues.

Poudre cornachine. Poudre de tribus. Mélange à parties égales de poudre de scammonée, d'antimoine diaphorétique et de bi-tartrate de potasse.

Semences froides. Semences de calebasse, de pastèque, de melon et de concombre, à parties égales.

Drogues et médicaments ne figurant dans aucun formulaire officiel et complètement inusités.

Confection d'alkermès. Cannelle, kermès animal, santal citrin, corail rouge et sirop de kermès.

Elixir de propriété. Teinture d'aloès et de myrrhe safranée.

Gouttes anodines. Gouttes anodines anglaises. Alcoolé d'opium et d'asarum composé.

Lilium de Paracelse. Teinture des métaux ou alcoolé de potasse antimonie. — Cette préparation hermétique se prépare en faisant fondre ensemble quatre parties d'antimoine, une d'étain et une de cuivre. On pulvérise l'alliage et on y ajoute six parties de nitre et 6 parties de crème de tartre. On projette le mélange, par petites parties, dans un creuset fortement chauffé. On pulvérise la matière et on l'introduit encore chaude dans un matras contenant 32 parties d'alcool fort. On fait digérer et on filtre.

Poudre de guttette. Poudre de gui composée. Poudre du marquis. C'est un mélange de poudres de gui de chêne, de dictame blanc, de racine de pivoine, de semences de pivoine, de semences d'arroche, de corail rouge et d'ongle d'élan. Elle passait pour anti-épileptique.

Raclures d'ivoire.

Tablettes diacarthami. Tablettes purgatives renfermant de la scammonée, du séné, de la rhubarbe, de la girofle, de l'écorce de citron.

Tartre de Montpellier. Tartre naturel des vins.

Verre d'antimoine. Oxysulfure d'antimoine fondu.

Suivent quelques articles sur lesquels M. le D^r Grimbert n'a pu avoir aucun renseignement : sel de tamaris, teinture de corail anodin, bol de Chabert, essence de cussabe, prorasine.

Après la pharmacie, parlons des instruments de chirurgie. Le 22 août 1746, on décida « qu'il seroit acheté des instruments nécessaires pour les opérations du chirurgien, et que ces instruments une fois achetés demeureroient toujours dans l'hôpital ». M. Baudot, chirurgien du comte de Charolais, fut prié d'en faire l'acquisition. Le 5 février 1747, on arrête « qu'il seroit payé 464 l. à Joseph Vigneron, maître coutellier, rue de la Coutellerie à Paris, pour avoir fourni à l'hôpital ce qui suit pour les opérations de chirurgie : 1° un trépan complet, 120 l. 2° pour l'amputation, 45 l. 3° deux douzaines d'aiguilles assorties, 9 l. 12 s. 4° six grandes aiguilles courbes pour les amputations, 2 l. 8 s. 5° un bistouri droit à bouton, 2 l. 10 s. 6° quatre

bistouris dont deux droits et deux courbes. 7° trois paires de ciseaux à incision dont deux droits et un courbe, 7 l. 10 s. 8° deux trois-quarts avec leurs étuis, 12 l. 9° une paire de pinces à anneau, 2 l. 10° une spatule, 1 l. 11° un pholican à six branches, 15 l. 12° un pied-de-biche, un datier et un déchaussoir, 6 l. 13° une tenaille incisive, 15 l. 14° quatre tenettes pour la taille, 12 l. 15° deux gorgerettes, 12 l. 16° un bouton à crête et un crochet, 9 l. 17° six sondes pour la taille, 12 l. 18° une paire de conducteurs, 6 l. 19° deux litotomes, 8 l. 20° deux sondes crénelées, 2 l. 21° une sonde brisée, 1 l. 22° six seringues d'étain, 10 l. — Argenterie. 1° six algalis assortis avec l'étuy, 42 l. 2° deux sondes à fistule, 10 l. 3° un stilet, 2 l. 4° un pharingotome, 30 l. 5° un porte-pierre infernale, 12 l. 6° une cuvette, 5 l. 7° un étuy à aiguilles, 1 l. 8° la caisse du trépan, 16 l. 9° la grande caisse, 30 l. ». En avril 1778, l'apothicaire Piat fournit, au prix de 54 l., une « boîte propre pour le secours à des noyés ».

Le 28 avril 1738, le chirurgien Jacques Brillouet remplace Jacques Noblet et devient, le 10 août suivant, chirurgien en titre de l'hôpital : « Selon la permission de S. A. S. Monseigneur le Duc, a été convenu qu'on donneroit au s^r Brillouet, chirurgien, 250 livres par année pour visiter une fois chaque jour, et même plus souvent s'il est besoin, les malades de l'hôpital, faire tous les pansements nécessaires, et raser les incurables tous les samedis matin de chaque semaine ». Ce dernier rôle ayant en 1767 déplu à Brillouet, et celui-ci ayant remis un « mémoire pour demander la décharge de faire la barbe et de donner des lavements aux malades », il reçut de l'administration réponse qu'il ne falloit rien changer aux charges du s^r Brillouet et que l'intention de S. A. S. est qu'il donne des lavements aux malades et fasse la barbe à tous les incurables et malades, et qu'il en use envers les sœurs avec l'honnêteté et la politesse due à leur état et à leur sexe ». Ceci dénote une tension dans les rapports du chirurgien avec les sœurs.

L'année 1775 fut meilleure pour Brillouet. « Il nous a représenté (disent les administrateurs Billet, curé, Regnard, juge, l'abbé de Lacombe, chapelain du château, et Peyrard, gruyer,

en l'assemblée du lundi 7 août) un mandement de S. A. S. Mgr le prince de Condé... lequel lui accorde la somme de 600 livres de gratification annuelle au pardessus des gratifications à lui cy devant accordées outre ses gages de 250 livres... », ce qui paraît à l'assemblée un peu exorbitant.

Jacques Brillouet mourut à la fin de l'année 1779. Le 10 janvier 1780, il est arrêté qu'il sera remis « aux enfans et héritiers de défunt Jacques Brillouet, chirurgien de l'hôpital, la somme de 600 livres pour les six derniers mois de l'année 1779, pour ses gages, honoraires et gratifications ». A cette date, son fils était chirurgien du duc de Bourbon, père du duc d'Enghien. La bibliothèque du Musée Condé conserve une « Histoire de l'éducation physique de Monseigneur le duc d'Enghien, qui comprend les maladies et les autres particularités que S. A. S. a éprouvées depuis sa naissance (1772) jusqu'au jour qu'Elle a passé aux hommes (1778), par M. Brillouet fils, maître es arts en l'Université de Paris, ancien chirurgien aide-major des armées du Roy, chirurgien de S. A. S. Monseigneur le duc de Bourbon ».

Si le chirurgien possédait l'art facile de *purgare*, il n'avait point le privilège des rois de France de guérir par son attouchement, à la façon de saint Marcoul, les écrouelles. Nous relevons dans notre Registre ces deux traits : 27 mai 1737, « a été convenu que M. le curé de Chantilly écriroit à M. Veyard, à l'Hôtel-Dieu de Paris, en faveur d'Alexandre Lahaye, qui a les écrouelles et que l'hôpital de Chantilly garde pour quelque temps, pour savoir en quel endroit on pourroit lui procurer une retraite à Paris » ¹. 27 janvier 1738, « a été arrêté qu'il seroit loué une voiture pour envoyer à l'Hôtel-Dieu de Paris deux malades qui ont le malheur d'avoir les écrouelles ».

Le chirurgien avait à soigner des malades étrangers au pays, soit des mendiants, soit des soldats de passage, auxquels l'hôpital donnait assistance. Citons, en 1744, au moment où Louis XV envahissait les Pays-Bas autrichiens, « Claude Hache, dit la Fleur, soldat ; Jacques Blanchetier, dit Saint-Jacques,

¹ Le 3 juin 1737, on alloue 12 livres à Potier pour avoir conduit Lahaye à Paris.

soldat de la compagnie de Vallonguet au régiment de Royal-Comtois ; Jacques Gonivet, dit Fleur d'Épine, soldat de la compagnie du chevalier de Busny au régiment de Piémont ; Jean-Baptiste Yvar, dit Bourbon, soldat de la compagnie de Barcoux au régiment de la Couronne ; Pierre Goudin, dit la Jeunesse, de la compagnie de Trallebeau, capitaine au bataillon de Poitiers ». Ce passage de soldats donne sans doute l'explication de cette décision de la Commission administrative en 1745 : « Sera reconstruite la chambre servant de prison à l'hôpital en pierre de taille », lequel travail amène les noms du maçon Charles Mô, du serrurier Henri Obry, du menuisier Robert Mongé. Cette prison fut utilisée dans les années suivantes, car le Registre signale le passage d'autres soldats et de prisonniers ; nommons-en quelques-uns : en 1746, Jean Delacroix, soldat au régiment de Limousin ; Antoine Bernard, soldat de la compagnie de Lastic au régiment de Royal-Vaisseaux ; en 1747, Pierre Lenormand, du régiment de Languedoc ; Jean Craus, d'un régiment suisse ; Louis Coquatrix, de Saint-Leu-d'Esserent, prisonnier ; en 1748, Louis Toussaint, soldat de la compagnie du chevalier d'Héricourt au régiment Dauphin ; Vigaux, soldat d'Irlande ; en 1750, Pierre Laperont, soldat du régiment de Saintonge, etc., etc.

Après Brillouet, Sedillot, garçon chirurgien, fit un intérim à l'hôpital. Le 4 avril 1780, MM. Billet, de Belleval, Peyrard et Antheaume de Surval constatent qu'il a été payé « au s^r Sedillot 60 livres pour le mois de janvier de l'intérim de la mort de M. Brillouet à la nomination du s^r Allouel en qualité de garçon chirurgien chargé de veiller aux malades de l'hôpital ». Enfin, à l'assemblée du 10 juillet suivant, il fut donné lecture et fait enregistrement du brevet de chirurgien de l'hôpital en faveur du s^r Pierre-Michel Allouel, aux appointements de 1200 livres par an. M. Allouel émigra en août 1792 et rejoignit son prince à l'étranger. La Restauration ne le ramena pas en France ; resté en Angleterre après le retour du prince de Condé, il se fixa à Wimbledon et mourut en 1825. Poète et lettré, il a laissé quelques opuscules, dont un fort curieux, en vers latins, intitulé *Observationes medico-chirurgicæ*, publié à Londres en 1823.

IV. — 1780-1792

En 1780, la nomination d'un nouvel administrateur-général des maison, domaines et finances du prince de Condé, Nicolas-Léopold Michel, amena des modifications dans l'administration de l'hôpital. Sur la proposition de M. Michel, le Conseil du prince, dont le président était M. Berthelot de Saint-Alban, prit la décision suivante : « Le bureau de l'hôpital sera composé à l'avenir de deux directeurs et d'un trésorier ou receveur ; conformément aux ordres de Son Altesse Sérénissime, M. Billet, curé, et M. Antheaume, procureur fiscal de Chantilly, seront directeurs et administrateurs dudit hôpital..., M. Peyrard ¹ sera trésorier sans voix délibérative... ». Puis un nouveau règlement en vingt-six articles fut signé par le prince le 30 juillet 1780 ; nous en mentionnerons sommairement quelques passages : Art. 3, « voulons que les deux directeurs ou l'un d'eux se transportent à l'hôpital chaque jour... ». Art. 4, « le trésorier sera tenu de remettre le premier jour de chaque mois au s^r Antheaume de Surval un bordereau de la situation de sa caisse... ». Art. 7, « voulons... que toutes les dépenses soient... payées par mois ». Art. 16, « toujours une sœur de garde... ». Art. 23, « voulons que la pharmacie soit toujours dans le plus grand ordre, que toutes les parties qui sont actuellement éparses soient rassemblées dans un même lieu ».

L'année suivante, le trésorier Peyrard résigna ses fonctions et fut remplacé par Denis Moreau, « bourgeois aisé et intelligent » ².

Signalons en 1780 l'achat d'un calice et d'une patène, vendus par Collier, orfèvre à Paris, au prix de 178 l. 5 s. ; en 1782, le paiement au marguillier de la paroisse de la rente de 600 l. due par l'hôpital à l'église de Chantilly (c'est une mention que l'on rencontre chaque année dans le Registre) ; en 1783, des paie-

¹ Pierre Peyrard était principal concierge du château.

² Son fils, « Denis Moreau de Chantilly », sera aussi trésorier de l'hôpital sous la République et l'Empire.

ments pour travaux de réparations exécutés par Antoine Perpette, maçon, Jambon, couvreur (à Saint-Firmin), Alexandre Hédouin, charpentier, Baudet, menuisier, Léger, serrurier, Bordier, vitrier, Ménage, plombier. La sœur Carrère est remplacée par une nouvelle supérieure, sœur Catherine Butet, qui prit possession le 20 juillet 1783. Le 20 novembre, le prince de Condé ordonne l'établissement de trois nouveaux lits d'incurables, et signe un règlement relatif à la nomination et aux attributions du portier ; le titulaire, habillé à la livrée du prince et à ses frais, devait avoir « servi dans les troupes du Roi en qualité de sous-officier ou soldat au moins l'espace de vingt-quatre ans ». L'emploi fut confié à Pierre Leblond, qui comptait trente ans de services au régiment de Blaisois-infanterie ; on le révoquera bientôt pour ivrognerie. Le 21 octobre 1784, la supérieure générale des Filles de la Charité, sœur Renée Dubois, accorde une nouvelle sœur pour tenir l'apothicairerie.

De 1736 à 1783, le revenu du domaine de l'hôpital en Bourgogne s'était élevé progressivement de 10.500 livres à 35.000. L'hôpital était donc dans une situation prospère, qui comportait le développement de son rôle charitable. A la fin de 1783, « Son Altesse Sérénissime, désirant donner plus d'étendue à ce monument de sa bienfaisance, arrêta les plans qui ont été dressés par ses ordres pour en augmenter les bâtiments, afin de pouvoir recevoir une quantité plus considérable d'incurables et de pauvres malades » (Rapport de M. Michel présenté au Conseil du prince le 7 juillet 1784). Commencés au printemps de 1784, les travaux ne furent complètement terminés que deux ans après, sous la direction de Jean-François Leroy, architecte du prince à Chantilly et au Palais-Bourbon. Deux longues ailes furent construites de chaque côté du premier jardin, jusqu'à la hauteur de la chapelle Saint-Laurent, et ce jardin fut transformé en tapis de gazon, fermés de treillages d'appui, pour servir de promenoirs aux incurables et aux malades convalescents. Au-delà, de vastes terrains furent acquis pour la création de nouveaux jardins ; on acheta aussi le terrain situé du côté de l'entrée, entre l'hôpital et la route de Gouvieux, pour y établir les annexes : buanderie, fournil, bûcher, écurie,

vacherie, poulailler, porcherie. L'espace qui restait libre entre cette basse-cour et le cimetière Saint-Laurent fut converti en jardin botanique. Le cimetière se trouva ainsi enclavé dans les jardins de l'hôpital, qui l'entouraient sur trois côtés. Les actes d'acquisition de tous ces terrains ne furent passés que le 11 janvier 1789 entre les administrateurs de l'hôpital et 1° Antoine Richette, charpentier ; 2° Jeanne Bulidon, veuve d'Henri Béarel, garde-chasse ; 3° Claude Mortet, veuve de Julie-Caroline Vaudier ; 4° les héritiers du maçon Alexandre Hédouin : sa veuve, Marie-Anne Pain, ses fils Jean-Alexandre, Alexandre et Louis, ses filles Élisabeth, femme de Joseph Morin, dit l'Angevin, charpentier, Marie-Marguerite, mariée à Louis Boquet, garde-bosquets, et Marie-Catherine.

Les travaux de construction et d'aménagement amènent les noms des entrepreneurs suivants : François Moreau, Antoine Perpette, Alexandre Hédouin, maçons ; Victor Delachaussée, charpentier ; Léger, Obry et Toupet, serruriers ; Jambon (de Saint-Firmin), couvreur ; Jacques Baudet, Frigault, menuisiers ; Bordier, Lamarre, vitriers ; Marchand, paveur ; Lebas (de Senlis), marbrier ; Duquesnoy, ferblantier ; Demailly, plombier. Le peintre des chasses du prince de Condé, Perdrix, qui se distinguera bientôt par son zèle révolutionnaire, fut chargé des « ouvrages de peinture d'impression ». N'oublions pas le poëlier Cognon, le fumiste Cottiny, le fondeur Thury, le maître sculpteur Renault, tous de Paris. Les nouveaux terrains, préparés par Allard, terrassier à Issy, sont plantés, par les soins des jardiniers Loire et Billaux, d'arbres variés fournis par Pierre Hallé, Jean-Baptiste Crotte, marchands à Vitry, et Landry, de Paris. Tous ces travaux, dont le montant paraît s'élever à plus de 80.000 livres pour l'année 1784, sont surveillés par le commis de M. Leroy, Louvet, qui reçoit diverses gratifications, sans parler du cadeau « d'un grand gobelet d'argent, payé 48 livres à Carbon, orfèvre à Senlis ».

M. Bourgeois, principal concierge du château, se charge de faire faire les lits. M. Molin, concierge de la princesse Louise de Condé à Paris, fournit dix fauteuils et une ottomane de velours cramoisi que le sieur Dupuis lui a vendus pour 312 livres. Un mercier de la rue Saint-Honoré, nommé Théve-

nin, vend un stock de siamoise et de laine d'une valeur de 6135 livres. Une horloge est commandée à Ravenot, horloger à Anet, et payée 504 livres. Lannier, ébéniste à Paris, rue Saint-Thomas du Louvre, n° 12, reçoit la commande de meubles : tables de nuit, commodes, feux avec pelles et pincettes, bidets, « un pot à œuil en bois de noyer et son seau en fayence », etc.. Citons encore Albert fils, tourneur à Chantilly, Tuanne, peintre-doreur, etc., etc..

Le mobilier de la pharmacie mérite une mention spéciale. On admire encore aujourd'hui à l'Hospice Condé une superbe collection de pots pharmaceutiques d'un grand style, dont l'origine demeurerait inconnue. Or, nous avons relevé dans le registre des délibérations les mentions suivantes :

1786, 20 mars. « Ordonnance au profit de M. Bazin, marchand à Paris, rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois, de la somme de 421 l. 15 s. pour fourniture de fayence pour la pharmacie de l'hôpital ». — 23 septembre. « Ordonnance de la somme de 1200 livres au profit de M. Bazin, marchand fayancier, à compte sur ses fournitures de fayence qu'il a faites pour la pharmacie dudit hôpital ».

1787, 27 janvier. « Il a été fait une autre ordonnance de la somme de 4096 livres 13 sols au profit de Bazin, marchand fayancier à Paris, pour solde des fayances par lui fournies à la pharmacie de l'hôpital au mois d'avril dernier, suivant son marché montant au total de 5296 livres ».

La facture de Bazin se retrouve aussi parmi les pièces comptables conservées dans les archives de l'Hospice ; en voici la teneur :

« Fourni pour le service de S. A. S. Monseigneur le prince de Condé pour l'hôpital de Chantilly, suivant les ordres de M. Antheaume de Surval, par Bazin, marchand, rue des Fossés St Germain l'Auxerrois à Paris. — 29 avril 1786. — 8 grands vases d'apothicairerie en forme d'urnes, de faïence fine, peinte à guirlandes de fleurs, avec des inscriptions encadrées de médaillons de laurier vert et bleu, et armoiries, de 2 pieds 1 pouce de haut ; 624 livres. — 12 vases, forme de cassolettes, décorés de même et ornés d'anneaux de cuivre doré aux anses, de 18 pouces de haut ; 864 livres. — 66 vases de deux

formes différentes, décorés de même, de 13 pouces de haut ; 1716 livres. — 37 vases de 11 pouces de haut ; 777 livres. — 61 grands flacons de cristal bouchés, de 13 pouces de haut ; 427 livres. — 67 flacons de 11 pouces de haut, 419 livres. — 2 glaces de 36 × 30... » ; etc. ...

Malheureusement Bazin, marchand fort achalandé des produits de Vincennes, de Sèvres, dépositaire attitré de la céramique de la manufacture royale d'Orléans surtout, ne nous a pas révélé de quelle maison il a tiré sa fourniture de l'Hospice Condé. Ces vases avaient gardé leur secret d'origine, qu'une étude minutieuse de leurs formes et de leur décoration pouvait seule éclairer. Les uns ont un profil grandiforme d'une grande pureté ; d'autres ont retenu la ligne majestueuse de l'urne antique ; les autres ont le développement ovale d'une grande soupière. Ils ont de hauteur 0^m30 et 0^m35, 0^m65, 0^m45. Pour la décoration, elle consiste en entrelacs légers de feuilles, en guirlandes et suspensions de chapeaux de fleurs soutenus par des nœuds, au milieu desquels se détache, au-dessous du cartouche de l'inscription pharmaceutique, l'écusson de Condé entre deux faisceaux de drapeaux. Les couleurs carmin, bleu, vert, jaune, sont cernées par un trait noir et fin qui donne de la précision aux contours des bouquets et témoigne de l'habileté des décorateurs. Il semble certain que les armoiries n'ont été ajoutées que d'une seconde main lors de la commande.

Le musée de la manufacture de Sèvres possède un pot de type oblong ou marmite, dont la pâte à la résonnance quasi métallique, la forme et les profils, les motifs de décoration peinte, les couleurs, bien que d'un goût moins pur, décèlent une identité d'origine certaine avec ceux de l'Hospice Condé. Or, et c'est là un détail très important, ce pot du Musée de Sèvres porte dans l'intérieur du couvercle la signature révélatrice : *Ollivier, Paris*. C'est évidemment à cet Ollivier, qui, vers la fin du XVIII^e siècle, fabriquait dans ses ateliers considérables de la rue de la Roquette des poêles de faïence et des pots de pharmacie, qu'il faut attribuer les ouvrages de céramique fort artistiques que Bazin vendait en 1786.

Mentionnons aussi le paiement de 240 livres fait à Bisson, horloger à Paris, pour une pendule à boîte de bois pour l'apo-

thicaierie, « plus une indemnité d'une autre pendule qu'il avoit fournie pour ladite apothicaierie et qu'il a été obligé de reprendre parceque S. A. S. l'a trouvée trop ornée ». Pelletin, chaudronnier à Paris, reçut 473 l. 15 s. pour deux alambics en cuivre, sur lesquels Branche, maître-graveur, ajouta « deux grandes armes du prince ».

La fourniture des produits pharmaceutiques fut donnée au gendre de Moreau, Nicolas Deyeux. Bien plus que cette parenté, sa valeur professionnelle lui donnait des droits particuliers pour fournir l'apothicaierie et évincer tous ses concurrents, même Quatremère. Nicolas Deyeux, marié à Thérèse-Denise-Rosalie Moreau, devint professeur de chimie, administrateur de l'Hôpital de Paris, membre de l'Institut. Peut-être fut-ce pour éviter tout soupçon de favoritisme que M. Moreau se démit alors de ses fonctions de trésorier de l'hôpital ; il fut remplacé par Nicolas-François Peyrard, juge-gruyer de Chantilly. Ajoutons que la conduite de l'apothicaierie fut confiée à une fille de la Charité, la sœur Petitjean.

Dans la transformation de l'hôpital, la chapelle, auparavant située au milieu de la grande salle des malades qui occupait tout le rez-de-chaussée du bâtiment sur cour, fut reportée à droite, au fond de la salle. Cette grande salle fut tout entière affectée aux hommes malades, celle des femmes se trouvant en prolongement sur la gauche. La nouvelle chapelle fut comprise dans une chambre cloisonnée qui s'ouvrait largement, de façon que, de leur lit, les malades pussent voir officier le prêtre, ou tout au moins l'entendre. Au devant des premiers lits, on ménagea un large espace garni de bancs pour les incurables et les serviteurs ; dans l'enceinte même de la chapelle, très petite, il n'y avait place que pour les sœurs. L'emplacement du sanctuaire est facile à déterminer : le mur de droite de la salle actuelle des femmes malades est percé d'une large baie qui fait communiquer cette salle avec la chambre voisine ; cette ouverture est moderne ; autrefois le mur était plein, et contre ce mur, à l'endroit même où se trouve la baie, était placé l'autel.

L'inauguration de la chapelle eut lieu le 20 avril 1786 ; en voici le procès-verbal : « Nous Jacques-François de Bréda de Trossy, doyen de l'église de Senlis, vicaire-général du révé-

rendissime évêque, avons béni la chapelle de l'hôpital de Chantilly et l'avons mise sous l'invocation et la protection spéciale de la très sainte Vierge, mère de notre Sauveur. La dite bénédiction faite, nous nous sommes transporté dans la chapelle Saint-Laurent, où le très saint Sacrement étoit déposé, avons donné la bénédiction et l'avons transféré solennellement dans la chapelle nouvellement bénie ; après avoir observé toutes les cérémonies, l'avons mis dans le tabernacle qui avoit été béni à cet effet. Les dites cérémonies ont été faites en présence de M. Robert, vicaire de la paroisse, de M. Beudelot, chapelain de l'hôpital, de M. Leroy, architecte de S. A. S., de M. le chevalier de Contye, capitaine des chasses de S. A. S., de M. Antheaume de Surval, administrateur dudit hôpital, et d'autres témoins qui ont signé avec nous. La sainte messe a été célébrée par M. Fion de Fresne, prêtre habitué de la paroisse. Attendu la quinzaine de Pâques, la messe a été celle du jour, avec une seconde oraison en l'honneur de la sainte Vierge, titulaire, et une troisième pour prier le Seigneur d'accorder ses grâces à S. A. S. Monseigneur le prince de Condé, bienfaiteur dudit hôpital ».

Le curé de la paroisse, Gérard Billet, étoit alors fort malade ; il mourut le 6 mai suivant ¹, âgé de 87 ans, et fut remplacé par son vicaire, Jean-Louis Robert. Le prince voulut alors renouveler l'administration de l'hôpital et augmenter le nombre des membres du conseil, en raison de l'accroissement des revenus, de l'agrandissement des bâtiments, « et des nouveaux établissements que nous nous occupons d'y former et qui exigent des soins plus multiples ». Le nouveau conseil se composa de

¹ « Son corps fut inhumé le 7 dans l'église de la paroisse, suivant les ordres de S. A. S. Mgr le prince de Condé, dans le bas de la nef près de la porte. Son convoi a été conduit par M. Antheaume de Surval, administrateur de l'hôpital, M. Duchemin, secrétaire des commandements de S. A. S. ayant le département de l'hôpital, MM. les trésoriers nouveau et anciens (Pierre Peyrard, Denis Moreau, Nicolas-François Peyrard), les incurables marchant devant le corps, un cierge à la main, les soldats vétérans autour du corps avec des flambeaux ». La sœur du défunt curé, Marie Billet, âgée de 86 ans, fut admise à l'hôpital comme pensionnaire, moyennant 300 livres par an.

quatre administrateurs, Jean-Baptiste de Contye, capitaine des chasses, André-Joseph Antheaume de Surval, procureur fiscal général et régisseur du domaine, Jean-François Leroy, architecte du prince, et le curé de la paroisse, Jean-Louis Robert. A ce conseil fut adjoint un secrétaire-greffier, Pierre-Alexis Letourneur ; le gruyer Nicolas-François Peyrard fut confirmé dans ses fonctions de trésorier, et Pierre-Michel Allouel dans celles de chirurgien.

Le règlement du 8 octobre 1787 fixa l'organisation de l'hôpital. L'ancien établissement ne comprenait que quarante-cinq lits ; il y en eut dès lors quatre-vingt-onze, dont vingt pour le personnel servant, huit réservés aux gens de la maison du prince, et deux dans une chambre destinée aux sœurs étrangères. Le nombre des sœurs fut porté à dix, « dont une occupée uniquement à la pharmacie, qui est ouverte au public ». Un nouveau local fut affecté à « l'école de charité pour l'éducation des jeunes filles de la paroisse ». Vingt hommes incurables étaient logés dans la salle Saint-Louis, huit femmes dans la salle Sainte-Geneviève ; il y avait quatorze lits pour hommes malades dans la salle Saint-Joseph, et six pour femmes malades dans la salle Sainte-Marie. Enfin le prince de Condé, qui était colonel-général de l'infanterie, créa une salle de treize lits pour des soldats-vétérans de l'infanterie, comptant au moins vingt-quatre ans d'excellents services et ayant la plaque, et une chambre spéciale pour un officier-vétéran, chevalier de Saint-Louis.

Plusieurs articles du Règlement sont consacrés à cette création nouvelle : « L'officier aura 350 livres d'appointements ; il lui sera fourni un habit uniforme chaque année et une redingote tous les dix-huit mois ; lequel habit sera semblable quant à la couleur à l'uniforme par nous adopté ci-après pour les vétérans.... Les treize vétérans seront habillés en drap blanc, revers et doublure de serge blanche, veste et culotte de pareil drap, boutons jaunes frappés au coin de nos armes, chapeau noir, avec bouton pareil à celui de l'habit et cocarde blanche. Veste et culotte de toile blanche pendant l'été.... Seront tenus lesdits vétérans d'assister tous les jours à la messe, et à la messe paroissiale les dimanches et fêtes.... Ils n'auront pas

d'armes.... Un vétéran sera toujours de garde à l'hôpital.... Le portier sera choisi parmi les vétérans... ».

L'officier nommé pour commander cette compagnie d'un nouveau genre fut Guillaume Bourdiol, chevalier de Saint-Louis, ancien lieutenant au régiment de Condé-infanterie ; il comptait soixante-deux ans d'âge et quarante-trois ans de services. Il mourut à l'hôpital le 26 janvier 1791, et fut inhumé le lendemain dans le cimetière Saint-Laurent en présence de MM. le chevalier de Contye, Antheaume de Surval, Peyrard, Lejeune (juge-de-paix), Lambert Deshayes (garde du cabinet d'Histoire naturelle), Bourgeois (principal concierge du château), Allouel, chirurgien de l'hôpital. Par testament, il partagea son modeste avoir entre ses vétérans et les pauvres de Chantilly.

Voici les noms des vétérans qui furent d'abord hospitalisés : Cossin (Jacques-Jean), dit Saint-Jean, caporal dans Royal-Auvergne ; Flougeac (Jean), dit Lagainade, appointé au régiment de La Fère ; Sibert (Philippe), dit Sebert, sergent dans Enghien ; Tollaire (Antoine), dit Bagnols, sergent dans Condé ; Caron (Lucien-Jean-Baptiste), dit Joli-Cœur, sergent dans Bourgogne ; Lorrain (Jean), dit Saint-Jean, caporal dans Royal-Vaisseaux ; Chantal (Claude), appointé dans Maréchal-de-Turenne ; Didlot (Henri), caporal dans Béarn ; Richard (Martin), appointé dans Provence ; Cathias (René-Simon), dit René, appointé dans Bourbon ; Picard (Jean), dit la Volonté, sergent dans Limousin ; Thiérot (Jean), dit Vive l'Amour, sergent dans Colonel-Général ; Fou (François), dit le Fou, sergent dans Conti. Le plus âgé comptait soixante-quatorze ans d'âge et quarante-six ans de services, le plus jeune quarante-huit et vingt-huit. La présence de ces vieux soldats causa bientôt des ennuis ; Cossin, choisi comme portier, fut destitué et remplacé par Sibert ; Joli-Cœur, voleur et ivrogne, dut être renvoyé ; à sa place, le prince nomma André, dit Chevrier, sergent de la compagnie de Gelis au régiment de la Couronne.

Des difficultés autrement graves allaient assaillir la sœur Françoise Lhuillier, qui, le 1^{er} décembre 1788, remplaça comme supérieure la sœur Catherine Butel. Et tout d'abord des tracas d'ordre intérieur, que nous révèlent les lettres des administrateurs. « Le changement de la supérieure a exigé plusieurs

mutations nécessaires au bon ordre, à l'économie et à la tranquillité de cette maison ». La sœur Lhuillier avait demandé « avec instance » le changement de la sœur Thérèse et celui de la sœur Marthe. La supérieure générale ne donnant pas de réponse, les administrateurs lui exprimèrent leur étonnement le 30 avril 1789 : « Il dépend absolument du changement de la sœur Thérèse que l'hôpital jouisse du calme, de l'ordre et de la tranquillité qui doit régner dans une communauté ». Quant à la sœur Marthe, elle est menacée de perdre la vue, et ses services ne sont pas assez anciens pour qu'on puisse la garder.

La sœur Thérèse fut retirée, mais non pas la sœur Marthe. Le 30 juin, les administrateurs s'adressent directement à M. le Supérieur général des filles de la Charité, se plaignant de la mauvaise volonté de la supérieure générale : la sœur Cornon, lingère, ayant été retirée, ils avaient demandé une fille forte et d'un bon tempérament pour occuper l'office de la lingerie ou celui de la cuisine, tous deux pénibles ; on leur a envoyé une jeune sœur d'une faible complexion et disgraciée de la nature. Il est absolument nécessaire de remplacer la sœur Marthe. « Nous vous apprenons avec satisfaction que nous venons d'accorder à la sœur Legras la vétérance qu'elle nous demande depuis longtemps ; les services qu'elle a rendus dans notre maison nous autorisent à lui accorder cette grâce ; mais nous demandons une autre sœur pour la seconder ». Un an après, la sœur Marthe était encore à Chantilly, et les administrateurs menaçaient de faire usage de leurs droits.

Le 17 juillet 1789, le prince de Condé quittait la France, bientôt suivi par le chevalier de Contye, et l'hôpital perdait ainsi la présence de son protecteur et de son principal administrateur. Puis survint la loi supprimant les droits féodaux, et ce fut le commencement de la débâcle, car le fermier de Larrey-Nesle s'en prévalut pour demander une réduction du prix de son bail en compensation de la perte des cens, rentes, etc. Et la situation financière de l'hôpital était déjà obérée, en raison des travaux considérables exécutés depuis 1784. Dès 1786, en vue de couvrir une partie de la dépense, le prince de Condé avait prêté à l'hôpital une somme de 60.000 livres, remboursable en dix annuités à partir du 1^{er} janvier 1789. De Turin, le

27 mars 1790, il renouvela les pouvoirs de la Commission administrative. Celle-ci continua de verser des acomptes aux entrepreneurs ; constatant que depuis deux ans la dépense annuelle excédait la recette de 3.000 livres, elle décida de ne plus recevoir d'incurables (4 juin). En même temps, elle s'adressait à l'abbé Tandean de Marsac et à M. Lambert, chef du Conseil et administrateur-général du prince de Condé à Paris, leur exposant qu'il restait dû près de 60.000 livres aux entrepreneurs, que les circonstances ne permettaient plus de compter sur l'assistance du prince, et qu'il convenait que l'hôpital fût autorisé à emprunter 60.000 livres. Transmise au prince de Condé, la proposition fut approuvée, et l'emprunt fut couvert par onze bourgeois de Chantilly. Ce fut pour eux un mauvais placement.

Le gruyer Peyrard mourut subitement le 16 avril 1791. Il fut remplacé comme trésorier de l'hôpital par Jean-Baptiste Lejeune, greffier de la gruerie et juge-de-paix de la commune. Quelques jours plus tôt (9 avril), le curé Robert, ayant refusé de prêter le serment exigé par la Constitution civile du clergé, avait été remplacé par un prêtre assermenté nommé Rouard ; mais ceci n'infirmait en rien ses pouvoirs d'administrateur de l'hôpital. Le chapelain Beudelot refusa aussi de prêter le serment, et, le 15 mai, la municipalité « rappela à l'administration la nécessité de le remplacer ». Inutile de remarquer que ce souci d'observer la loi manquait d'enthousiasme ; la municipalité était alors toute dévouée au prince, et M. Antheaume de Surval était à la fois maire de la ville, agent du prince, et administrateur de l'hôpital. L'abbé Robert et lui, assistés du secrétaire-greffier Letourneur, écrivirent le 16 mai à Jacques-Marie Duchemin, secrétaire des commandements du prince : « L'absence de M. de Contye et l'état désastreux de M. Leroy [il mourut le lendemain] réduisent à deux les administrateurs, quoique l'article 18 du règlement de 1736 s'y oppose et paraisse désirer que les délibérations importantes doivent être signées de trois administrateurs. Nous touchons à une époque où nous devons nous attendre à tout. La témérité de l'intrus [le curé Rouard], la présence d'un nouveau chapelain à la place de l'abbé Beudelot, nous préparent des tracasseries sans nombre.

Nous sommes bien déterminés à nous opposer à toutes les entreprises préméditées, mais nous ne pouvons triompher de nos ennemis qu'en adoptant une marche assurée ; nous pensons que nos délibérations en matière de contestation seroient susceptibles de critiques si elles n'étoient point signées de trois administrateurs..... ». Et ils présentaient M. Gayant, conseiller d'État à Senlis. Celui-ci fut nommé administrateur le 26 mai.

Le 19 mai, MM. Antheaume et Robert répondirent « aux maire et officiers municipaux de Chantilly » que, le chapelain de l'hôpital devant être choisi et nommé par le prince de Condé, ils ne pouvaient pas donner un successeur à l'abbé Beudelot. Celui-ci continua ses fonctions jusqu'à la fin de février 1792, mais avec difficulté, car les esprits s'échauffaient sous la pression de la Société populaire de Vineuil et du Club de Chantilly, dont la forte tête était l'épicier Barthélemy Hautin. Déjà, en juin 1791, l'hôpital avait vu dans ses murs une scène caractéristique : « Deux incurables, Bettancourt, dit Bonbras, et Choron, ayant profité d'un moment d'effervescence, de désordre et d'anarchie pour exciter une insurrection parmi leurs camarades, au moment de l'installation du nouveau curé, se sont adressés à lui et au nommé Barthélemy Hautin l'aîné pour se plaindre de la mauvaise administration de l'hôpital..., cherchant à faire initier dans l'administration des individus étrangers ». Et la seule sanction qu'on puisse alors imaginer est celle-ci, et combien dérisoire : « L'expédition de la présente délibération sera mise sous les yeux du prince à son retour en France » !!!

Il fallut donc pourvoir au remplacement de l'abbé Beudelot, mais avec quelle répugnance ! On peut en juger par la lettre que les administrateurs adressèrent, le 7 mars 1792, au nouveau titulaire, le prêtre constitutionnel François-Joseph-Henri Genty : « Vous jouirez, Monsieur, du logement occupé par M. l'abbé Beudelot, et les clefs vous en seront remises sans la moindre difficulté le jeudi 15 de ce mois. Quant aux honoraires dont vous nous faites l'honneur de nous parler, ils sont réglés par le décret d'union du 4 septembre 1727 des prieurés de Saint-Sulpice de Pierrefonds et Notre-Dame des Marais de

Nanteuil ; nous ne doutons pas qu'en vous adressant à MM. les administrateurs du département de l'Oise, ils ne vous fassent payer les honoraires du chapelain ».

Symptôme plus grave encore de l'exaltation des esprits ! L'effervescence populaire est dirigée contre les Filles de la Charité, et l'administration est mise en demeure de les renvoyer. La destination de la réponse montre l'embarras où se trouvait alors M. Antheaume ; il ne s'adresse pas à la municipalité dont il était le maire, ni à la Société populaire qui imposait sa volonté sans mandat légal, mais à la seule autorité qui paraisse offrir encore quelque résistance : « A Messieurs de l'état-major de la Garde Nationale » (13 mars 1792) :

« J'ai reçu, Messieurs, la pétition adressée aux administrateurs de l'hôpital relativement aux filles de la Charité qui le desservent. Ne pouvant répondre à la masse des habitants, je m'adresse à vous, Messieurs, pour vous faire connaître les intentions de l'administration, qui n'a pu se réunir aujourd'hui. L'administration, cédant à l'impulsion générale plus qu'à tout autre sentiment, animée par l'esprit de paix et de bonne intelligence, voulant d'ailleurs conserver la bonne harmonie, si nécessaire à nos concitoyens, vient de prendre la détermination d'obtenir le changement des sœurs de la Charité... Elle prévoit que d'ici au 24 mars le nouveau régime d'administration sera en état d'être établi et en activité. De votre côté, Messieurs, j'espère que vous voudrez bien donner tous vos soins et votre surveillance à ce que les sœurs soient respectées dans leur opinion, et qu'il n'arrive rien de fâcheux à ces filles respectables pendant le peu de temps qu'elles ont à rester parmi nous ».

M. Antheaume s'adressait en même temps à la supérieure des sœurs de Sainte-Marthe à Paris, et, grâce à l'intervention d'une amie commune, Mme Gibert, obtenait l'envoi de deux sœurs, « que je destine à soigner les malades et les incurables de notre hôpital. Je désire cependant qu'elles n'arrivent ici que samedi prochain 24, et cela par un motif d'égards pour les filles de la Charité, qui ne quittent leur office qu'à cette époque ». Il désire aussi qu'elles conservent leur habillement sans y rien changer ; elles mangeront à la table de l'économe. Il demande en outre une maîtresse d'école instruite. Cette supérieure de

Sainte-Marthe, Mme Gilles, était sans doute originaire d'Ecouen comme M. Antheaume, car celui-ci termine ainsi sa lettre : « Quoique nous soyons compatriotes, il y a si longtemps que nous ne nous sommes vus que nous ne pourrions pas nous reconnaître. Nous avons tous les deux couru une carrière différente, mais assez importante. La mienne est devenue bien pénible et bien laborieuse par les circonstances, et si je ne comptais sur les forces et le courage que j'attends de la Providence, je ne pourrais espérer d'atteindre le but que je me propose ».

Deux sœurs de Sainte-Marthe arrivèrent le 24 mars à Chantilly, sous la conduite d'une sœur nommée Augustine. M. Antheaume demanda aussitôt une troisième sœur pour la cuisine ; elle vint le 29. Enfin il pria la supérieure de lui laisser la sœur Augustine : « Il me manque une sœur intelligente pour veiller sur les deux salles d'incurables, hommes et femmes ; la présence de ma sœur Augustine ici me fait naître l'idée de lui donner ce détail » (30 mars).

Le registre des délibérations reflète le véritable sentiment des administrateurs dans cette pénible circonstance : « Sœur Lhuillier ayant marqué le désir qu'elle avait de prendre sa retraite samedi prochain (24 mars), et afin d'éviter de nouveaux troubles et une insurrection qui pourrait devenir fâcheuse, les administrateurs soussignés n'ont pu se dispenser d'accéder aux motifs louables, tout en regrettant la perte irréparable que les pauvres vont faire de ma sœur Lhuillier et des respectables sœurs de la Charité, ses compagnes, et forcés de céder à la volonté populaire plutôt qu'au sentiment qui les attache à la communauté des filles de la Charité, ils ont reçu les comptes de la sœur Lhuillier... » (assemblée du 21 mars).

L'abbé Genty, muni de la lettre que les administrateurs lui avaient adressée le 7 mars 1792, avait réclamé au directoire du district de Senlis le traitement attaché à sa place. Le directoire « lui a fait apercevoir qu'il lui serait accordé 600 livres, moins pour le traitement de ses fonctions de desservant et chapelain que comme l'un des habitués de la paroisse, qu'en conséquence il s'adresse au bureau d'administration de l'hôpital pour réclamer le même traitement dont jouissait M. l'abbé Beudelot,

son prédécesseur ». Ici encore, il fallut céder : « Les administrateurs soussignés, s'étant fait remettre sous les yeux la donation faite à l'hôpital de Chantilly des terres de Larrey et Nesle, par laquelle ledit hôpital est expressément chargé de payer au chapelain qui doit desservir cette maison une somme de 600 livres annuellement, ont arrêté qu'il y a lieu d'accorder à M. l'abbé Genty la somme de 600 livres à compter du 5 mars, jour de son installation. (Signé) Antheaume, Gayant, Robert, Letourneur, secrétaire-greffier » (19 mai 1792).

Cette délibération du 19 mai est la dernière au bas de laquelle l'ex-curé Robert apposa son nom. Il sera bientôt forcé de pourvoir à sa sûreté, et il aura grand'peine à gagner les Pays-Bas en compagnie de l'abbé Beaudelot. M. Antheaume fit aussitôt transcrire sur le Registre deux commissions que le prince de Condé avait signées à Worms le 1^{er} décembre 1791 : l'une nommant l'inspecteur des chasses Jean-Alexandre Boullemer de Lamartinière pour remplacer le chevalier de Contye, l'autre nommant le notaire Patin (Pierre-François-Bernard) à la place de l'abbé Robert. Au bas des délibérations qui suivirent, on voit la signature de M. de Lamartinière, mais on n'y trouve pas celle de M. Patin, qui sans doute craignit de se compromettre et récusait ces dangereuses fonctions.

Après le départ des filles de la Charité, « l'administration intérieure de l'hôpital fut confiée au sieur Molard, sous le titre d'économe, qui, conjointement avec sa femme, dirigera toutes les personnes qui doivent co-opérer au nouveau régime » (21 mars). D'autre part, le chirurgien Allouel quitta Chantilly le 16 avril pour se rendre auprès du prince de Condé ; il fut provisoirement remplacé par un chirurgien établi à Chantilly depuis une dizaine d'années, Louis-Charles Gattré, marié à Jeanne-Étiennette Chalot (du Mesnil-Aubry), en attendant l'arrivée d'un chirurgien que M. Antheaume avait demandé à M. Desault, chirurgien-major de l'Hôtel-Dieu de Paris. Celui-ci envoya, le 24 avril, M. Goubaux, attaché à l'hôpital Saint-Louis, mis en congé pour trois mois. Le 6 juillet, M. Antheaume écrivait à M. Desault : « M. Goubaux, que vous nous avez donné pour exercer ici en l'absence de M. Allouel, voit son congé expirer le 24 de ce mois. Je vous prie de le laisser à Chantilly

jusqu'au 1^{er} janvier. Si M. Allouel doit rester auprès du Prince, on priera S. A. S. de le remplacer ici par M. Goubaux ». Quant à la sœur Augustine, elle ne paraît pas être restée longtemps à Chantilly ; le 18 juin 1792, on lui paie 55 livres « pour ses honoraires pendant un quartier qu'elle est restée, ainsi que pour les frais de voiture de son voyage à Paris ».

Les inquiétudes qu'inspirait la situation politique au printemps de 1792 se doubtaient, pour les administrateurs de l'hôpital, de soucis matériels qui devenaient fort graves. Loin de payer les termes de son bail, le fermier de Larrey-Nesle réclamait des indemnités pour les pertes qu'il subissait du fait de la suppression des droits féodaux, et il déclarait nettement qu'il n'enverrait pas un sou avant que cette question ne fût réglée, ce qui devait demander un long travail d'expertise et beaucoup de temps. Le 20 avril 1792, M. Antheaume lui écrivait qu'il avait un absolu besoin d'argent pour faire subsister l'hôpital ; « nous sommes tellement dans la gêne que nous ne pouvons pas satisfaire aux dépenses du quartier de janvier dernier ». On ne payait plus les dettes, on réduisait les dépenses, on vivait d'emprunts. MM. Letourneur père et fils prêtent 10.000 livres en avril 1792, M. Antheaume 6.000 livres le 27 juillet. La confiscation des biens du prince de Condé vient alors compliquer la situation ; les biens de l'hôpital en Bourgogne sont aussi mis sous séquestre, considérés d'abord comme appartenant au prince, et toute source de revenus se trouve tarie. La subsistance journalière de l'hôpital devient un problème angoissant.

MM. Antheaume de Surval, Boullemer de Lamartinière et Lejeune allaient être délivrés de ce cuisant souci. L'invasion de Chantilly, le 15 août 1792, par une bande de gardes nationaux parisiens, la terreur causée par leurs exploits, par le meurtre du meunier Pigeaux, marquèrent la fin de l'ancien régime et le triomphe de l'esprit nouveau. MM. Antheaume et Lejeune prirent la fuite (on ne les revit plus) ; une nouvelle municipalité fut élue selon le vœu des commissaires parisiens, et fut chargée de pourvoir à l'administration de l'hôpital.

V. — 1792-1801

Le 24 août 1792, la Municipalité et le Conseil général de la commune procédèrent à la nomination des administrateurs de l'hôpital et choisirent le nouveau maire, Barthélemy Hautin l'aîné, épicier qui avait fait fortune dans le commerce des eaux-de-vie, le curé constitutionnel Jacques Rouard, et Paul Devailly, François Moreau et Nicolas Morin, notables commerçants ¹. A eux et à leurs successeurs il faut rendre cette justice, qu'à travers une époque de troubles et d'exaltation, au milieu des circonstances les plus difficiles, ils montrèrent un absolu dévouement aux intérêts des pauvres et de l'hôpital, un esprit pratique et une persévérance infatigable dans l'accomplissement de leur tâche. On peut dire que pendant deux ans ils luttèrent contre la misère, contre la famine ; ils purent, et c'est leur honneur, non seulement faire subsister l'hôpital, mais surtout lui conserver son patrimoine, le patrimoine des pauvres.

Le chirurgien Goubaux ayant regagné Paris, l'emploi fut donné, « conformément aux vœux des habitants de la commune », à Louis-Charles Gattré, au traitement annuel de 600 livres. La demoiselle Francatel fut « nommée pour prendre le soin de la lingerie », aux gages de 200 livres par an. Il fut arrêté que « la sœur de l'école sera tenue de donner ses soins à la cave et à la basse-cour, qu'elle veillera pareillement à la consommation du bois et du charbon » (18 septembre). Enfin le citoyen Manceau (Germain-Étienne) fut nommé trésorier ; « pour le dédommager et le récompenser de ses soins, l'administration lui accorde le paiement annuel de son loyer » (29 septembre).

¹ Paul Devailly, hôtelier et épicier, était propriétaire de l'hôtel du *Grand Turc*, aujourd'hui hôtel d'Angleterre. — François Moreau était marchand de bois ; sa maison se trouvait dans la rue de Gouvieux. — Nicolas-Philippe Morin, ancien épicier à Paris, vivait bourgeoisement à Chantilly, rue Saint-Laurent, depuis 1779. (Voir Macon, *Historique de la ville de Chantilly*, II, Formation et développement de la ville).

Dès le 18 septembre, un pressant appel fut adressé au fermier du domaine de l'hôpital en Bourgogne : « Tous les administrateurs anciens, ainsi que M. Lejeune, receveur, sont changés. Nous n'avons apporté à cette place que de la bonne volonté, sans aucuns moyens de faire des avances absolument nécessaires à l'hôpital. Nous pouvons vous assurer que depuis longtemps l'hôpital ne vit que d'emprunts. Quant à vos indemnités à raison des droits féodaux supprimés, elles sont de toute justice ; et comme nous apprenons qu'il va être nommé un expert d'office, rien ne doit plus vous inquiéter ni vous empêcher de nous faire passer les fonds ». Rien ne vint ; il fallait d'abord obtenir la levée du séquestre, et ce n'est qu'après de nombreuses démarches, sollicitations, longues enquêtes administratives, que la propriété de l'hôpital fut reconnue. Deux années se passeront avant qu'on puisse percevoir le montant des baux ; et cependant il faut vivre, aussi est-on forcé d'inaugurer un système de rigoureuse économie. Les vétérans en furent les premières victimes ; ils furent renvoyés le 1^{er} décembre ainsi que le charretier. Le 13, on décide que sur les dix-huit lits destinés aux malades, neuf seront supprimés, et que le cheval sera vendu. Le 13 janvier 1793, autres réformes : « Il n'y aura que trois sœurs à deux domestiques, et une économe pour surveiller le tout, savoir, une sœur pour l'infirmerie et les cadets et cadettes, aidée d'un domestique mâle, une sœur pour la cuisine, la basse-cour et les boissons, aidée d'une domestique, et une troisième sœur pour l'apothicairerie, aidée par deux cadets ; l'économe tiendra la lingerie et sera aidée des deux mêmes cadets ».

Le 17 décembre, Morin et Rouard avaient été députés à la Convention pour faire des représentations au sujet du séquestre apposé sur les biens de l'hôpital ; ils en rapportèrent de bonnes paroles, mais rien d'effectif, et la caisse demeure vide. On arrête les mémoires des fournisseurs, en leur promettant qu'on les payera « sur les revenus provenant de nos terres de Larrey sitôt la première recette ». Le 22 janvier 1793, le Conseil général de la commune de Chantilly, « lecture faite du rapport des commissaires sur l'état des ressources de l'hôpital et ses besoins », arrête « qu'il sera écrit à l'Assemblée Nationale à

l'effet d'ouvrir un emprunt de 20.000 livres pour subvenir aux besoins de l'hôpital, et qu'il sera ouvert une souscription volontaire pour parer aux dettes criardes ». On procède en même temps à la nomination d'un nouvel administrateur en remplacement de Barthélemy Hautin, appelé au directoire du district de Senlis; le choix se porta sur le citoyen Devaux (Jean-Pierre), marchand de dentelles.

Les dettes criardes sont les créances des fournisseurs; en février 1793, on constate qu'il est dû 1.846 livres au boucher Mauny, 3.022 livres au cⁿ Marquis, marchand farinier à Gouvieux, 2.103 livres à l'épicier Paul Devailly, 1.501 livres au marchand de bois Moreau, 864 livres pour le vin et le cidre fournis par le cⁿ Fasquel, 867 livres au cⁿ Turquet, marchand de toile à Senlis. Et le prix de la vie augmente de jour en jour; Mauny, qui vendait la viande à 12 sols la livre, en demande 15, ce qui lui est accordé, car il la fait payer 18 aux particuliers. Aussi cherche-t-on tous les moyens de faire de la recette. Le 1^{er} avril, on profite de la présence à Chantilly de deux membres de la Convention, Thibaut et Bezard, envoyés pour surveiller les fouilles faites dans le château; on leur représente qu'une somme de 6.000 livres « est due à l'hôpital par le ci-devant prince de Condé pour la pension des vétérans », et qu'il serait facile de la prendre sur les revenus des biens confisqués. Le Département octroya 4.000 livres, dont l'emploi fut ordonné le 18 mai : 1.000 livres à Mme Mauny, bouchère, 200 à Fasquel, 120 à Marquis, 900 à Devailly; paiement des gages des sœurs et des domestiques jusqu'au 1^{er} avril.

Le chapelain Genty cessa ses fonctions le 15 mai pour prendre la cure de Brenouille; le vicaire constitutionnel Laurent est chargé de dire la messe à l'hôpital les fêtes et dimanches, moyennant 200 livres par an, « laquelle somme lui sera payée au prorata du temps que nous aurons besoin de ses services » (10 juin 1793); les administrateurs paraissent prévoir que ce besoin ne se fera plus sentir longtemps. Genty ayant emporté un surplus, on lui écrit qu'il ait à le remettre sous trois jours, « sinon il sera obligé de le payer comme très bon ». Quant au vicaire Laurent, son service cessera le 15 octobre suivant, date de la suppression du culte à Chantilly.

La Société populaire et le Comité de surveillance veillent alors à l'observation des bons principes, et il est dangereux de résister à leurs injonctions. Dès le 10 juin, les administrateurs arrêtent « que les fleurs de lis qui figurent et représentent les armes du ci-devant prince seront supprimées » ; mais ils ne se pressent pas de faire exécuter cette décision ; la Terreur les y forcera bientôt. Le 1^{er} septembre, « est arrêté que les fleurs de lis qui sont sur la croix au-dessus de l'horloge seront ôtées sans délai ». Le 12 septembre : « Le cⁿ Cléret, chaudronnier, effacera les fleurs de lis qui sont sur les alambics dans l'apothicairerie ; le cⁿ Léger, serrurier, celles des aiguilles du cadran, de la croix de la cloche au-dessus de la salle des hommes » ¹. Le 25, on décide de mettre « un drapeau avec un bonnet de la liberté au-dessus de l'horloge de la porte d'entrée de la cour de l'hôpital ».

On a vu plus haut que trois sœurs de Sainte-Marthe étaient demeurées à l'hôpital ; l'une, la sœur Élisabeth, partit le 7 juin 1793 ; le mois suivant, les administrateurs récompensent par une gratification de 12 livres les deux autres sœurs, Émilie et Angélique, « pour les soins qu'elles ont pris de la maison par la surcharge des occupations que l'absence de la troisième sœur leur a occasionnées » ; ils décident que leur traitement annuel sera porté à 200 livres. Déjà on avait décidé que, « les deux domestiques femelles faisant le travail de quatre, il était de toute justice de leur donner une augmentation de gages » (100 livres par an). La sœur Élisabeth n'étant pas revenue, son compte fut liquidé le 9 décembre suivant ; on tint à sa disposition « la somme de 27 livres six sous, six chemises, quatre jupons et d'autres effets ».

L'administrateur Devaux donna sa démission au mois de juillet 1793. Au commencement de septembre, le château fut converti en prison pour recevoir les suspects du département

¹ C'est l'administrateur François Moreau, marchand de bois, qui transcrit les délibérations sur le registre ; il n'était pas ferré sur l'orthographe, ce dont il serait d'ailleurs puéril de lui faire un reproche : il écrit *allant bic* pour *alambic*, *maccimomme* pour *maximum*, *clauche* pour *cloche*, *taccée* pour *taxée*, *side* pour *cidre*, etc., etc. Pour lui, hôpital est toujours féminin.

de l'Oise ; en dépit des gages qu'ils avaient donnés aux idées nouvelles, le curé Rouard et Nicolas Morin ne furent pas trouvés purs et furent incarcérés ; il ne resta donc que Paul Devailly et François Moreau pour administrer l'hôpital. On vit alors au jour le jour. On achète un sac de farine le 5 octobre, un autre le 10. Le 15, « la viande a été taxée à onze sous la livre et tambourinée ». Le 24, on délibère « qu'il faut faire battre l'avoine le plus tôt possible et qu'il faut un sac de farine » ; Moreau fera des démarches « pour percevoir la rente de l'hôpital sur l'Hôtel-de-Ville de Paris ». Le 3 novembre, « il sera payé par le cⁿ F. Moreau, l'un des administrateurs, un sac de farine de 325 livres, de même que deux sacs de blé ; le cⁿ Fasquel, marchand de vin, fournira deux pièces de cidre et une pièce de vin ; la petite lingerie sera fermée par deux serrures ; on fera rentrer les fagots sous le hangard par les cadets ». Il est à croire que ces dernières précautions étaient inspirées par la présence à Chantilly d'un détachement de l'armée révolutionnaire préposé à la garde du château et composé des pires éléments.

Le 26 octobre, la lettre suivante fut adressée à la Commission des Secours : « Citoyens. Le séquestre ayant été mis sur les biens de l'hôpital de Chantilly, les administrateurs qui les géroient alors se sont vus obligés d'évacuer les vétérans qui avoient été reçus dans cette maison. A leur sortie il a été prouvé qu'il étoit dû par l'émigré Condé la somme de 6.000 livres, dont 4.000 ont été payées. Les administrateurs de cette maison, réduits au nombre de deux par la démission d'un de leurs collègues et deux en état d'arrestation, se trouvent dans le dernier embarras pour faire subsister cette maison, qui renferme dans son sein, journée roulée, 40 personnes, et elle se trouve encore obligée de recevoir journellement des militaires passagers. Nous vous supplions donc de vouloir bien nous faire payer la somme de 2.000 livres, et 3.000 livres dues par une rente fondée par l'émigré Condé » (c'est la rente fondée par Charlotte de Montmorency et dont trois années restaient dues).

Le 7 novembre, on reconnaît la nécessité de nommer un économe, et le cⁿ Mollard consent à reprendre des fonctions

qu'il avait déjà exercées et qu'il ne conservera pas longtemps. Le 20, Moreau est chargé d'acheter deux sacs de blé ; le couvreur Jambon reçoit l'ordre de « retirer deux croix, savoir l'une au dessus du fronton et l'autre au dessus de la porte d'entrée » ; on enlève aussi la grille de fer de la chapelle. Le 27, il est jugé « convenable de retirer tout ce qui concerne l'autel de la chapelle et de le mettre dans la sacristie ». Le 3 décembre, « les administrateurs étant assemblés ont délibéré qu'il étoit nécessaire que le cⁿ Moreau, l'un des administrateurs, continue la fourniture du bois, comme de faire part d'une lettre du cⁿ Gris-Pastellot, fermier de l'hôpital (à Larrey), aux citoyens officiers de la Municipalité, au Comité de surveillance et à la Société populaire ; que le cⁿ Léger mettra une serrure à la chambre à coucher des anciens vétérans ; que les lits qui sont dans la salle des femmes incurables seront transportés dans le dortoir des sœurs ; qu'il sera acheté par le cⁿ Billaux, jardinier de l'hôpital, quatre voitures de fumier pour mettre sur les artichauts ; que le cⁿ Louis, horloger, rétablira l'horloge et en aura le soin ».

Du 16 décembre au 8 janvier 1794, les délibérations sont signées du maire Thomas, des commissaires Barthélemy Hautin le jeune, Petron, Souchet, Moreau fils. C'est que la misère s'aggrave et qu'il faut trouver des ressources à tout prix ; on étudie les titres de l'hôpital, les contrats de rente, les baux. Le 30 décembre, « les commissaires ont délibéré qu'il seroit écrit au cⁿ Bezard de Liancourt ¹, député de la Convention, pour lui demander de passer à Chantilly pour le prier de faire avoir des secours aux pauvres de l'hôpital » ; dans le cas où il ne passerait pas par Chantilly, les commissaires se rendraient près de lui à Soissons. Le 8 janvier 1794, on décide qu'il sera dressé un état de l'actif et du passif de l'hôpital ; cet état « sera présenté au citoyen représentant de la Convention Nationale pour obtenir un emprunt de 50.000 livres, laquelle somme sera employée à payer les dettes et arrérages de l'hôpital ». Sur la proposition de Bezard, la Convention ordonna,

¹ François-Simon Bezard était avocat à Liancourt avant d'être député à la Convention.

le 26 janvier, la main-levée du séquestre mis sur les biens de l'hôpital dans le département de la Côte-d'Or ; le registre des délibérations mentionne, à la date du 30, les remerciements adressés à Bezard par le maire Thomas, le commissaire Denis Moreau, les administrateurs Devailly et François Moreau. Les formalités administratives, les expertises, les règlements de comptes avec les fermiers prirent encore six mois, et ce n'est qu'en juillet 1794 que les premiers fonds arrivèrent de Bourgogne.

Le 17 février 1794, le Conseil de la Commune compléta le bureau d'administration de l'hôpital par la nomination de Guillaume-Pierre Leportier, d'Armand-François Delope et d'Antoine-Barthélemy Desfebves. Depuis 1774, Leportier était aubergiste à Chantilly, à l'enseigne *Saint-Louis* (n° 37 de la rue du Connétable) ; les deux autres sont des nouveaux venus ; Desfebves-Dannery avait acquis, le 18 novembre 1793, l'hôtel de la Capitainerie (n° 14 de la rue du Connétable), confisqué sur le prince de Condé ; intelligent et instruit, il était entendu en affaires. L'économe Mollard s'étant retiré, il fut remplacé par la citoyenne Perdrix ¹, dont le mari, Jean-François, ancien peintre des chasses du prince de Condé, devenu farouche jacobin, s'était fait nommer concierge du château-prison et se distinguait par sa brutalité envers les malheureux suspects.

Le premier soin du nouveau conseil fut de dresser un état exact des créances et des dettes de l'hôpital ; celles-ci étaient formidables, car les emprunts conclus depuis 1786 restaient à rembourser ; mais pour le moment il n'y avait pas à s'en tourmenter, les prêteurs ayant presque tous émigré. Il s'agissait surtout de payer les fournisseurs et le personnel, et il fallait tout d'abord réaliser les créances, ce qui devait prendre du temps. Aussi recourt-on à tous les expédients ; le 6 mars 1794, on décide qu'un inventaire sera fait « des objets qui se trouvent dans les lieux appelés ci-devant la sacristie et la classe des

¹ Après la réception de cette lettre : « Citoyens administrateurs. Dans la séance du 5 nivôse, la Société populaire de Vineuil a arrêté que la citoyenne Perdrix seroit désignée aux citoyens administrateurs de l'hôpital de Chantilly pour être économe. Salut et fraternité. Brulon, Boucher » (4 janvier 1794).

enfants » ; ceux qui seront jugés inutiles devront être vendus. Le linge de la chapelle sera remis à la ^{c^{nne}} Perdrix pour augmenter la lingerie. Les délibérations suivantes mentionnent « les besoins urgents et les plus nécessaires où se trouve l'hôpital,la détresse accablante où est réduit l'hôpital, le manque de fonds pour payer le blé, les boissons... » ; Devailly et Moreau sont priés de continuer leurs avances là où le crédit fera défaut. Puis, comme rien ne vient de la Côte-d'Or, Desfebves se fait donner pleins pouvoirs et se rend à Châtillon-sur-Seine et à Larrey. Il y demeura deux mois, et en rapporta 31.000 livres. Il rendit compte de sa mission le 27 août, et fit approuver par le Conseil général le paiement des dettes pressées. On écrivit en même temps à la sixième Commission des Secours pour lui exposer les urgents besoins de l'hôpital ; la Commission promit d'y pourvoir et demanda tout d'abord des états de situation : actif, passif, dépense annuelle, etc., etc. Ces états furent rapidement fournis ; nous ne retiendrons ici que l'état de la dépense annuelle, évaluée à 31.480 livres. Le personnel se compose alors du chirurgien Gattré, de la citoyenne Perdrix, économe, d'un jardinier, Billaux, avec un aide, d'un boulanger, François, d'une fille pour l'entretien du linge, Lisette, d'une fille de salle, Suzon, d'une cuisinière, Catherine, avec deux aides ; le nombre des incurables n'est que de 13, hommes et femmes. En outre on observe que, « bien que cet hôpital soit civil, il reçoit néanmoins divers militaires de passage, auxquels l'humanité ne doit ni ne peut se dispenser de donner des secours, ce qui peut augmenter le nombre des malades et, en conséquence, la dépense ». Enfin il faudrait un portier pour le service extérieur.

Avec les 31.000 livres rapportées par Desfebves, on s'était empressé de payer les dettes criardes, et on n'avait réservé qu'une somme de 800 livres qui fut bientôt épuisée. En novembre, la sixième Commission des Secours accorda un subside de 6.000 livres qui fut accueilli avec reconnaissance. Du 15 septembre au 19 décembre 1794, la dépense fut de 5.146 livres : « Les dépenses seront vraisemblablement plus considérables dans les mois futurs, en ce qu'il y avoit à la fin de fructidor dernier dans la maison des objets de consommation journalière,

et notamment dans l'apothicairerie un fonds de médicaments qui nécessairement à la longue doit s'épuiser ou s'amoindrir, de plus qu'il y a diverses choses dont il a fallu se priver par l'impossibilité de se les procurer ; en outre, les gages ou salaires devront former une somme plus considérable, soit pour ceux de l'officier de santé qui réclame 1.500 livres au lieu de 600 qu'il avoit, et aussi l'économe (la ^{c^{me}} Perdrix), laquelle, sans appointemens, avoit demandé 600 livres » ; il faudra aussi nommer une aide-économe, et avoir une personne de plus pour cueillir les légumes.

On traverse alors une période de disette ; le blé est rare, et le « contingent » attribué à l'hôpital n'est pas suffisant pour la consommation ; aussi François Moreau est-il chargé par ses collègues de faire tout ce qu'il pourra pour « acheter du blé ou de la farine de gré à gré pour donner de la subsistance aux pauvres dudit hôpital » (16 février 1795). Un mois plus tard, on se plaint au District de Senlis « que lorsqu'on distribue les grains pour la commune de Chantilly cette maison n'a jamais son contingent rempli à proportion de son nombre de pauvres ». On écrit au ^{cⁿ} Robiquet, commissaire du Bureau militaire, « qu'il veuille bien nous envoyer la somme de 3000 livres pour le quartier à échoir » le 19 mars. Le 21, « les administrateurs provisoires de l'hôpital de Chantilly se sont rassemblés à leur bureau conjointement avec les deux commissaires nommés par la municipalité et pris dans son sein, savoir le ^{cⁿ} Devaux, maire, et le ^{cⁿ} Manceau, secrétaire de la dite commune, à l'effet de vérifier l'état de recette et dépenses faites pour le service de l'hôpital pendant le trimestre dernier, et de présenter au Comité des Secours de la Convention un mémoire motivé de ses besoins pour le trimestre prochain ». Ce mémoire est transcrit sur le registre des délibérations ; nous n'en citerons que le passage suivant : « Il est absolument nécessaire et indispensable que cet hospice ait toujours quelques fonds d'avance pour les dépenses journalières, comme grains, farines, beurre, œufs, lait, et plusieurs autres objets de première nécessité, ce qu'absolument on ne peut se procurer qu'en payant aussitôt ; faute de ces fonds dans les mains, il est de toute impossibilité de faire subsister ledit hospice ; et encore combien de peines,

de soins et d'inquiétudes n'éprouve-t-on pas à trouver ces objets ! Le détail des peines que se donne la municipalité pour se procurer du blé ou farines ou grains dans un canton qui ne comporte que bois et sables, seroit bien long, mais il seroit trop vrai et pénible pour vous et pour nous ».

La réaction qui suivit la Terreur devait se faire sentir à Chantilly comme ailleurs, et provoquer un changement de personnes dans l'administration de l'hospice comme dans celle de la ville. D'ailleurs, Devailly, qui avait assumé les fonctions de trésorier, mourut à la fin de mars ; Desfebves alla résider à Paris ; il ne restait que Delope, François Moreau et Leportier ; ceux-ci donnèrent leur démission le 2 avril. Le même jour, le Conseil municipal renouvela l'administration de l'hôpital « et choisit les citoyens Paillard, Patin (notaire) et Moreau fils (Denis), trésorier, pour, conjointement avec les citoyens Delope et Bougon, membres du Conseil, surveiller les opérations de cette maison ». Il décida en même temps « qu'aucun citoyen remplissant des fonctions dans cet hospice ne pourra entrer dans les marchés ni adjudications qui auront rapport à la dépense de cette maison » (ceci visait feu Devailly et François Moreau, qui avaient été fournisseurs de l'hospice en même temps qu'administrateurs). La citoyenne Perdrix déclarant manquer d'argent, le trésorier Moreau fils s'offrit à lui faire l'avance de 400 livres, et y fut autorisé.

Le 7 avril 1795, la Municipalité invita les administrateurs à loger provisoirement à l'hôpital « dix-huit cavaliers envoyés pour les intérêts de la République », ce qui fut fait. Le 16, les comptes de l'administration précédente furent approuvés, au nom du Conseil général de la commune, par les citoyens Malus, maire, Hautin jeune et Duquesnoy, officiers municipaux, Loiseau, Deshayes, Manceau, secrétaire. Le cⁿ Paillard remit une somme de 7.800 livres accordée par la Commission des Secours et délivrée par le cⁿ Chailly, receveur du District de Senlis. Le 7 mai, on admit, ce qui ne s'était pas fait depuis longtemps, un cadet et une cadette ; le jardinier reprit son ancien logement, et on nomma un portier. On espère revenir peu à peu à une existence normale ; on commence à servir les intérêts des emprunts, en souffrance depuis trois ans. Mais

voici que la situation empire ; le fermier de Larrey ne donne pas signe de vie ; la dépréciation des assignats, la rareté et la cherté des vivres, amènent une profonde détresse. Il faut interdire aux cadets de mendier dans les rues et les maisons, et c'est avec un cri d'angoisse qu'on s'adresse à la Commission des Secours, le 19 septembre, en lui soumettant mémoires et états : « Vous y trouverez les détails exigés par vos instructions ; vous y verrez que cet hospice est composé en ce moment de 52 individus, qu'il a les plus grandes peines à se procurer la première des subsistances, *du pain*. Nous sommes aussi effrayés qu'affectés, Citoyens, de vous présenter un pareil état, vu la progression énorme de chaque denrée ; mais tous les moyens tentés, soins, économie, retranchement même du nécessaire, puisque à des vieillards de 75, 80 ans et plus on ne donne plus de vin, enfin ce qu'il est absolument possible de faire en épargne n'a pu porter cette dépense à moins ». D'un trimestre à l'autre, la dépense du pain monte de 846 livres à 9.119, celle de la viande de 613 à 3.350, et ainsi du reste. « C'est avec une douleur bien grande que nous voyons ces différences, et également affligés de ne voir aucun moyen d'amoindrir ces dépenses, au contraire ! L'hospice doit en ce moment à la Municipalité de ce lieu une somme de 5 à 6.000 livres pour avances faites par elle pour achats de grains ; c'est par ses bons soins qu'est fourni cet hospice de cette denrée de première nécessité... Les créanciers nous sollicitent sans cesse ; les rentes leur sont dues depuis le 1^{er} juillet 1792... ».

La responsabilité paraît trop lourde aux citoyens Manceau, Delope, Patin ; ils donnent leur démission. La Municipalité les remplace les 1^{er}, 10 et 15 décembre, par les citoyens Deshayes, Gibert et Bonnemain, qui ont le courage d'accepter et prennent place, le 21, aux côtés du citoyen Bougon. La première chose qu'ils entendent est un cri de faim ; la citoyenne Perdrix, économe, « expose qu'elle manque absolument de pain, qu'il n'existe dans l'hospice aucunes farines à sa disposition pour en fabriquer, et qu'il est urgent d'y pourvoir pour empêcher que les malades ne manquent des secours les plus urgents ». On supplie aussitôt le citoyen Louis-Pierre Duquesnoy, agent municipal, de faire remettre à la citoyenne Perdrix un sac de

farine de 325 livres. Puis on se retourne du côté de la Bourgogne ; Gibert est chargé de faire le voyage, mais il ne connaît ni le pays, ni les fermiers ; l'ancien administrateur Desfebves, retiré à Paris, est au courant mieux que personne ; on demande son concours, on le prie d'accompagner Gibert à Larrey ; il accepte.

Bonnemain donne sa démission ; Brullon le remplace à son tour ; le citoyen Marozeau est nommé administrateur (1^{er} mars 1796). Les créanciers refusent les assignats, même les mandats ; les employés de la maison les imitent. Les meuniers du canton ne veulent traiter pour la subsistance de l'hospice que s'ils sont payés au comptant, et en numéraire. Une souscription est ouverte : la veuve Moreau donne 72 livres, son fils Denis 98, Marozeau 24, les demoiselles Aubry 18, le maître-de-poste Chalot 14, le notaire Patin 12, le mercier Picque 12, etc., etc... Bougon et Deshayes se rendent au marché de Senlis ; ils achètent trois sacs de blé pour 20.000 livres en assignats et deux sacs pour 44 livres en numéraire ; en outre, Bougon se rend à Nogent et achète chez le laboureur Charles Martin trois sacs de blé froment pour 72 livres en numéraire ; on voit l'énorme disproportion entre le papier déprécié et l'argent monnayé : 277 livres en assignats valaient une seule livre en argent. On s'explique dès lors les prix fantastiques qu'atteignaient tous les objets, et l'énormité des sommes mises à la disposition de la citoyenne Perdrix pour faire vivre l'hôpital au jour le jour. On comprend aussi que les créanciers de l'hôpital aient refusé le paiement en assignats ; c'eût été pour eux la ruine (avril-mai).

Au mois de juillet 1796, l'administration fut informée que, l'hôpital jouissant maintenant de ses biens, la Commission des Secours cessait d'envoyer des subsides. Or, les baux des fermes n'arrivaient à terme qu'à la fin de l'année ; les premières rentrées devaient être consacrées à d'importantes réparations de bâtiments, à la reconstruction d'une grange incendiée ; on ne pouvait espérer aucun recouvrement avant trois mois, et cependant il fallait vivre. L'administration dut se résoudre à proposer la vente des objets inutiles, entre autres l'argenterie, les ornements et le linge de l'ancienné chapelle. Un inventaire de ces objets fut aussitôt dressé :

« Dans la salle dite la Lingerie. Objets servant au culte. — Sept cartons couverts de diverses étoffes ; quatre chasubles de différentes couleurs ; une soutane d'étamine noire ; onze étoles de différentes couleurs ; cinq morceaux pour couvrir le calice, dont un brodé en or ; dix aubes de linon batiste ; deux surplis de linon batiste ; six garnitures d'autel en gaze, linon et dentelle ; une garniture d'aube de linon ; un morceau de dentelle carré ; une demi-pièce de gaze ; d'autres morceaux de dentelle d'église.

« Dans la salle dite de l'Ecole. Boiseries qui ont été retirées de l'église. — Plusieurs morceaux de boiseries, tels que parquet, cadres, prie-dieu, armoires, maître-autel, tabernacle, marche-pied, consoles garnies de leurs tablettes de marbre, confessionnal et autres parties de boiseries ; une grille servant au chœur de l'église, déposée dans la cour des Remises de Chantilly.

« Argenterie. — Une grande cuiller à soupe ; une à œil, une à sucre, une à ragoût ; quinze couverts ; six cuillers à café ; un gobelet gravé. — Cuivre, vingt tourtières ».

Il est à remarquer qu'il n'est pas question ici des calices, ciboires et autres objets en argent ou métal quelconque ; ces objets avaient disparu lors de la suppression du culte, aussi bien ceux de l'hôpital que ceux de l'église paroissiale.

Ce ne fut pas sans un certain serrement de cœur qu'on dut envisager cette mesure extrême ; aussi les administrateurs se couvrirent, non seulement de l'autorité communale, représentée par l'agent municipal Villain et son adjoint Demailly, mais aussi de l'autorité cantonale, car l'hôpital était alors l'hôpital civil du canton de Chantilly. L'administration municipale du canton avait pour président le citoyen Leriche ¹ et pour secrétaire Ricquier. Ceux-ci approuvèrent la proposition et la transmirent au Département ; mais on n'attendit pas la réponse

¹ Leriche est sans doute ce Michel-Josse Leriche, peintre en porcelaines, que Christophe Potter avait attaché à sa fabrique le 25 mars 1792 ; il était marié à Barbe Desprez. L'organisation administrative comprenait donc alors un conseil cantonal au-dessus des conseils de commune. « L'agent municipal » Villain est en réalité le maire de la commune de Chantilly.

pour décider que l'argenterie serait immédiatement vendue ; elle pesait quatorze marcs six onces quatre gros. « C'est le seul moyen qui reste à l'administration pour fournir à l'entretien et au soulagement des malheureux de l'hospice jusqu'au moment où les fermages pourront être perçus » (29 juillet). On retarda tant qu'on put la vente des objets du culte, et finalement on y renonça.

A la fin d'octobre, Desfebves-Dannery, qui avait prolongé son séjour en Bourgogne pour s'occuper activement des affaires de l'hôpital, annonça son retour ; il rapportait 3.332 livres en numéraire ; c'était le salut. Toutes difficultés avec les fermiers étaient arrangées, et les revenus devaient dorénavant rentrer normalement. Aussi le ^cn Desfebves-Dannery fut-il chaudement remercié, d'autant plus qu'il promit de s'employer à faire reconnaître à l'hôpital la propriété des rentes fondées par les princes de Condé. Dans la même séance, en vertu d'une loi récente qui chargeait « toutes les administrations municipales de nommer une commission composée de cinq citoyens résidant dans le canton pour régir les hospices civils établis dans leur arrondissement », le citoyen Manceau fut adjoint aux citoyens Toussaint Bougon, Deshayes, Marozeau et Gibert, Denis Moreau restant trésorier (12-14 novembre 1796). Le mois suivant, Marozeau quitta le canton et dut donner sa démission ; il fut remplacé par le ^cn Loyseau (16 décembre).

A ce moment, les assignats ont été convertis en mandats, mais ce nouveau papier ne rencontre que défiances, et les employés de l'hôpital déclarent que s'ils ne sont pas payés en numéraire ils quitteront tous la maison. Il fallut transiger avec eux pour ce qui leur était dû, et leur promettre pour l'avenir le paiement régulier de leurs gages. Le 13 décembre, le citoyen Deyeux, maître en pharmacie à Paris, se trouvant de passage à Chantilly, fut prié d'inspecter l'apothicairerie, d'en accepter la direction (ce qu'il fit à titre gratuit), et de l'approvisionner de drogues et médicaments. On termine l'année par l'achat d'une vache et de cent bottes de paille, pour quoi on paye 135 livres au ^cn Dusignon, et par l'achat de deux cochons, du prix de 60 livres. Mais si l'on fut content de la qualité des drogues fournies par les soins du ^cn Deyeux, on le fut beaucoup moins

du prix, qui parut excessif. La confiance revient, mais si l'espoir d'une meilleure situation est légitimement permis, il reste un lourd passé à liquider, et l'administration doit se montrer économe et prudente.

En 1797, quelques cadets sont admis à l'hôpital. On s'occupe des réparations à faire aux bâtiments, négligés depuis plusieurs années ; des marchés d'adjudication au rabais sont passés avec Louis-Nicolas Jambon, couvreur à Saint-Firmin, Jean-Pierre Citerne, vitrier à Chantilly, etc. Le citoyen Desfebves-Dannery fait de nouveau le voyage de Bourgogne pour procéder au renouvellement des baux et à la vente des bois ; le 17 octobre, l'administration lui témoigne « sa satisfaction et son contentement tant pour le succès du voyage que pour les deux autres précédents, où ce citoyen a purgé l'hospice d'anciennes chicanes, en éteignant avec les fermiers des contestations envenimées préjudiciables au bien de l'hôpital, et en terminant d'anciens comptes qui étoient restés en litige, lesquels voyages ont été faits par le cⁿ Desfebves sans aucune indemnité honorifique quelconque ».

Le 27 octobre, le cⁿ Loyseau déclare « qu'étant nommé agent municipal de Chantilly par la municipalité du canton, il ne peut plus exercer les fonctions administratives de l'hospice » ; ce cumul étant interdit par la loi. Le 17 novembre, l'administration municipale du canton le remplaça par le cⁿ Darbonne. Ce « citoyen Darbonne » se nommait en réalité Hervé d'Arbonne (Antoine-Jean-Baptiste) ; ancien grand-maître des Eaux et Forêts de la généralité d'Orléans, il avait habité Saint-Firmin jusqu'en 1793, avait été incarcéré au château, puis s'était fixé en septembre 1794 à Chantilly, dans la maison des demoiselles Aubry (aujourd'hui n° 56 de la rue du Connétable). Marié à Marie-Charlotte Bergeret, il était allié aux familles Hocquart et Seroux de Bienville. Il mourut à Chantilly le 9 mai 1812, âgé de 78 ans.

Le registre des délibérations ne dit pas pourquoi le cⁿ Gibert fut destitué de ses fonctions d'administrateur de l'hospice, le 21 février 1799, par l'administration municipale du canton, qui le remplaça, le 24, par Barthélemy Vaugien, artiste vétérinaire à Chantilly. Il se produit alors un renouveau de jacobin-

nisme, et les éléments modérés sont en butte à la persécution. Hervé d'Arbonne donne sa démission ; il est remplacé le 31 mars par le ^{cⁿ} Mérien, de La Morlaye. Le 11 juillet, Toussaint Bougon est destitué comme parent d'émigré ; il est remplacé le 13 septembre par le ^{cⁿ} André Vion, de Chantilly. La citoyenne Perdrix, dont le mari avait joué un rôle odieux sous la Terreur, se fait décerner des félicitations par l'administration municipale du canton, qui visite en corps l'hôpital. Elle fut cependant l'objet, l'année suivante, d'accusations qui provoquèrent une enquête, d'où s'ensuivit un règlement d'ordre intérieur : « Comme l'époux de la citoyenne Perdrix n'a aucun emploi dans la maison, il cessera d'y coucher, afin qu'étant rendu à son domicile il y jouisse de sa liberté » ; la porte de l'hospice sera fermée à 9 heures du soir ; le portier ne prêtera la clef à personne ; il surveillera les entrées et sorties, etc. (10 octobre 1800).

C'est alors le sous-préfet qui exerce la haute surveillance sur l'administration ; le ^{cⁿ} Juéry, sous-préfet de Senlis, visite l'hôpital le 22 avril 1800 ; son autorité est réelle, car c'est lui qui prononce l'admission d'une fille enceinte, afin qu'elle puisse faire ses couches dans de bonnes conditions (février 1801) ; c'est à lui que la Commission fait part de la démission du ^{cⁿ} Vaugien, en le priant de pourvoir à son remplacement. Le 28 juin 1801, « il a été fait lecture de la lettre du ^{cⁿ} Juéry, sous-préfet de l'arrondissement de Senlis, ayant la surveillance de cet hospice, laquelle porte que, conformément à la décision du Ministre de l'Intérieur du 25 floréal dernier, et d'après les principes consacrés par l'arrêté des Consuls du 29 germinal, le maire des lieux où sont situés les hospices et les commissions de bienfaisance doit être membre né de la commission, en avoir la présidence, et, en cas de partage d'opinion, avoir voix prépondérante. En exécution de ces dispositions, le citoyen Patin, maire, a sur le champ entré en fonctions et a occupé la présidence ». Ce fut le signal de la disparition de la ^{c^{nne}} Perdrix ; elle donna sa démission en prétextant son âge et ses infirmités, et la femme du sous-préfet de Senlis lui chercha une remplaçante, qui fut la ^{c^{nne}} Humbert, âgée de trente-cinq ans (18 août).

L'hôpital paraît alors avoir retrouvé son ancienne prospérité. Le compte général du trésorier Denis Moreau pour l'an IX s'établit par une recette de 40.597 fr. 92 c. et une dépense de 20.704 fr. 50 c. ; aussi nomme-t-on régulièrement des incurables aux places vacantes ; on recueille aussi les enfants abandonnés (une quinzaine en quelques années). Les fournisseurs n'éprouvent plus de retards dans le paiement de leurs mémoires, non plus que les créanciers pour les intérêts des prêts. Toutes les délibérations sont alors signées de Patin, maire, Manceau, Deshayes, Mérien ; ce dernier se retire en novembre 1801. Pour compléter le conseil d'administration, le préfet de l'Oise nomma les c^{ns} Hervé d'Arbonne et Whitehill, qui refusèrent, et, à leur place, les c^{ns} Bougon et Pigory, qui acceptèrent et furent installés le 30 novembre. L'industriel Pigory s'était fixé depuis peu à Chantilly, où il s'efforçait de relever la fabrication de la porcelaine ; il était aussi marchand de dentelles. Il sera maire de Chantilly après M. Patin, fera de mauvaises affaires et perdra toute sa fortune.

En 1801, le pays est complètement sorti de l'anarchie. A Chantilly, les passions politiques sont apaisées ; l'administration de la ville, comme celle de l'hôpital, est aux mains d'hommes modérés, dont la plupart ont connu l'ancien régime ; l'église est ouverte au culte, et l'ancien curé, Robert, a repris l'exercice de son ministère. Il semble bien qu'on ait désiré dès lors le retour des sœurs de la Charité, car des lettres furent échangées en avril 1801 entre les administrateurs de l'hôpital et la supérieure générale, la sœur Deleau, qui habitait Paris, rue du Vieux-Colombier, 746. Plusieurs lettres d'elle sont conservées dans les archives de l'hospice ; dans la première, elle dit qu'elle veut bien donner une sœur pour le service des pauvres ; mais elle désire savoir quelle est celle qui réside encore à Chantilly, ignorant jusqu'alors qu'il en fût resté une. Il en était resté deux, mais pas de son ordre. Les sœurs de Sainte-Marthe Émilie et Angélique, chassées de l'hôpital par la Terreur, n'avaient pas quitté Chantilly, où elles s'étaient établies comme gardes-malades. Le 16 avril, la sœur Deleau écrit que trois sœurs ne suffiront pas pour le service de l'hôpital ; elle a en vue deux sœurs : « l'une étoit supérieure lors de la Révolution

et avoit occupé cette place plusieurs années dans votre hospice ; sa compagne étoit aussi dès lors avec elle... ; il ne m'est pas possible d'acquiescer à la demande que vous me faites de ma sœur Hurès ; la proximité de sa famille est déjà un obstacle... et elle a 70 ans... ». La congrégation des sœurs de la Charité ne faisait que renaître ; il ne fut pas possible de trouver un personnel suffisant pour l'hôpital de Chantilly, et la négociation fut abandonnée. Ce n'est qu'en 1816 que les filles de la Charité rentreront à l'hospice Condé.

VI. — 1802-1814

L'année 1802 s'ouvre par la promulgation d'un règlement rédigé par le sous-préfet et homologué par le préfet. Conçu en dix-neuf articles, il ne parut pas assez précis aux administrateurs de l'hôpital, qui, le 16 janvier, le complétèrent par un autre règlement en quarante-deux articles précédé de ce dispositif : « Considérant que les réglemens qui jusqu'à ce jour ont régi l'hospice de Chantilly sont tombés de désuétude par l'effet de la révolution qui s'est opérée en France ; que leurs dispositions sont aujourd'hui en opposition tant avec les principes du gouvernement actuel qu'avec la tenue de l'hospice en lui-même, dont le régime est totalement changé ; considérant enfin que le règlement homologué par le préfet du département est insuffisant, l'administration y a ajouté ce qui suit..... Direction intérieure confiée à une femme sous la désignation d'économe ; salle des hommes malades, 14 lits ; salle des femmes malades, 7 lits ; exclusion des malades atteints de maladies contagieuses ; discipline des salles, rôle de l'officier de santé, des infirmières ; salle des hommes incurables, 18 ; habit brun uniforme, boutons jaunes, veste et culotte brunes ; six femmes incurables habillées uniformément en étoffes brunes ; discipline des incurables, réfectoire, travail, etc. ; fonctions du portier ; attributions des administrateurs.

Les marchés d'adjudication au rabais n'avaient pas toujours donné satisfaction, et il avait été déjà décidé que Turquet de Senlis fournirait seul la toile. On voulut conserver à Martignon, épicier à Chantilly, la fourniture des épiceries, mais à certaines conditions : « Le fournisseur achètera à son compte, en maison de première main et comme à Paris (et ce tant que le système du commerce fera de Paris l'entrepôt du commerce des provinces) ; il livrera directement de l'entrepôt de Paris dans l'hospice les marchandises qui lui seront demandées ; les factures de la maison de Paris seront jointes aux livraisons, et



sur leur vu, sans que l'hôpital soit chargé d'aucuns frais, il sera alloué une commission de six pour cent au fournisseur ». Des conditions analogues furent imposées à Picque, marchand drapier et mercier.

En janvier aussi, on régla que les incurables recevraient une paire de bas par mois, un mouchoir par semaine, les hommes une coiffe de nuit de toile blanche par quinzaine, et les femmes un fichu « pour mettre sur le col. Enfin, » pour remplacer les secours à domicile, on institua les soupes économiques, distribuées chaque jour. Le 6 février, « l'administration, voulant utiliser les bras des incurables sans les fatiguer, et assigner à chacun d'eux l'ouvrage qui lui est destiné, se propose d'accorder à chacun la gratification suivante, qui lui sera payée par quinzaine : 6 livres aux femmes Allart, Lepauvre, Sourdet, Vinet ; 12 livres à Thomassin, James, Laversin, Volard, Vignon, Dalberge, Guy et Chevalier ; 18 livres à Durand pour les simples qu'il procure à l'hospice et les soins qu'il apporte à la recherche des fleurs et des plantes ». Le 13, on décide que l'hospice recevra des malades payants, à raison de 20 s. par jour pour le logement, le lit, les draps et les serviettes ; ils paieront en outre, sur mémoire fourni, les frais de garde-malade, l'usage du bois de chauffage, les visites et pansements de l'officier de santé, les drogues et médicaments, enfin les aliments. Considérant en outre que « l'hospice peut être également utilisé et l'humanité secourue en offrant aux fortunes médiocres un asile et un traitement assimilé à celui des incurables », l'administration crée trois classes de pensionnaires : « La première, de 236 livres par an, ne recevra que la nourriture ; elle pourvoira à son habillement et blanchissage et se fournira de lit et des objets qui y sont propres ; la seconde classe, de 256 livres par an, ne recevra en sus de la première que le blanchissage ; la troisième, de 360 livres, sera nourrie, blanchie et habillée ». Le citoyen Blochet, horloger à Chantilly, après avoir exposé ses malheurs, « a été reçu pensionnaire de la seconde classe, à la charge d'entretenir l'horloge de la maison, celle de la commune, et de travailler de son état au compte de la maison jusqu'à concurrence du montant de sa pension ». Enfin une chambre de consultations est mise à la disposition de l'officier de santé, et

la fourniture des drogues est continuée au ^{cn} Delaunay, apothicaire à Senlis, ses confrères de Paris n'offrant pas un meilleur marché.

Le 27 mars 1802, les administrateurs arrêtent que la rente annuelle de 600 livres due à la fabrique de Chantilly sera remboursée à la Nation comme représentant la fabrique. Le 29 mai, ils décidèrent le rétablissement de l'école gratuite des filles, qui fut ouverte le 2 août suivant ; un règlement en 24 articles fut dressé à cet effet, précédé de ce dispositif : « Considérant que l'instruction de l'enfance prépare le bonheur des familles, civilise la société, en prescrit les devoirs, corrige les mœurs et fait aimer la vertu, que les premières leçons des enfants tiennent essentiellement aux cultes que le Gouvernement vient de protéger par la loi du 18 germinal dernier (8 avril, promulgation du Concordat), et qu'elles sont la base de l'instruction publique... ». L'instruction religieuse devait être donnée deux fois par semaine, les mardis et samedis ; l'hospice donnait gratuitement plumes, encre et papiers ; mais les élèves devaient « se fournir à leurs frais des livres classiques, qui sont l'Alphabet, le Catéchisme du diocèse, le Livre des Épîtres et Évangiles, et la Bible ». Les heures de classe prenant la journée entière, les parents ne pouvaient plus utiliser leurs enfants, et il s'ensuivit cette délibération du 20 juin 1803 : « L'administration, considérant que le but qu'elle s'est proposé par son règlement sur l'organisation de l'école gratuite des filles n'a point été atteint jusqu'à ce jour, en ce que les parents des enfants ne peuvent consacrer la journée entière de ces enfants pour l'instruction, leur infortune nécessitant qu'ils fassent concourir avec cette instruction l'apprentissage des métiers qui présentent pour l'avenir la certitude de l'existence, arrête : les élèves sont partagés en deux classes ; la première comprend les commençants, c'est-à-dire ceux qui apprennent à lire ; la deuxième comprend ceux qui, sachant lire, sont désignés pour l'écriture et les comptes. La première classe recevra ses leçons tous les jours l'après-midi, la deuxième occupera la séance du matin.

En octobre 1802, Hervé d'Arbonne fut nommé administrateur par le préfet de l'Oise, et reprit place le 6 novembre aux côtés

de Patin, Pigory, Manceau, Deshayes, Bougon. Le 18 décembre, ils accordèrent à l'abbé Robert, curé de Chantilly, l'usage de la chapelle Saint-Laurent, construite dans un coin du cimetière, « pour les services mortuaires seulement, tant pour les morts qui sortiront de l'hôpital, que pour les paroissiens de la commune qui désireroient y être présentés... En attendant que l'administration puisse fournir ladite chapelle des linges et ornemens qui lui sont nécessaires, il sera laissé à la disposition de M. le curé les ornemens qui restent à la maison... ». Un an après, le 31 décembre 1803, le conseil « déclare qu'il est nécessaire d'attacher un aumônier pour faire le service du culte en cet hospice; que l'église de la commune en étant éloignée, les malades et les incurables affaiblis sous le poids des années regrettent de ne pouvoir participer aux exercices religieux comme les autres habitans de la commune; que l'autel et les ornemens du culte qui existoient avant la Révolution ont été conservés; que ce rétablissement n'occasionneroit qu'une faible dépense; que l'aumônier, qui seroit logé vers le milieu de la commune, auroit la faculté, après avoir rempli ses fonctions à l'hospice, de rendre de nouveaux services aux habitans en participant aux offices de l'église; que les habitans qui s'en trouvent éloignés ou ceux qui sont infirmes auroient la facilité d'entendre la messe basse que l'aumônier diroit tous les jours à l'hospice, ainsi qu'il avoit été pratiqué avant la Révolution... ». Il fut arrêté que la chapelle qui existait autrefois dans la salle des malades serait rétablie; qu'un aumônier serait attaché à l'hospice, avec un traitement de 400 livres par an et une indemnité de 100 livres pour son logement. La délibération fut adressée au sous-préfet, avec invitation d'y donner son avis à l'effet d'obtenir l'homologation du préfet et l'approbation du ministre de l'Intérieur. Les autorisations furent accordées au printemps de 1804; le 2 juin, l'abbé Lagniel est nommé aumônier; le 16, on arrête « que la chapelle sera rétablie telle qu'elle étoit, si ce n'est qu'il sera construit une balustrade pour séparer les malades d'avec le public; qu'il sera acheté une croix et deux chandeliers argentés; qu'il sera en outre échangé une cuiller à sucre, un coupe-tablette et un gobelet, le tout en argent, pour se procurer un calice à pied argenté, un petit

ciboire argenté, et un petit vase pour l'huile des infirmes ». La bénédiction de la chapelle fut faite le lundi 16 juillet par M. de Bréda, ancien doyen de Senlis, assisté de MM. Juéry, curé de Creil, Robert, curé de Chantilly, Lagniel, aumônier ; le même jour, on décida que l'aumônier serait logé dans l'hospice.

Le compte du trésorier Denis « Moreau de Chantilly » (c'est le nom qu'il a pris et c'est ainsi qu'il signe) pour l'an XI (22 septembre 1802 au 22 septembre 1803) avait présenté une recette de 39.196 francs, et une dépense de 27.923 francs ; la situation financière était donc bonne, grâce à la gestion sévère de la Commission, qui veillait toujours à l'économie et ne supportait aucune dépense inutile. C'est ainsi qu'elle reprochait au chirurgien Gattré « d'affecter d'ordonner aux convalescents du mouton rôti ou grillé ou des poulets, ce qui devenoit très dispendieux pour l'hospice » ; on avait d'autres griefs contre lui : « propos indiscrets vis-à-vis des administrateurs... ; propos plus qu'inconsidérés qui aigrissoient les malades et les excitoient à l'insubordination... ». Les plaintes furent si vives que le sous-préfet vint à l'hôpital le 3 mars 1803 et tança vertement le chirurgien, le menaçant de destitution s'il continuait de troubler l'ordre et de se mêler de l'administration intérieure ; il devait « se renfermer dans les fonctions de son état, qui consistent à prescrire le traitement des malades et à faire les opérations chirurgicales ».

Le 31 mai 1804, « Messieurs » Becht (Jean-Georges) et Loyseau furent installés comme administrateurs à la place des « Citoyens » Deshayes et Manceau (*Messieurs* et *Citoyens* se rencontrent ici ensemble ; c'est la dernière fois qu'on se sert du second mot) ¹. Le lendemain, M. Hervé d'Arbonne fut nommé vice-président, et le sieur Louis Vie, clerc du notaire Patin, fut choisi comme secrétaire au traitement de 150 livres. Un nouveau règlement en 96 articles fut rédigé le même jour ; ils visent « l'administration intérieure », confiée à une économe, la « salle des hommes malades » (14 lits), la « salle des femmes malades » (7 lits), la « discipline des salles des malades », la

¹ D'après la loi, les administrateurs des hospices ne pouvaient exercer leurs fonctions plus de cinq ans.

« pharmacie » (dirigée par un pharmacien et ouverte au public), la « salle des hommes incurables » (18), la « salle des femmes incurables » (6), les « secours à domicile », les « enfans abandonnés », « l'instruction gratuite » (aux jeunes filles pauvres), « l'aumônier », « le portier », « l'administration ». Chantilly possédait alors une garnison ¹, casernée aux Écuries et au château d'Enghien ; le 31 mai 1804, le sous-préfet de Senlis « requit l'administration de l'hôpital, sans cependant déroger en rien à l'esprit de fondation qui régit la maison, ni diminuer la masse des secours distribués aux pauvres des communes appelées à la faveur de l'hospice, de tenir six lits à la disposition des militaires ». Le 2 juin, il fut arrêté qu'une salle spéciale serait affectée aux militaires, et un règlement en 15 articles fut rédigé à cet effet. L'état des journées de malades était envoyé chaque mois au commissaire des guerres à Beauvais, qui était chargé de payer la dépense. Le 24 août, quinze lits supplémentaires furent mis à la disposition du colonel du 6^e Dragons, en raison « d'une épidémie qui régnoit à la caserne dite d'Enghien, telle que sur deux compagnies de son régiment qui y étoient placées, il y avoit depuis huit jours environ 40 malades ». Cette épidémie était attribuée « à la stagnation des eaux qui avoisinent cette caserne, stagnation qui depuis plusieurs années a produit de pareils accidents ». On créa en outre une salle de 8 lits pour les convalescents.

Le 15 septembre, le sieur Rebuffel, envoyé par M. Deyeux, est nommé pharmacien de l'hôpital ; il donnera bientôt sa démission, et la direction de la pharmacie sera confiée à M. Seguy, pharmacien établi à Chantilly (2 mars 1805).

M. Patin, étant tombé gravement malade, résigna ses fonctions de maire et d'administrateur ; M. Pigory devint maire, et le curé Robert fut nommé administrateur de l'hôpital. En prévision de la mort de M. Patin, la Commission adopta un cérémonial pour l'inhumation de ses membres : « 1^o Lorsqu'un administrateur en titre ou un ancien administrateur ou son trésorier viendra à décéder, l'administration fera part de sa mort aux anciens administrateurs et les invitera à se trouver à

¹ Voir Macon, *Historique de la ville de Chantilly*, quatrième partie.

l'administration pour se rendre en corps à la maison du défunt pour la levée du corps. 2° Le corps sera précédé dans sa marche par des incurables des deux sexes, marchant deux à deux, les femmes immédiatement après la croix, et les hommes immédiatement après les femmes. 3° Le cortège de l'administration suivra le corps. 4° Le corps, avant d'être porté au cimetière, sera présenté à la principale porte de l'hospice, laquelle sera ouverte à cet effet; là il s'arrêtera, et il sera chanté un *De profundis*. 5° A la mort de l'économe, du chirurgien, du pharmacien, de l'aumônier et du secrétaire, l'administration assistera en corps au convoi, lequel sera précédé comme dessus par les incurables de la maison, et présenté à la principale porte de l'hospice, dans la forme ci-dessus indiquée » (8 décembre 1804). M. Patin fut inhumé le 20 décembre; ce cérémonial fut observé; les quatre coins du drap furent portés par M. Picque, adjoint de la commune, M. Boquet, juge de paix, M. Bougon, membre de l'administration de l'hospice, et M. Demailly, membre du Conseil général de la commune.

Parmi les délibérations relatives aux menus faits de la vie courante, — admission d'incurables, adjudication au rabais de la viande, du bois, etc. —, nous citerons celle du 16 novembre 1805 relative à l'uniforme des cadets : « Considérant que le drap de couleur brune employé jusqu'à ce jour pour l'habillement des habitants de la maison est brûlé par la teinture et ne fait aucun usage à ceux qui le portent, l'administration arrête qu'ils seront dorénavant habillés en drap grisâtre conforme à l'échantillon adopté ».

Le 7 décembre 1805, le sous-préfet de Senlis, M. Fleury, se présenta pour faire les vérifications ordonnées par le ministre de l'Intérieur. L'hospice renfermait à ce jour 49 indigents et 17 employés. Il fut déclaré que la recette annuelle était de 37.355 fr., et la dépense de 36.708 fr.; dans cette dépense, le domaine de la Côte-d'Or figure pour 12.583 livres; le reste est absorbé par l'hôpital dans la proportion suivante : Rentes à payer, 2.697; Secours à domicile, 2.000; Consommation, 13.500; Médicaments, 1.200; Frais de bureau, 200; Horloge, 30; Entretien des bâtiments, 1.000; Contributions, 26; Econome, 500; Aumônier, 600; Chirurgien, 400; Pharmacien, 400; Secrétaire,

250 ; Institutrice, 200 ; trois infirmières, deux cuisinières, deux jardiniers, un portier... ».

Le 24 mai 1806, M. Toussaint Bougon eut ses pouvoirs renouvelés pour cinq ans par le sous-préfet ; mais M. d'Arbonne donna sa démission deux mois après, en raison de son grand âge ; il ne fut remplacé que le 6 juin 1807, par M. Barthélemy Hautin le jeune, rentier à Chantilly. La demoiselle Jehanne fut nommée institutrice le 1^{er} février 1807. Peu après, le chirurgien Gattré fait encore parler de lui ; invité à diverses reprises, selon l'ordre du préfet, à vacciner les enfants des familles indigentes, « il a toujours répondu en homme qui n'approuvait pas ce système, et a fini par le prouver en n'en faisant rien » ; on fut obligé d'avoir recours à deux médecins de Senlis, MM. Aubin et Brisard ; mais l'indemnité qui leur fut allouée fut retenue sur les appointements de Gattré (13 juin). Puis Gattré tomba malade, et M. Sous, chirurgien à Chantilly, le suppléa ; le 5 septembre, « l'état de l'hospice devenant inquiétant par la multiplicité et la gravité des maladies qui y ont afflué et y affluent encore », M. Aubin fut prié de venir de Senlis trois fois par semaine pour aider M. Sous (5 septembre). Mais M. Sous se fâcha, se retira, et M. Aubin assura le service jusqu'à la mort de Gattré, survenue le 1^{er} mars 1809. Pour le remplacer, l'administration jeta ses vues sur M. Aran, chirurgien-major du 11^e régiment de Chasseurs à cheval, qui avait séjourné deux ans à Chantilly avec son régiment et y avait laissé le meilleur souvenir ; pressenti, M. Aran déclara qu'il accepterait avec plaisir. En attendant sa nomination officielle et son installation, l'intérim fut assuré par « M. Gaston-Charles Bertrand, chirurgien de première classe en chef et titulaire des hôpitaux militaires de l'armée, demeurant ordinairement à La Ferté-sous-Jouarre » (28 juin 1809).

Le 7 novembre 1807, M. Gradot, rentier à Chantilly, fut installé comme administrateur ; le 15 mai 1809, il se fit nommer régisseur du domaine de la Côte-d'Or, et quitta Chantilly pour se fixer à Larrey. M. l'abbé Robert, curé de Chantilly, étant mort en cette même année, tous deux furent remplacés comme administrateurs par MM. Jacquin père et Demailly (16 septembre). Le Conseil se compose donc alors de M. Pigory,

maire, président, et de MM. Bougon, Loyseau, Becht, Demailly et Jacquin. Le secrétaire, M. Vie, étant mort, on le remplaça par M. Arnaud, secrétaire de la mairie (1^{er} décembre 1809). M. Becht mourut le 21 décembre suivant ; il fut remplacé le 20 avril 1810 par M. Le Flamand, curé de Chantilly.

Si l'instruction gratuite des filles était assurée à Chantilly, grâce à l'hospice, celle des garçons ne l'était pas encore. Le 6 janvier 1808, le sous-préfet de Senlis informe la Commission de l'hospice « qu'il a proposé au conseil général de la commune de Chantilly de recevoir en qualité d'instituteur primaire le sieur Garnier, remplissant cette fonction à Senlis, mais dont les talents ne se trouvent pas payés, vu la concurrence des instituteurs » ; il l'invite, « vu le peu de moyens qu'a la commune d'assurer un traitement au sieur Garnier, d'y contribuer pour sa part ». Le 8, la Commission prit la délibération suivante : « Considérant que les revenus de la commune ne peuvent suffire pour, au pardessus de ses charges, faire une portion de traitement au s^r Garnier ; mais considérant que la classe des enfants mâles de ce pays manque d'instruction, le premier élément de la vie ; voulant, autant qu'il est en elle et que ses moyens peuvent lui permettre, tout à la fois favoriser l'instruction et venir au secours de la commune, étant elle-même déjà chargée de l'instruction gratuite des filles, l'Administration arrête : l'hospice civil de Chantilly payera annuellement à l'instituteur primaire avoué par la commune, pour l'instruction gratuite des enfants mâles de la classe indigente, la somme de deux cents francs... ». Le 30 avril 1808, la Commission accorda en outre à Garnier une indemnité de 200 francs, montant de son loyer dans la maison du sieur Hédouin ; enfin, le 5 juin, on lui donna des prix pour ses élèves, en rendant hommage à son zèle et à son dévouement ; les prix furent achetés chez Legat, libraire à Chantilly. Comme on peut le croire, la situation matérielle de Garnier n'était pas brillante ; ne pouvant attendre l'échéance des trimestres, il demanda qu'on le payât à la journée. On le lui accorda, et on fit mieux encore : la demoiselle Escombat, institutrice à l'hospice, ayant donné sa démission, on choisit pour la remplacer la femme de Garnier, aux appointements

de 200 fr., avec le linge, la nourriture, le chauffage et le blanchissage (18 novembre 1809).

Le 16 décembre 1809, la Commission décida que le nombre des femmes incurables serait porté de huit à dix, et qu'une salle de bains serait créée. Le 23, le chirurgien Aran « est prié de veiller soigneusement à ce qu'il ne soit ni admis ni conservé rien que de bon dans la pharmacie et à ce que le mauvais soit détruit ; de mettre son visa aux demandes de drogues qui seront faites par le pharmacien, afin de reconnaître s'il n'est demandé que ce qui doit l'être, et si les médicaments qui doivent y être faits le sont réellement ».

Le 25 mars 1810, M. Pigory informa ses collègues « du départ clandestin de la dame Garnier, institutrice de l'hospice ; et, attendu qu'il s'est déjà écoulé huit jours depuis ce départ, il invite la commission à s'occuper du choix d'une nouvelle institutrice, afin que l'instruction des enfants n'en souffre pas ». On nomma la ^{delle} Marie-Félicité Colson, âgée de vingt-trois ans, après une enquête approfondie au sujet de son instruction et surtout de ses bonnes vie et mœurs.

Pour obéir à la loi qui ordonnait la nomination d'un trésorier-receveur-comptable, la Commission choisit M. Denis Moreau, qui jusqu'alors avait exercé ces fonctions gratuitement et par bonne volonté (7 avril 1810). Le 26 mai, M. Jacquin père donna sa démission d'administrateur en raison de son grand âge ; il fut remplacé le 22 décembre par M. Seroux de Bienville ; ce nom ne figurait pas sur la première liste présentée par la Commission et qui comprenait cinq noms : Jacquin fils, notaire, Gibert, propriétaire, Vandessel, fabricant de dentelles, Chalot, propriétaire, Cheveau, artiste vétérinaire. C'est sur le désir formellement exprimé par le préfet que M. de Bienville, maire de La Morlaye, fut présenté en première ligne sur une seconde liste de cinq noms dont Cheveau fut exclus. La Commission, en donnant cette marque de déférence aux autorités supérieures, tint cependant à exprimer son sentiment : « Considérant que rien ne doit l'influencer dans la formation de la liste des candidats aux places vacantes d'administrateur, que la nomination d'un administrateur pris *extra muros* devient en quelque sorte nulle par la raison que la distance des lieux l'empêche de se

rendre où son devoir l'appelle à tout instant, et qu'il ne peut par conséquent remplir la tâche qui lui est imposée et coopérer aux fonctions de ses collègues..... » (13 août 1810).

Le 30 juin 1810, M. Pigory s'adressait en ces termes à ses collègues : « Messieurs, depuis dix ans vous avez vu augmenter progressivement la fortune de l'hospice que vous administrez ; au fur et à mesure que cette fortune a pris de l'accroissement, vous avez multiplié les secours envers les pauvres. Le nombre des incurables des deux sexes a été augmenté de huit places. Vous avez rétabli l'instruction gratuite des filles, que des temps malheureux avoient fait disparoître. Vous avez créé une instruction gratuite pour les garçons. Vous avez ouvert votre asile aux enfants abandonnés, qui s'élèvent en ce moment au nombre de onze. Vous avez secouru les vieillards dont la fortune était insuffisante, en les recevant comme pensionnaires, vous contentant du trop faible revenu qui leur restoit. Vous avez donné pour les militaires une salle de trente lits. Vous avez reorganisé votre pharmacie, qui avoit été annihilée. Vous avez fait une salle de bains, que vous aviez reconnue depuis longtemps indispensable, mais que jamais vous n'aviez pu entreprendre. Et en même temps vous avez multiplié à l'infini vos secours à domicile. Mais un point essentiel appelle encore votre attention, c'est celui de secourir utilement chez vous les femmes en couches, ce que vous faites pour elles à domicile étant onéreux pour vous sans être profitable à ces infortunées. J'ai donc l'honneur de vous proposer la création d'une salle de quatre lits pour les femmes en couches. Mais en même temps je dois vous faire remarquer que vous n'avez pu augmenter votre établissement sans emprunter dans vos bâtimens des emplacements qui étoient destinés à sécher les lessives, à aérer les couchers, resserrer les légumes. Je crois donc devoir vous proposer la construction d'un hangard prolongé le long du mur de la basse-cour, dont le prix, d'après le devis annexé de l'architecte, s'élèveroit à la somme de 5.549 fr. 25 c. ». La Commission adopta les propositions de son président et les compléta, le 14 juillet, par la délibération suivante :

« Considérant que Madame Moreau, maîtresse sage-femme, n'a cessé jusqu'à ce moment de rendre les services les plus

grands et souvent les plus gratuits ; que cette femme respectable est parvenue à un âge où ses forces ne répondent plus à son zèle ; qu'elle se trouve abandonnée à elle-même et n'ayant pour toute fortune que le souvenir de ses bienfaits ; que c'est aux administrateurs des biens des pauvres à acquitter les services que cette dame n'a cessé de leur rendre et le jour et la nuit ; arrête : 1° il sera offert à Madame Moreau une retraite à l'hospice, où elle pourra terminer sa carrière de la manière la plus douce et la plus digne de ses vertus ; 2° elle mangera au réfectoire commun avec l'institutrice de la maison ; 3° elle couchera dans la chambre attenante au dortoir commun ; 4° elle jouira pour le linge et le chauffage des mêmes prérogatives que l'institutrice ; 5° elle sera libre d'exercer, autant que ses forces le lui permettront, ses secours en ville, et ne sera point assujettie aux heures d'entrée et de sortie imposées aux autres habitants de la maison ».

Le cimetière Saint-Laurent étant devenu trop petit, eu égard à l'augmentation de la population de la commune, la Commission décida, le 15 septembre 1810, qu'elle abandonnerait à la commune la bande de terrain vague qui se trouvait entre les jardins de l'hospice et le cimetière, et ce d'autant plus volontiers que ce terrain, « éloigné de la vue des passants, sert souvent de retraite au libertinage ». 29 septembre : « Le dortoir des enfants abandonnés servira désormais de salle pour les femmes en couches ; les enfants auront pour dortoir le lieu servant de garde-meuble ; la salle servant de dépôt d'habits aux cadets servira désormais de garde-meuble ».

Les cas d'indiscipline étaient fréquents parmi les cadets, et le registre des délibérations porte de nombreux témoignages des punitions qui leur étaient infligées : arrêts, privation de vin ou de viande, renvoi. Le 3 novembre 1810, le président informa ses collègues que les cadets Delormel, Renault, Baudry, Augagneur, Parisien et Pelletier « se sont permis de sortir du pain de la maison en le jetant par une des croisées du dortoir dans le jardin du sieur Longuet à la femme Bertin, qui le leur payoit à raison de cinq centimes la livre » ; ce vol durait depuis six mois et méritait une punition sévère : « Les coupables seront privés de viande et légumes pendant huit jours ; ils

garderont les arrêts pendant une quinzaine ». Un infirmier, ayant refusé d'obéir au chirurgien et lui ayant répondu insolemment, fut sur-le-champ congédié. Par contre, une dénonciation anonyme, dirigée contre M^{lle} Humbert, économe, ayant été envoyée de Chantilly à Madame Mère, était revenue à l'administration de l'hôpital par la voie du Ministère, du préfet et du sous-préfet ; ce fut l'occasion d'un éclatant hommage rendu au dévouement, au zèle infatigable et à la conduite parfaite de l'économe.

Le pharmacien de l'hospice, le sieur Favre, s'étant retiré le 6 juillet 1810, M. Aran proposa pour le remplacer un jeune élève en chirurgie, le sieur Niatel, qu'il se chargea de dresser et de diriger. Grâce aux efforts de M. Aran, l'administration de la pharmacie s'améliorait sensiblement ; si l'année 1809 avait présenté une dépense de 1.430 fr. et une recette de 1.094 fr., l'année 1810 avait vu monter la dépense à 2.369 fr. et la recette s'élever à 2.169 fr. ; aussi le chirurgien Aran fut-il grandement remercié ; on lui accorda même un mandat du montant de la remise à 5 pour cent pour tous les médicaments vendus à la pharmacie d'après ses ordonnances.

En janvier 1811, sur la demande de l'aumônier, il fut arrêté qu'on achèterait un ornement violet, que l'ornement rouge serait réparé, que l'ornement noir, complètement usé, serait échangé contre un neuf, enfin que l'ampoule en cuivre destinée aux saintes huiles serait remplacée par une en étain. Le 20 avril, on ordonna la restauration des boiseries de la chapelle Saint-Laurent, située dans le cimetière, et celle « du tableau de l'autel où est représenté le martyr de saint Laurent. Nous possédons dans cette ville M. Auguste Vanloo, dont le nom rappelle de grands talents en peinture. M. Vanloo, qui a vu le tableau de la chapelle Saint-Laurent, offre de le rétablir dans l'état qu'il étoit lorsqu'il a été fait originairement par Le Sueur ; si l'hospice veut lui fournir une nouvelle toile, cet artiste borne à cent francs le prix d'une restauration parfaite ». Bien entendu, sa proposition fut adoptée.

Le 20 juillet 1811, deux des enfants élevés à l'hospice, l'un abandonné, l'autre orphelin, parvenus à l'âge de dix-sept ans,

demandèrent à embrasser l'état militaire ; le premier, Louis-François Marcel, voulut entrer au 3^e Dragons ; le second, Simon Vassant, désirait s'engager comme trompette au 1^{er} régiment des cheveau-légers polonais de la Garde, alors caserné à Chantilly ; la Commission applaudit à leur demande et leur donna la permission de s'enrôler. Le 5 octobre, le comte Krasinski, colonel du régiment polonais, fit connaître à M. Pigory un décret impérial créant dans chaque régiment de la Garde une école de jeunes élèves musiciens âgés de dix à douze ans ; deux pupilles de l'hospice, Frédéric et Nicolas Vassant, furent placés dans cette nouvelle école régimentaire. Le comte Krasinski venait parfois se rendre compte de la façon dont ses soldats étaient soignés à l'hôpital ; une de ses visites fut consignée dans le registre des délibérations : « Le 5 janvier 1814, le comte Krasinski, général de division, commandant le 1^{er} régiment de cheveau-légers polonais lanciers de la Garde impériale, vint visiter les salles militaires remplies de cheveau-légers de son régiment ; il assista aux pansemens, ainsi qu'à la distribution des alimens, qu'il goûta, se fit rendre compte dans le plus grand détail de tout ce qui concerne le régime sanitaire et le régime alimentaire, et, s'étant convaincu par ses propres yeux et par le rapport des malades et blessés que chacun d'eux reçoit en temps et lieu les secours et les soins qu'exige sa position, il en témoigna sa satisfaction à l'économe et au chirurgien, et donna aux deux infirmiers une gratification de 60 francs ».

La séance du 30 novembre 1811 fut la dernière que présida M. Pigory ; celle du 7 décembre fut présidée par M. Bougon, et ce ne fut certes pas sans une poignante émotion que lui et ses collègues, MM. de Bienville, Loyseau, Demailly et l'abbé Le Flamand, entendirent M. Pigory s'exprimer en ces termes : « Messieurs. Il y a onze ans que je suis membre de votre administration, et huit que j'ai l'honneur de vous présider. Pendant tout ce temps je n'ai cessé de m'occuper de ce qui pouvoit contribuer à l'amélioration de cette maison ; jamais aucunes vues d'intérêt n'ont guidé mes pas et mes démarches ; j'invoque là-dessus votre témoignage. C'est avec regret que je me vois forcé aujourd'hui de vous entretenir de moi-même. Des circons-

tances malheureuses de commerce m'ont réduit à la triste nécessité de céder à mes créanciers tout ce que je possède ; me voilà donc dénué de tout, sans emploi, sans fortune, sans asile, sans moyens d'existence, chargé d'une épouse et de trois enfants. Cette situation, la plus affreuse qu'on puisse imaginer, me fait recourir à votre bienveillance, j'ose dire à votre justice ; vous êtes les protecteurs des malheureux ; c'est à ce titre que j'ai recours à vous en ce moment. Mon dessein n'est pourtant pas de rendre mon existence et celle de ma famille à charge à l'hospice. Votre secrétaire offre de se démettre de sa place en ma faveur ; j'ose espérer que vous coopérerez à cet acte de générosité en secondant le désir du démissionnaire. L'entretien du linge de cette maison exige continuellement des bras étrangers ; la couturière actuelle, malade depuis six mois, est sans espoir de guérison ; beaucoup de linge est à repasser ; ma femme et mes enfants savent travailler ; vous pouvez les employer utilement dans cette partie. Je vous prie de peser ma demande dans votre sagesse, et, eu égard à mes malheurs, de prendre le parti le plus avantageux pour sauver l'existence à une famille honnête, victime des circonstances ».

Les administrateurs, fort émus, s'empressèrent d'acquiescer à cette requête. Le sous-préfet donna son assentiment, et envoya son délégué, le surlendemain 9, pour présider la séance de la Commission et présenter quelques observations : « Issue d'une famille aisée, Madame Pigory a reçu une bonne éducation ; c'est une mère de famille recommandable par ses principes, sa moralité et ses vertus, et que ses malheurs rendent encore plus estimable. Au lieu de la reléguer à la couture, sachons l'employer plus utilement et d'une manière plus convenable à ses goûts et à ses talents. L'économe de la maison est surchargée de besogne ; sans déroger à son autorité, on pourroit la soulager d'une partie de ses occupations en donnant à Madame Pigory la surveillance sur les domestiques et les employés de la maison ». Cette proposition fut aussitôt adoptée. D'autre part, il fut bien convenu que le sieur Arnaud, dont la démission était toute volontaire, reprendrait ses fonctions de secrétaire le jour où M. Pigory aurait trouvé une situation. Les délibérations du 14 décembre 1811 au 15 août 1812 ont été

transcrites sur le registre par M. Pigory. M. Arnaud reprend ensuite la plume.

Le 21 décembre 1811, l'économe expose qu'elle a besoin, pour le service de la maison, « de vases en étain, consistant en 12 pots de chambre, 60 cuillers, 24 gobelets, 24 pots à eau, 36 petites assiettes, 36 écuelles, un grand potager et un petit, 4 biberons, 2 seringues à manche de bois, 4 canons courbes, 2 canons à bidet, 2 grands bassins ». Tout cela sera acheté chez Tonnelier, marchand potier d'étain à Paris. Le même jour, le marché de la viande pour 1812 est adjugé au boucher Flaix, qui s'engage à fournir à 15 pour cent au-dessous des taux. En janvier 1812, on décide que le pain distribué en secours à domicile sera composé de moitié farine de blé et moitié farine de seigle. Le blé se fait rare alors, et il convient d'assurer l'approvisionnement de la maison jusqu'à la récolte. On arrête « qu'il sera de suite acheté 60 sacs de blé de première qualité, lesquels seront tenus en réserve dans la maison pour les besoins de la saison reculée ; M. Chalot, maître de poste, sera invité à faire cet achat ». Le 7 mars, on délivre au meunier Devaux un mandat de 2.928 fr. pour farines vendues depuis le 1^{er} janvier.

M. Jacquin, notaire, ayant été nommé maire de Chantilly en remplacement de M. Pigory, présida pour la première fois le conseil d'administration de l'hospice le 22 février 1812. Il trouva tout d'abord que la consommation du vin blanc était excessive : 900 bouteilles en neuf mois. Mais l'emploi du vin blanc fut justifié : 224 bouteilles pour les compositions pharmaceutiques ; 489 pour les distributions ordonnées aux malades ; le reste consommé par l'économe, « à laquelle depuis longtemps le vin blanc est ordonné pour cause d'engorgement du foie », et par l'aumônier pour ses messes. On trouva cependant qu'on distribuait trop de vin blanc aux malades. Le 4 avril, considérant l'inactivité du commerce et la cherté excessive du pain, la Commission arrête « que désormais les secours accordés sur les nouvelles demandes seront donnés en soupes économiques du poids d'une livre et demie et par jour ». De son côté, la Commune avait « reçu ordre de distribuer 49 soupes économiques par mois au profit des pauvres », d'où une dépense

mensuelle de 110 fr. 25 c. La Commune « manquant des facilités propres à l'opérer », le maire proposa à la Commission de l'hospice de s'en charger, moyennant le paiement de cette somme par la Commune. La Commission accepte, « mais déclare ne prendre cet engagement qu'autant que le prix des légumes n'élèvera pas le prix de chaque soupe au-dessus de six liards ». La viande augmentait aussi, et il fallut faire une remise de 7 et demi pour cent au boucher sur les 15 qu'il avait consentis au-dessous des taux. En juin, le sous-préfet, « très embarrassé pour les subsistances et notamment pour celles de la commune de Chantilly, invita la Commission à le seconder dans un moment aussi critique et à prélever en faveur de la commune sur les approvisionnements de l'hospice la quantité de vingt septiers de farines, livrables en deux époques ». La Commission ne crut pas prudent d'en accorder autant ; elle décida que « dix septiers seulement seraient vendus au comptant et conformément à la taxe déterminée par la loi ».

Tout le monde ne souffrait pas de la faim, et l'abbé Le Flamand, curé et administrateur, se plaignit un jour amèrement de l'inobservation des jours d'abstinence par les commensaux de la maison ; il s'en prenait à l'économe. N'avait-il pas vu, un samedi, un foie de veau qui se préparait pour le dîner, et, un autre samedi, un fort morceau de viande à la broche ? « Plusieurs autres fois, nous avons su que les tables d'officiers avaient chacune leurs mets, et des mets beaucoup plus forts et plus délicats que ne peuvent le supporter l'état et la décence de notre hôpital, et même au-delà de ses moyens ». La Commission arrêta simplement « que l'économe serait avertie de se conformer désormais à l'intention de l'administration, qui est qu'il soit fait maigre les jours d'abstinence ».

Les pouvoirs de M. Loyseau expirant en janvier 1813, la Commission eut à dresser une liste de candidats pour la présenter au sous-préfet. Elle y porta les noms suivants : MM. Louis-Vincent Loyseau, âgé de 63 ans, vivant de son bien, sortant et rééligible ; Henry Legrand, âgé de 50 ans, propriétaire ; Jean-Baptiste Picque, âgé de 63 ans, propriétaire et adjoint au maire ; Clément-Jean-Baptiste Vignon, âgé de 34 ans, fabricant de dentelles ; Germain-Étienne Manceau,

âgé de 68 ans, rentier ; tous demeurant à Chantilly. Le sous-préfet choisit M. Legrand, qui fut installé le 20 février 1813.

En septembre 1812, la Commission reçut de l'autorité supérieure des observations dont la cause est de tous les temps. Le bâtiment nouveau, qui à l'origine ne devait coûter que 5.549 fr., avait reçu des agrandissements et occasionné une dépense totale de 11.754 francs. La Commission convint qu'elle avait été entraînée par son zèle pour le bien des pauvres, et promit de ne plus se laisser aller au-delà de ses pouvoirs ; elle fit ressortir que les travaux, très bien faits et à bon compte, étaient d'une nécessité absolue « tant pour un séchoir que pour des écuries, vacherie, laiterie, bûchers, salle des morts, resserre pour la pompe et les seaux d'incendie ».

En janvier 1813, le chirurgien Aran et le pharmacien Rozan demandèrent une augmentation de traitement ; la Commission reconnut que cette demande était parfaitement justifiée, tout en s'excusant de ne pouvoir y faire droit, en raison de la cherté des vivres et de la diminution des revenus de l'hospice ; le chirurgien seul vit son traitement porté de 600 à 750 livres.

Il faut croire que « l'engorgement du foie » de Mlle Humbert influait sur son humeur. Le 15 février 1813, « l'administration, instruite que pendant un second voyage que l'économe a fait à Paris, il y a eu lundi huit jours, une petite fille de la maison a été d'abord mise au pain sec par la décision de l'infirmier Benoît, puis au retour de l'économe continuée au pain sec, punition qui n'est point encore abrogée, et battue mardi dernier par l'économe avec un nerf de bœuf en plusieurs endroits du corps et notamment sur les bras, qui en sont encore d'un jaune noir, ainsi que les administrateurs présents l'ont vu et reconnu, a mandé l'économe pour lui faire ses observations. L'économe, seule vis-à-vis de l'administration, lui a répondu sur le ton le plus dur et le plus malhonnête, déclarant qu'elle a fait ce qu'elle a jugé à propos, et qu'elle est bien dans l'intention de recommencer quand l'occasion s'en représentera. Invitée à parler d'un ton plus honnête et plus soumis, elle a coupé la parole au président et à un administrateur, s'est permis un langage déplacé, et, comme une femme hors d'elle-même, est sortie brusquement en tirant la porte sur elle-même avec une violence

capable de la casser, sans vouloir entendre ce que l'administration avait à lui dire et sans vouloir recevoir l'ordre de donner au garçon jardinier des draps blancs en remplacement de ceux qui lui servent depuis quatre mois, draps blancs qu'il n'a pu obtenir malgré ses justes demandes réitérées ». Mlle Humbert était fort protégée à la sous-préfecture ; elle s'était fait assurer, à la demande du sous-préfet, une pension de retraite en prévision d'un cas de force majeure qui l'obligerait à cesser ses fonctions. Aussi la sanction fut-elle platonique ; le 20 février, la Commission, « considérant que l'ordre, la règle et le service de cette maison exigent que chacun des employés se conduise avec décence et modération ; considérant que c'est surtout à l'économe à donner l'exemple ; charge son président de la blâmer sur sa conduite et de l'inviter à recevoir désormais avec calme et soumission les remontrances que les circonstances forceront la Commission à lui adresser ». Le 13 novembre, la Commission, considérant que l'économe était surchargée de travail et ne pouvait suffire à tout, décida la création d'un emploi de contrôleur, au traitement annuel de 300 francs. L'emploi fut confié à l'abbé Lagniel, aumônier, qui, logé à l'hospice, se trouvait mieux que personne en situation de remplir ces nouvelles fonctions.

Le 4 décembre 1813, le pharmacien Rozan, désireux de s'établir à son compte, pria la Commission d'accepter sa démission : on l'accepta avec regret, en le priant de présenter lui-même son successeur : ce fut le sieur Fagnier.

Le 2 avril 1813, mourut M. Manceau (Germain-Étienne), ancien administrateur de l'hospice, ancien membre du corps municipal ; il n'avait qu'une héritière directe, sa sœur Geneviève-Hélène. Par son testament en date du 26 mars, il légua 15.000 francs à l'hospice, 3.000 à l'église, 1.500 à la commune ; mais sa sœur devait conserver l'usufruit de ces sommes sa vie durant. L'acceptation de ces legs fut autorisée par décret impérial du 13 novembre, à la condition pour l'hospice de payer chaque année à titre de secours purement viager, à dater du jour de la cessation de l'usufruit laissé à Mlle Geneviève-Hélène Manceau, 1° cent francs à demoiselle Marie-Thérèse

Manceau, 2^o cent francs au sieur Jean-Denis Manceau, 3^o cent francs à demoiselle Marie-Geneviève Manceau.

En exécution du décret du 7 germinal an XIII qui ordonnait le renouvellement annuel, par cinquième, des commissions administratives d'établissements de bienfaisance, M. Toussaint Bougon fut désigné comme sortant par ancienneté et comme ayant rempli les cinq ans voulus par la loi ; mais comme il était rééligible, il fut placé en tête de la liste qui fut dressée le 14 août 1813 pour être soumise au sous-préfet et qui était ainsi composée : M. Bougon (Toussaint), fabricant de porcelaine, âgé de 57 ans ; M. Picque (Jean-Baptiste), adjoint au maire, âgé de 64 ans, négociant et propriétaire ; M. Landry (Pierre), fabricant de dentelles, âgé de 36 ans ; M. Deshayes (Antoine), propriétaire, âgé de 58 ans ; M. Devaux (Stanislas), percepteur à vie et propriétaire, âgé de 44 ans ; tous domiciliés à Chantilly. La nomination n'était pas encore faite lorsque l'Empire tomba. Dans la séance du 28 mai 1814, le président Jacquin salua le retour du prince de Condé : « Messieurs, parmi les grands avantages que l'heureuse révolution qui vient de s'opérer en France nous procure, il en est un qui intéresse plus particulièrement cet établissement ; c'est l'heureux retour de S. A. S. Mgr le prince de Condé. Les pauvres dont nous sommes les représentants vont retrouver en lui un père chéri, un protecteur puissant et juste, toujours disposé à écouter leurs plaintes, à soulager leurs maux. En attendant l'heureux moment où nous pourrons contempler les traits de ce bon prince et nous enivrer en quelque sorte de son image, je propose à la Commission d'offrir à Son Altesse Sérénissime l'occasion de faire une action digne de son cœur en nommant à une place d'incurable vacante en ce moment ». La Commission applaudit au langage de son président, et, « voulant réserver à Mgr le prince de Condé la prérogative de nommer à cette place, arrête à l'unanimité d'adresser sans délai à S. A. S. la liste des vieillards » susceptibles d'être nommés.

VII. — LES DERNIERS CONDÉ

LE DUC D'AUMALE

Une ordonnance du roi Louis XVIII en date du 12 janvier 1815 rendit au prince de Condé ses pouvoirs sur l'administration de l'hôpital. Le prince confirma tout d'abord les anciens administrateurs, mais augmenta leur nombre en leur adjoignant le chevalier de Contye et le fils d'Antheaume de Surval, Hugues-Achille, régisseur de Chantilly (le père vivait encore, mais ne reçut plus d'emploi). Le personnel fut maintenu en fonctions. Puis vinrent les Cent-Jours, la fuite du roi et de sa famille, leur retour après Waterloo, et ce n'est qu'à l'automne qu'on put songer à la réorganisation de l'hôpital. Le 11 décembre, sur la proposition de son Conseil, le prince signa des lettres précédées de ce dispositif : « D'après le compte peu satisfaisant qui nous a été rendu sur la situation de l'hôpital de Chantilly et de ses finances, convaincu de la nécessité de faire cesser le désordre qui règne dans presque toutes les parties de son administration, et voulant, en notre qualité de fondateur et conservateur dudit hôpital, user des droits dans lesquels nous avons été rétabli par l'ordonnance du Roi du 12 janvier 1815, ainsi que du pouvoir que nous donnent les lettres patentes du mois de mai 1736, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit ». Tous les administrateurs et employés étaient révoqués et devaient cesser leurs fonctions le 1^{er} janvier 1816. « La nouvelle administration sera composée de cinq directeurs-administrateurs, d'un trésorier et d'un secrétaire-greffier. Le soin des malades, la pharmacie, et tout ce qui constitue l'administration intérieure de l'hôpital sera désormais confié à des sœurs de saint Vincent de Paul... ».

Les nominations furent faites par le prince le 13 décembre : administrateurs, le chevalier de Contye, maréchal de camp, gentilhomme du prince et gouverneur de Chantilly ; M. l'abbé Le Flamand, curé ; M. Jacquin, notaire et maire ; M. Bougon père, l'un des propriétaires de la manufacture de porcelaine ;

M. Antheaume de Surval, régisseur du domaine ; aumônier, M. l'abbé Lagniel ; secrétaire-greffier de l'administration, M. Poussard ; chirurgien, M. Sous, de Chantilly. M. Denis Moreau continua ses fonctions de trésorier, mais ne fut régulièrement nommé que le 24 août 1816. Le 18 mars, un traité fut passé entre les administrateurs et « honnêtes et charitables personnes les sœurs Baudet, supérieure générale, Bardol, assistante, Aoust, économe, et Chrétien, dépen sière, toutes offi cières présentement en charge, faisant suivant l'usage ordinaire au nom et pour toute la communauté des Filles de la Charité servantes des pauvres malades établies à Paris en leur maison, rue du Bac, n° 132, pour effectuer le dessein d'établir six filles de la Charité de saint Vincent de Paul dans l'hôpital de Chantilly pour le soulagement des pauvres malades et l'ins truction des jeunes filles pauvres ». Les six sœurs entrèrent en fonctions le même jour ¹. Mlle Humbert, économe, fut congédiée avec une pension de 600 francs ; la demoiselle Barbet, institu trice, qui était à l'hôpital depuis près de six ans, reçut une gratification de 600 francs. On louait déjà dans l'église de la paroisse un banc pour les incurables ; un second banc fut loué pour les sœurs, et bientôt deux autres, d'où une location annuelle de 150 fr. La nouvelle supérieure proposa tout d'abord d'éloigner le dortoir des jeunes filles abandonnées de celui des garçons, de ne plus mettre les jeunes filles en apprentissage, mais de les employer dans la maison, ce qui fut adopté (23 mars). On permit aussi à la sœur pharmacienne de faire venir de Paris un assortiment des drogues et médicaments qui manquaient. La supérieure se nommait Ulschmann.

Le bon état des finances de l'hôpital lui permet alors d'ac centuer son rôle charitable, surtout en ce qui concerne les secours à domicile ; et il se produisit des abus auxquels on essaya de porter remède le 14 février 1817 : « La Commission, informée que dans le nombre des individus qui réclament des secours de l'hôpital il en est qui ne sont domiciliés que depuis très peu de temps dans les communes qui ont droit à ces

¹ Deux autres sœurs furent demandées en 1817, ce qui porta leur nombre à huit. Il y en aura onze en 1847.

secours, lesquelles sont Chantilly, Gouvieux, Le Lys, La Morlaye, Coye, Saint-Firmin, Apremont et Saint-Maximin, qu'il y en a même qui quittent celles qu'ils habitent pour venir s'établir dans une desdites communes dans l'espoir de jouir de la faveur qu'on y accorde aux malades et aux indigents, arrête qu'à l'avenir aucun individu ne recevra des secours à domicile s'il ne prouve par un certificat du maire de sa commune y être domicilié au moins depuis deux ans ». Pour être admis comme incurable, il fallait avoir dix ans de domicile ; cette disposition n'était point applicable aux anciens serviteurs de la maison du prince, « qui les premiers ont droit à jouir de cette retraite ».

Le 7 juin 1817, la Commission, « considérant que le cimetière dans lequel, depuis quelques années, on enterre toutes les personnes qui meurent à Chantilly est une propriété de l'hôpital, et qu'il lui convient de veiller à sa conservation ; que depuis quelque temps l'usage qui s'est propagé de construire des tombes en pierre portant des inscriptions en mémoire des défunts emploie des parties de terrain qui pourroient servir après le laps de temps convenable à recevoir d'autres morts ; qu'en donnant cette facilité aux parents des individus inhumés dans le cimetière il en résulteroit que dans un certain nombre d'années le terrain se trouveroit entièrement couvert de ces tombes et par là perdu pour l'usage auquel il est destiné ; considérant en outre que pour parer aux inconvénients dont il s'agit il est convenable de prendre une mesure susceptible de restreindre le nombre des demandes qui pourroient être faites pour obtenir cette faculté, qui jusqu'à présent a été accordée gratuitement... » ; est d'avis que pour faire placer de ces sortes de tombes il soit payé à l'hôpital un droit de 600 francs au profit des pauvres. Plus tard, le droit fixe fut abaissé à 300 francs, et on transigea souvent pour un chiffre inférieur.

M. Toussaint Bougon mourut le 15 avril 1818 et fut inhumé le lendemain avec le cérémonial arrêté le 8 décembre 1804. « La triste cérémonie terminée, MM. les Administrateurs se sont séparés en regrettant sincèrement la perte d'un collaborateur qui pendant près de vingt-cinq ans s'est voué à la direction et à l'économie du bien des pauvres, et qui a constam-

ment défendu leurs intérêts avec le zèle le plus pur et le plus charitable ». Le 18 mai, la sœur supérieure, nommée économe de sa Communauté, fut rappelée à Paris : « La Commission, extrêmement peinée de la perte de la sœur Ulschmann, désirant cependant ne point renoncer à l'espoir de la posséder de nouveau, arrête d'un commun accord et à la grande satisfaction de toutes les sœurs attachées à l'hôpital, qu'elle écrira à la supérieure générale pour obtenir que la sœur Ulschmann soit rendue à l'hôpital après son triennal d'économat, et que pendant cet intérim ses fonctions de supérieure soient confiées à la sœur Rose Viguier, qui sous tous les rapports est capable de les remplir dignement ¹ ». Une des sœurs mourut la même année ; elle se nommait Marie-Constance Frevaque et fut inhumée dans le cimetière de l'hôpital le 26 août 1818. Il est étonnant que le registre des délibérations ne mentionne aucun honneur rendu à la mémoire du prince de Condé, mort à Paris le 13 mai précédent.

La patience des sœurs était parfois mise à l'épreuve par des difficultés d'ordre intérieur. En voici un exemple que nous donnons à titre d'indication et qui d'ailleurs peut se reproduire aujourd'hui comme à toutes les époques. En 1802, on avait admis à l'hôpital Louis Blochet, horloger à Chantilly, tombé dans le dénuement, avec obligation d'entretenir l'horloge et de travailler pour le compte de la maison jusqu'à concurrence du prix de sa pension. Blochet s'était toujours signalé par sa mauvaise conduite ; après lui avoir infligé tous les degrés de punition, on l'avait même renvoyé. Puis on avait eu encore pitié de sa misère, et il avait été admis comme incurable, à la condition de rendre les services dont il était capable. Ses différents avatars ne l'avaient pas amendé, car un long article lui est consacré dans la délibération du 31 décembre 1818 : « La Commission, informée par la sœur supérieure que le nommé Blochet, incurable, donnait lieu par sa mauvaise conduite à des plaintes graves en ce qu'il était souvent pris de vin et que dans cet état il tenait de mauvais propos et provoquait

¹ La sœur Ulschmann ne revint pas, et la sœur Rose Viguier resta comme supérieure.

ses camarades au point d'amener des scènes très désagréables, avait cru suffisant de le priver de vin, et, afin qu'il ne put en boire au dehors, de le consigner pendant quinze jours ; mais cette punition n'ayant produit aucun effet, et la sœur supérieure continuant ses plaintes à l'égard dudit Blochet, qui continue à s'enivrer et à troubler la tranquillité de la maison ; considérant d'un autre côté que cet individu, malgré la défense qui lui a été faite par l'administration de travailler pour le dehors de son état d'horloger, a continué de le faire, ce qui lui a procuré l'argent avec lequel il va boire ; considérant aussi que pour l'exemple des autres incurables, dont quelques-uns ne sont point exempts de reproches, il convenait de punir corporellement ledit Blochet, puisque par toute autre punition on n'en obtenait rien ; usant des pouvoirs que lui donne l'article 34 du Règlement, prenant cependant en considération l'âge de cet individu, la Commission administrative arrête que pour cette première fois ledit Blochet ne sera mis que pour vingt-quatre heures en prison, au pain et à l'eau ; que, pour lui ôter les moyens de s'enivrer à l'avenir, la sœur supérieure sera invitée à veiller à ce qu'il ne puisse se procurer d'argent d'aucune manière, et que, pour qu'il n'emploie point à boire celui qui lui serait donné pour son tabac, ce tabac lui sera fourni en nature à raison de trois quarterons chaque mois, quantité qu'il prétend lui être nécessaire » ¹. L'année suivante, il fallut sévir contre un autre incurable, Martin Gambette ; il avait quitté la maison, puis on l'avait repris pour éviter qu'il ne mourût de misère, mais en le privant de vin pendant un mois ; il continua cependant de s'enivrer et se montra plus insolent que jamais avec les sœurs, provoquant ses camarades et troublant le repos de la maison. Cette fois, il fut définitivement congédié (juillet 1819).

L'avènement d'un nouveau prince de Condé appelait le renouvellement des pouvoirs de la Commission. D'ailleurs le chevalier de Contye se mourait, et l'abbé Le Flamand, nommé

¹ Blochet mourut le 25 décembre 1819. L'entretien de l'horloge fut ensuite confié au sieur Laville, « horloger de la maison de S. A. S. à Chantilly ».

aumônier de la citadelle d'Arras, avait quitté la cure de Chantilly. Le 15 janvier 1819, Louis-Henri-Joseph de Bourbon, prince de Condé, duc de Bourbon, signa les nominations suivantes : administrateurs, M. Dominique, baron de Saint-Jacques, son aide-de-camp et secrétaire de ses commandements ; M. Charles-Joseph Thiébault, curé de Chantilly ; M. Hugues-Achille Antheaume de Surval, régisseur du domaine ; M. Jacques-Herman-François Jacquin, notaire ; M. Jean-Baptiste Picque, propriétaire à Chantilly ; secrétaire de l'administration, M. Jean-François Poussard ; trésorier, M. Louis-Denis Moreau ; aumônier, M. l'abbé Lagniel ; chirurgien, M. Jean-Joseph Sous. La nouvelle commission fut installée le 7 février.

Elle eut tout d'abord à parer à un abus. Des malades avaient été reçus à l'hôpital avant d'avoir subi la visite du chirurgien, « parce que amenés en son absence jusqu'à la porte de l'hôpital, l'humanité ne permettait point de les renvoyer » ; et il s'en était trouvé atteints de maladies dont les règlements de la maison excluaient l'admission. La Commission arrêta que désormais aucun malade ne pourrait entrer avant d'avoir reçu la visite du chirurgien, lequel se transporterait au domicile de ceux qui ne pourraient venir à sa consultation. Il devait en résulter pour le chirurgien un surcroît de besogne ; aussi la Commission augmenta-t-elle son traitement de 100 francs sous forme d'une indemnité de chauffage ; elle rétablit aussi en sa faveur la remise de 5 pour cent, dont jouissaient ses prédécesseurs, sur le montant des médicaments vendus sur ses ordonnances à la pharmacie de l'hôpital. Le chirurgien occupait à l'hôpital le logement qui est aujourd'hui celui de l'aumônier ; il obtint qu'un hangar fût construit dans sa cour pour recevoir son bois, qu'il était jusqu'alors obligé de ranger dans une chambre de l'étage.

En juillet 1819, la Commission éprouva un souci d'ordre public, que la Municipalité, trop pauvre, ne partageait que pour déplorer son impuissance. La pompe à incendie était la propriété de l'hôpital ; elle était alors déposée chez Demailly, maître fontainier (aujourd'hui on dit plombier) à Chantilly. La Commission se fit rendre compte de l'état de la pompe ; on découvrit qu'il n'y avait pas de tuyaux et qu'il manquait d'autres

accessoires. « Considérant le grand avantage qui peut résulter, en cas d'incendie, de la mise en état de cette pompe, non seulement pour les bâtiments de l'hôpital, mais encore pour ceux des particuliers, la Commission arrête que la dépense qu'occasionnera l'achat des tuyaux en cuir et autres accessoires reconnus nécessaires sera supportée par l'hôpital, et que la pompe y sera transportée et y restera à demeure. De cette manière, cette pompe et celle qui est au château, se trouvant placées aux deux extrémités de Chantilly, seront toujours disposées à porter des secours où besoin sera » (6 juillet).

Dès 1816, la sœur supérieure avait demandé que les simples rideaux qui séparaient la chapelle de la salle des malades fussent remplacés par une cloison. Le travail ne fut ordonné que le 4 septembre 1819 : « La cloison sera construite, ayant au milieu une grande porte cintrée et vitrée à deux battants, et de chaque côté des panneaux aussi vitrés, pouvant, au moyen de coulisses, s'ouvrir et se fermer à volonté ». On ne refusait rien d'ailleurs à la sœur supérieure, qui paraissait comprendre son rôle à merveille ; c'est ainsi que, le 11 août 1819, elle demande et obtient l'achat de deux porcs, « pour pouvoir utiliser une grande quantité de fruits qui tombent des arbres et qui se perdent ». Elle fait envoyer un cadet, Joseph Dambreville, à l'hôpital de la Charité à Paris pour y être opéré de la cataracte. Comme il n'y avait dans les cours et jardins aucun endroit où les malades convalescents pussent se promener à l'abri du soleil pendant l'été, elle obtient que « la seconde cour sera plantée de plusieurs rangées de tilleuls en forme de quinconce » (novembre 1819). Elle veille à l'entretien du linge et se rend compte de la qualité du vin : le 21 décembre, on l'autorise à acheter de la toile pour confectionner 36 paires de draps, 8 douzaines de chemises d'homme, autant de chemises de femme, six douzaines de tabliers, et quatre pièces de toile à torchons ; le vin fourni par le sieur Lairtulier, d'Orléans, laissant à désirer, elle demande des échantillons à la veuve Cléret, de Chantilly, qui reçoit la commande de 24 pièces de vin à 66 francs l'une, rendue en cave. Un vin rouge supérieur, du prix de 90 francs la pièce, était acheté « pour l'usage de l'aumônier et des sœurs, ainsi que pour l'usage des malades ».

La viande était fournie par le sieur Michel, boucher, à raison de 50 centimes la livre.

L'abbé Thiébault avait apposé sa signature pour la dernière fois sur le registre le 4 septembre 1819 ; il venait d'être nommé curé-doyen de Senlis. D'autre part, le trésorier Denis Moreau fut révoqué le 21 septembre et remplacé par le sieur Regnard, sous-inspecteur des forêts du duc de Bourbon ; celui-ci mourra en 1827 et sera remplacé par M. Toussaint Bougon fils. Quant au nouveau curé de Chantilly, Charles-Isidore Lucien, il ne sera nommé administrateur que le 6 septembre 1825. M. Bougon deviendra lui-même administrateur le 30 janvier 1828 ; M. Devaux, adjoint au maire, recevra la charge de trésorier. La dernière nomination que fera le duc de Bourbon sera celle de M. Claude Dugied, receveur du domaine de Chantilly, aux fonctions de secrétaire de l'administration de l'hôpital (13 juin 1828) ¹.

L'année 1819 se termina par une proposition intéressante, émanée des administrateurs et aussitôt approuvée par le prince, celle de la création de dix nouveaux lits pour des femmes incurables ou cadettes ; il n'y avait jusqu'alors à l'hôpital que dix cadettes contre vingt cadets ; « or il y a en ce moment une bien plus grande quantité de demandes pour les femmes que pour les hommes, et il en résulte que, vu le peu de mutations qui s'opèrent dans ce petit nombre de femmes admises, les malheureuses postulantes finissent par succomber à leurs infirmités sans avoir joui de la retraite bienfaisante à laquelle elles aspirent ». Par contre, on vota la suppression du paiement de 400 francs que l'hôpital avait fait à l'instituteur de Chantilly depuis 1808, par charité d'abord, par tolérance et par habitude ensuite ². On s'occupa aussitôt d'ordonner les travaux nécessités par l'agrandissement de la salle des cadettes « et par l'établissement d'une nouvelle salle pour le bureau de l'administration », et un devis fut demandé à l'architecte Hédouin.

¹ M. Poussard était mort en 1821 et avait été remplacé comme secrétaire-greffier par Félix-Benjamin Lecouvette.

² Ce vote ne reçut pas d'exécution, et l'instituteur continua de recevoir 400, puis 600 francs comme subvention charitable pour l'instruction des enfants de la classe indigente.

Le 19 décembre 1820, M. Jacquin, comme maire de Chantilly, « fait l'offre, au nom de la commune, d'abandonner au profit de l'hôpital les boues et immondices, qui jusqu'à présent avaient été soumissionnées, mais pour lesquelles il ne se présente plus d'amateurs, sous la condition de les faire enlever à ses frais toutes les fois que cela sera nécessaire et prescrit, et particulièrement tous les samedis ». La Commission accepte, et la sœur supérieure est autorisée à faire l'achat d'un tombereau « auquel seront attelés les deux ânes appartenant à la maison ».

Au mois de décembre 1823, Madame Turquet, d'Avilly, dont le mari était maire de Saint-Léonard, écrivit au duc de Bourbon pour le féliciter de son retour à la santé (il avait été très malade), et elle ajoutait : « Serait-ce, Monseigneur, trop demander à votre générosité... que cette portion de vos anciens vassaux... soient admis, à dater du jour de votre rétablissement, dans l'hospice de Chantilly... » ? La Commission, consultée, donna un avis nettement défavorable, et qui fut suivi. L'hospice avait été fondé « pour le soulagement des pauvres malades de Chantilly et des autres lieux qui appartiennent au duc de Bourbon aux environs », disaient les lettres-patentes de 1736 ; or, Saint-Léonard et Avilly n'avaient jamais appartenu aux princes de Condé, et Madame Turquet se trompait en qualifiant d'anciens vassaux du prince les administrés de son mari ; les biens que le dernier Condé venait d'acquérir sur le territoire de cette commune provenaient d'églises ou couvents déposés à la Révolution. En outre, le prince ne pouvait « faire le bien de Saint-Léonard sans faire un tort réel aux villages ayant droit exclusivement par la fondation aux secours de l'hôpital de Chantilly ». Enfin Saint-Léonard, aussi rapproché de Senlis que de Chantilly, faisait partie du canton de Senlis, ville bien pourvue en hôpitaux. Ce n'est qu'en 1846 que la charité du duc d'Aumale donnera gain de cause à la commune de Saint-Léonard.

En 1824, « M. Jacquin fait part que M. Charetié de Beaufort, peintre à Chantilly, fait hommage à l'hôpital d'un tableau représentant une descente de croix. La Commission, en votant des remerciements à M. Charetié de Beaufort pour sa bonne

intention, décide que le tableau sera placé dans la chapelle de l'hôpital ». En cette année 1824, la pharmacie donna un bénéfice net de 2.278 fr. 35 c. Pour la consommation de vin pendant l'année 1825, on autorise la sœur supérieure à acheter à M. Balmont, marchand à Paris, 28 pièces de Mâcon de sa récolte au prix de 97 fr. la pièce rendue, 2 pièces de Torisis et Fleury 1823 à 125 fr., une pièce de vin blanc 1823 à 140 fr. ; on y ajoute une pièce de vinaigre blanc et une pièce d'eau-de-vie. On décide un remboursement de rentes au capital de 17.000 fr. A la fin de 1825, on autorise la dame Rogat à faire mettre sur la tombe de son mari, enterré dans le cimetière de l'hôpital, une pierre avec inscription, à la charge de verser dans la caisse de l'hôpital la somme de 300 francs. La même autorisation est accordée au sieur Morard en 1826, mais on ne lui demande que 50 francs ; ce dernier chiffre est aussi fixé pour deux autres autorisations en cette année. Le 15 novembre 1826, le baron de Saint-Jacques fit remarquer « que le cimetière, destiné dans son principe à la sépulture des personnes mortes à l'hôpital, était assez grand pour ses besoins, mais qu'il était à craindre qu'il fût bientôt trop petit si on continuait d'y faire enterrer les habitants de la commune, attendu que la population de Chantilly augmentait tous les jours ». M. Jacquin, maire, répondit « qu'effectivement la commune de Chantilly jouissait depuis longtemps de cette faveur, c'est-à-dire depuis la suppression du cimetière appartenant à la commune, qu'on n'avait encore pu remplacer ; que d'un autre côté l'hôpital se trouvait dédommagé de sa bonne volonté par la non-imposition des bâtiments et jardins de l'hôpital au rôle de la contribution foncière ». La question du cimetière ne sera réglée qu'en 1840, par une gracieuse décision de la reine Marie-Amélie.

Dans le chapitre précédent, nous avons mentionné le remboursement fait par l'hôpital à la Nation (représentant la ci-devant fabrique de Chantilly) du capital d'une rente de 600 fr. dont le service résultait des lettres de fondation. Le 4 novembre 1827, la fabrique présenta des réclamations au sujet de ce remboursement, dont elle n'avait pas profité et qui, en outre, en raison de la dépréciation des valeurs, avait été fait au capital de 7.111 francs, soit réduit à peu près de moitié. En

droit, l'hôpital se trouvait bien et valablement déchargé vis-à-vis de l'église, mais, par respect pour la mémoire du fondateur, la Commission décida d'ajouter une somme de 150 francs à celle d'égal montant qu'elle payait annuellement à l'église pour les bancs réservés au personnel de l'hôpital, soit 300 fr. par an à dater du 1^{er} janvier 1827. Pour cette année 1827, le compte du trésorier se balança par une recette de 60.069 fr. 73 c. contre une dépense de 59.986 fr. 13 c. Le jardinier Billaux fut mis à la retraite et remplacé par Jean-Baptiste Masson, aux appointements de 800 francs, logé, chauffé et éclairé ; il était âgé de vingt-neuf ans, actif, laborieux, intelligent, et d'une moralité parfaite. Il recevra d'importantes gratifications en sus de son traitement.

Le 12 juin 1828, le duc de Bourbon offrit à l'hôpital le buste en marbre de son père, qui fut placé le 21 juillet dans la salle du Conseil. Cette année fut mauvaise, et, l'hiver suivant, le peuple eut faim. Le 23 décembre, le prince, « ému de la misère qui afflige la classe indigente de Chantilly, met à la disposition des administrateurs une somme de 1.000 francs » pour la soulager. Un mois plus tard, cette somme était dépensée ; la Commission, « considérant que la saison rigoureuse, la cherté des vivres et le manque d'ouvrage plongent dans la détresse la plus affreuse une foule de familles de la commune de Chantilly, arrête qu'une somme de mille francs, provenant des recettes extraordinaires du domaine de Larrey, sera employée en distributions de pain » (20 janvier 1829). Les années suivantes ne furent pas meilleures ; en novembre 1829 et 1830, des secours extraordinaires furent encore accordés « en raison de la rigueur de la saison et du manque d'ouvrage ». Aussi ne fait-on guère d'économies ; pour l'année 1828, la dépense balança la recette, 53.111 fr. 35 c. La situation financière est meilleure en 1829, et l'on se permet quelques dépenses extraordinaires.

D'abord, sur la demande de la sœur supérieure, on achète le lavoir du sieur Roque, afin d'éviter d'aller au lavoir public établi sur le canal de Manse. On place des lambris à hauteur d'appui dans la salle des malades, pour obvier à l'humidité dont les murs sont imprégnés. On achète 124 aunes de toile de coton

blanche pour les lits de l'hôpital. On s'occupe de la pompe à incendie : « Le nombre de paniers sera porté à cinquante au lieu de vingt ; il sera construit un chariot pour transporter la pompe ; un local sera établi pour la recevoir et construit de manière à ce qu'elle soit à la disposition de M. le capitaine des pompiers » (11 août 1829). Enfin la Commission décide la construction d'une nouvelle salle pour les cadettes et demande un devis à M. Morin, architecte ; la dépense fut estimée à 17.100 fr., et les travaux furent accordés aux entrepreneurs du pays : Perpette, maçon, Hédouin, charpentier, Jambon, couvreur, Delbart, menuisier, Petit, serrurier, Nevers, peintre-vitrier. La première pierre fut posée le 24 avril 1830 par le doyen de la Commission, M. Picque. Le 19 juin suivant, on décida de remplacer les lits en bois par des lits en fer ; une première commande de dix lits fut faite au sieur Petit, serrurier de l'hôpital, au prix de 56 fr. 50 c. pour le lit et 10 fr. pour la couronne destinée à attacher les rideaux.

Le 27 août 1830, Chantilly apprit avec stupeur et désolation la mort subite et mystérieuse du duc de Bourbon. Une députation des habitants, conduite par le maire, M. Jacquin, obtint audience du roi Louis-Philippe et demanda, comme une faveur singulière, que le cœur du prince fût réuni à ceux de ses ancêtres dans l'église de Chantilly. Le vœu des habitants fut exaucé, et le cœur fut solennellement reçu, le 9 septembre, par le curé Charles-Isidore Lucien. Le sentiment de la population fut encore traduit par un des administrateurs de l'hôpital dans la séance du 4 octobre 1830, lorsqu'il dépeignit « l'affliction si profonde et si juste qui s'est répandue dans l'hôpital de Chantilly... Nous en avons été témoins, Messieurs, et en voyant couler des pleurs amers sur ces visages ridés par les années, nous avons pu nous convaincre que si la vieillesse et la misère rendent quelquefois insensible, les pauvres incurables ont retrouvé dans cette triste occasion des larmes pour rendre l'émotion de leur cœur. Et nous aussi, Messieurs, nous avons pleuré ; chacun de nous sent encore le besoin d'exprimer toute la peine qu'il éprouve, et pour en laisser un témoignage qui serait aussi celui des sentiments des vertueuses filles de Saint-Vincent de Paul et des vieillards objets de leurs soins assidus,

j'ai l'honneur de vous faire la proposition suivante : il sera célébré chaque année, et à perpétuité, dans la chapelle de l'hôpital, une messe commémorative à l'intention des princes et princesses de la maison de Condé, fondateurs et bienfaiteurs de l'hôpital de Chantilly ; cette messe sera célébrée le 27 août, jour anniversaire du décès de S. A. R. Mgr le duc de Bourbon, prince de Condé, dernier rejeton de cette auguste famille ; ce jour-là l'Administration se réunira en assemblée extraordinaire et assistera en corps à cette cérémonie funèbre ». La proposition fut adoptée à l'unanimité des membres présents : MM. Picque, Jacquin, Lucien, Bougon, assistés de M. Dugied, secrétaire.

On sait que l'héritier du duc de Bourbon fut son petit-neveu et filleul, Henri d'Orléans, duc d'Aumale, alors âgé de huit ans. Les formalités et les procédures qui accompagnèrent le règlement de la succession du dernier Condé retardèrent jusqu'à la fin de 1832 la prise de possession. Le 8 décembre 1830, M. Antheaume de Surval, devenu intendant-général des biens du duc d'Aumale, écrivit à la Commission administrative de l'hôpital que, « vu l'état de la succession de feu Mgr le prince de Condé, il ne serait pas définitivement nommé aux places vacantes d'incurables, mais que les vieillards qui auraient droit à ces places et qui sembleraient réunir le plus de titres seraient admis en subsistance, jusqu'à ce que leur nomination pût être soumise à la ratification de Son Altesse Royale ou de son Conseil ».

La recette de l'année 1830 s'éleva à la somme de 112.772 fr. 19 c., contre une dépense de 89.733 fr. 25 c. ; aussi redoubla-t-on les charités extraordinaires et les secours à domicile pour soulager la misère de la classe indigente, fort éprouvée par une succession de mauvaises années et d'hivers rigoureux ; on fait en outre des distributions de pain à l'occasion de la Saint-Vincent, à l'anniversaire des journées de Juillet ; l'hôpital est alors riche, et la Commission ne lésine pas. Le 2 avril 1832, on s'apprête à recevoir courageusement le choléra, qui vient de se déclarer à Paris : des salles spéciales sont préparées, toutes les mesures d'hygiène et de propreté sont prises.

Il convient de signaler un legs de mille francs fait à l'hôpital,

en juillet 1831, par Mme Marie-Madeleine-Françoise Villet, de Vineuil, veuve en premières noces de Florent-Isidore Bellot-Rougeville, et femme en secondes noces de Pierre-François Vaillant, lequel était décédé à Vineuil le 13 février 1830. Cette somme était donnée à la condition que deux messes annuelles seraient dites à perpétuité à l'hôpital, l'une au jour anniversaire du décès de Mme Vaillant, l'autre au jour anniversaire du décès de son premier mari (13 septembre). Accepté par la Commission le 28 juillet 1832, le legs devint définitif par l'ordonnance d'autorisation donnée par le Roi le 5 mai 1833.

M. Picque, administrateur de l'hôpital, mourut le 4 novembre 1831, et fut inhumé le lendemain avec le cérémonial accoutumé ; il ne fut pas remplacé tout de suite. Le Conseil du jeune duc d'Aumale avait prié la reine Marie-Amélie d'exercer les droits de patronage et d'administration de l'hôpital jusqu'à ce que le prince fût en état de prendre en mains la direction de ses affaires ; la pieuse et charitable reine avait accepté avec joie cette charge qui allait lui permettre de multiplier à Chantilly les marques de sa bienfaisance. Dès le mois d'octobre 1832, elle s'occupa de la réorganisation de l'administration de l'hôpital. Par sa décision du 5 novembre, la Commission fut composée de sept membres : M. Lucien, curé, M. Jacquin, ancien maire, M. Royer, maire, M. le général baron Bessières ¹, M. Toussaint Bougon, M. Boullemer de Lamartinière, inspecteur principal des domaines et forêts du duc d'Aumale, et M. Dugied, receveur du domaine de Chantilly, à la place duquel M. Prevost, clerc de notaire, était nommé secrétaire. L'abbé Lagniel était confirmé dans les fonctions de chapelain, M. Sous dans celles de chirurgien, et M. Devaux dans celles de trésorier. La nouvelle Commission fut installée le 7 janvier 1833 ; elle décida de nommer un président pour un an, la présidence devant être exercée alternativement par tous les membres de la Commission en commençant par le plus ancien d'âge. Le baron Bessières ayant donné sa démission l'année suivante « pour rentrer dans la vie privée », la Reine le remplaça, le 15 juillet 1834, par

¹ Le baron Bertrand Bessières, général de division, né à Pressac (Lot) le 10 janvier 1773, mourut à Chantilly le 15 novembre 1854.

M. Obry, chevalier de la Légion d'Honneur ¹. M. Sous étant mort au mois de mars 1834, il fut remplacé par M. Marc Aran, docteur-médecin à Chantilly, et son confrère M. Jules Bridet fut nommé chirurgien-adjoint. Moins de cinq ans après, M. Aran mourut à son tour, et M. Bridet fut nommé, le 24 janvier 1839, médecin-chirurgien titulaire : « A l'égard des propositions relatives aux demandes d'adjoint faites par MM. Desormeaux et Langlois, attendu que le premier n'est pas docteur-médecin, que le second n'exerce que depuis un temps trop court pour lui obtenir la confiance de l'administration, que rien ne nécessite, quant à présent, la nomination d'un adjoint », il fut décidé qu'il n'y avait pas lieu d'accueillir les demandes. Le traitement du chirurgien était alors de 800 francs, sans logement ; on ne lui laissait à l'hôpital qu'une seule chambre, « qui lui servira de salle de consultation seulement » (règlement du 3 avril 1834). Le secrétaire-greffier recevait 350 francs, chacune des sœurs 200, le chapelain 600 avec le logement et la nourriture.

En mai 1838, M. l'abbé Lagniel, âgé de soixante-dix-huit ans et accablé d'infirmités, se déclara incapable de continuer son service. La Reine décida qu'il demeurerait à l'hôpital, logé, nourri et entretenu, mais sans traitement, et qu'au cas où il voudrait quitter l'hôpital, il jouirait d'une retraite de 600 fr. ². Le 2 juin, l'abbé Fauquempres (Louis-Joseph-Achille), curé de Saint-Firmin, fut nommé aumônier de l'hôpital ; on décida qu'il ne serait pas nourri et recevrait une indemnité de table de 600 francs. L'évêque de Beauvais ayant fait des difficultés au sujet de cette nomination, M. Fauquempres donna sa démission le 6 novembre 1839 et fut remplacé, le 8 janvier 1840, par M. l'abbé Chantrel (Cosme-François-Auguste), curé de Saint-Waast-les-Mello. Cette année 1840 vit l'introduction d'un

¹ Louis-Joseph-Pierre Obry, né en 1778, avait été capitaine aux Dragons de la Garde Impériale, puis inspecteur général des forêts du duc de Bourbon et du duc d'Aumale. Il fut aussi adjoint au maire de Chantilly. Il mourut le 6 juin 1851.

² L'abbé Lagniel demeura à l'hospice, où il vécut quelques années encore. En mourant, il légua à l'hôpital tout ce qu'il possédait, soit 2241 fr. 60 c., à la condition d'employer cette somme à la construction d'une sacristie, ce qui fut fait en 1848.

pharmacien civil à l'hôpital ; le préfet et le procureur du Roi invitèrent l'administration à se conformer à la loi sur l'exercice de la pharmacie en choisissant un pharmacien légalement reçu ; le 26 décembre 1840, la Commission décida que M. Cossin dirigerait la pharmacie, avec un traitement de 500 francs, plus le logement, la nourriture et le blanchissage. Le 9 mai 1841, il fut remplacé par M. Lesoudier ; celui-ci demanda en 1846 que son traitement fût porté à 1.200 francs ; le 26 décembre, il lui fut accordé un traitement de 1.000 francs, avec la table et le logement.

Au mois de janvier 1841, M. Devaux, trésorier de l'hôpital, fort âgé et menacé de cécité, se vit forcé de résigner ses fonctions ; le secrétaire, M. Prevost, clerc de notaire, donna aussi sa démission. Par décision du 14 janvier, la Reine nomma trésorier le gendre de M. Jacquin, M. Prevost, notaire, « dont la fortune et la moralité offrent toutes les garanties désirables ». On choisit pour secrétaire-greffier le secrétaire de la mairie, Germain-Toussaint Defricourt.

La situation financière de l'hôpital était alors florissante. En 1834, le nombre des incurables était de 45 ; il y avait 22 lits pour les malades des deux sexes, nombre reconnu suffisant ; des secours abondants étaient distribués à domicile. Le 12 décembre 1835, la Reine décida que le nombre des incurables serait porté de 45 à 76 ; elle ordonna aussi la construction de la chapelle actuelle, édifiée en 1836-1837 par l'architecte Morin sous la direction de M. Victor Dubois, architecte du duc d'Aumale au Palais-Bourbon et à Chantilly ; terminée en 1838, la chapelle fut inaugurée en grande cérémonie par l'évêque de Beauvais, Mgr Cottret, qui la plaça sous le vocable de saint Vincent de Paul.

En 1840, la Reine, au nom de son fils, fit don à la Ville du terrain où se trouve le cimetière actuel, et le cimetière Saint-Laurent, désaffecté en 1842, fut englobé dans la propriété de l'hôpital. Les restes d'un certain nombre de défunts furent exhumés pour être déposés dans le nouveau cimetière, ce qui explique les dates de morts antérieures à 1842 que l'on voit sur les plus anciennes tombes au long des murs.

Le 13 juillet 1841, M. Laplagne-Barris, administrateur-

général des biens du duc d'Aumale, remit à la Reine le rapport suivant : « Madame. Le besoin d'une salle d'asile se fait sentir depuis longtemps dans la commune de Chantilly ; mais ses ressources, augmentées même du don de 4.000 francs qui est remis annuellement au nom de S. A. R. Mgr le duc d'Aumale, ne lui permettant pas de faire maintenant les dépenses premières pour une fondation si utile, cette commune peut être encore privée pendant plusieurs années d'un établissement reconnu si nécessaire pour l'enfance dans une ville qui, comme Chantilly, peut devenir de jour en jour plus importante par ses manufactures. Dans cette position, les administrateurs de l'hôpital de Chantilly ont pris, le 14 avril dernier, une délibération qui a pour objet l'établissement d'une salle d'asile aux frais de l'hôpital... Je supplie Votre Majesté de vouloir bien donner son approbation à ce projet, qui peut être mis à exécution très promptement et qui dotera la ville de Chantilly d'un établissement où pourront être admis les enfants pauvres, qui y recevront, avec tous les soins qu'exige l'enfance, les premiers principes d'une éducation morale et religieuse pour devenir par la suite d'honnêtes et laborieux ouvriers.... ». La Reine approuva cette proposition, et la pose de la première pierre de l'asile eut lieu le 30 août en présence de la supérieure, sœur Rose Viguiet, de MM. Morin, architecte, et Bridet, médecin ; M. Jacquin posa la pierre et plaça dans le soubassement une boîte en plomb contenant une inscription commémorative, une pièce de 5 francs au millésime de 1841 et une médaille à l'effigie du roi Louis-Philippe. La salle d'asile fut inaugurée le 19 juillet 1842 ; Mme Budinger fut chargée de la diriger, sous l'inspection de la sœur supérieure et de Mesdames Versepuy et Fleckmann. Le 30 août 1849, Mme Budinger cessa ses fonctions, et la supérieure fut autorisée à demander une sœur pour la remplacer. Aussi par les soins de la Reine, l'école des filles fut réorganisée, l'ouvroir créé. Il convient d'ajouter ici que l'hôpital donnait une subvention annuelle de 600 francs à l'instituteur de Chantilly pour l'instruction des enfants indigents ; cette subvention sera portée à mille francs lorsque la direction de l'école sera confiée aux Frères des Ecoles chrétiennes en novembre 1851.

Le 18 avril 1846, le duc d'Aumale ordonna la création de cinq nouveaux lits en faveur de la commune de Saint-Léonard, trois pour incurables et deux pour malades. En outre, « trois lits seront affectés, en cas de maladie, à nos serviteurs, gens de livrée et gardes de nos bois et forêts ». La reconstruction du lavoir des Fontaines fut décidée le 31 décembre 1846. Enfin, en août 1847, le prince autorisa l'acquisition de la maison Longuet, qui servit depuis à loger le pharmacien et qui est aujourd'hui occupée par des locataires. M. Bridet ayant donné sa démission, le prince nomma, pour le remplacer à l'hôpital, le docteur Dupré (Frédéric-Joseph), âgé de vingt-neuf ans, établi à Chantilly depuis février 1846 : « Excellente conduite, jouit de l'estime et de la confiance publiques ; a su en deux ans se créer une clientèle nombreuse », aux dépens de son confrère Langlois, qui, exerçant depuis 1838, voyait la faveur se détourner de lui pour aller au nouveau venu ; ceci est de tous les temps. Le Dr Dupré sera médecin de l'hôpital jusqu'en 1884 et aura pour successeur le Dr Chaumel du Planchat, dont nous apprécions avec reconnaissance la science professionnelle, doublée de la bonté du cœur et du dévouement le plus désintéressé.

L'année 1847 fut désastreuse, et les vivres augmentèrent de prix dans des proportions considérables. « L'état de misère des sept communes qui profitent des bienfaits de l'hôpital a imposé des sacrifices en dehors des prévisions ordinaires ; les secours en nature ont été multipliés dans ces communes ; le service de bouche, dans l'intérieur de l'établissement, a pesé plus que de coutume sur les finances de l'hôpital ; de là est résulté une dépense extraordinaire de 17.000 francs ». L'année 1848 apporta des préoccupations d'un autre ordre ; après la révolution du 24 février, qui entraîna la chute de la monarchie et l'exil de la famille royale, le séquestre fut d'abord mis sur les biens de l'hospice comme sur ceux du duc d'Aumale, et M. Hippolyte Biesta fut délégué par le nouveau Gouvernement pour administrer ces biens. Le 8 juin, tout en maintenant en fonctions le Conseil d'administration de l'hôpital, il lui adjoignit deux nouveaux membres, en principe le maire de Chantilly et le maire d'une des communes ayant droit aux bienfaits de l'hospice. Il choisit M. Alexandre Andryane, maire de Coye. La mairie de

Chantilly étant alors vacante, c'est l'adjoint, M. Morare, qui fut nommé ; il se retira au mois d'août pour céder la place à M. Josselin, élu maire ¹.

Lorsque le séquestre eut été levé, la Commission adressa un long rapport au duc d'Aumale pour expliquer sa conduite pendant l'année 1848 ; de ce rapport, daté du 17 février 1849, il convient de citer les principaux passages : « Les événements politiques qui ont troublé la France ont fatalement réagi sur l'hôpital de Chantilly, dont l'état de prospérité allait toujours croissant depuis quelques années. La position critique dans laquelle se trouva la Commission administrative par suite du décret du 26 février 1848, lui imposa de nouveaux devoirs ; elle se crut appelée non seulement à conserver et à défendre, si cela était nécessaire, les droits de Mgr le duc d'Aumale sur l'hôpital, mais encore à prendre au besoin l'initiative des mesures extraordinaires que commanderaient les circonstances difficiles qu'elle prévoyait... Vers la fin de juin, tous les fonds de secours de la caisse municipale et du bureau de bienfaisance sont épuisés. La Mairie a recours à l'Hôpital, qui décide qu'une somme de 2.252 francs sera employée à différents travaux de terrassement aux abords des bâtiments de l'hôpital. La récapitulation des secours en nature au 31 décembre 1848 donne le résultat suivant : 318 indigents des sept communes (Chantilly, Saint-Firmin, Apremont, Saint-Maximin, Gouvieux, Lamorlaye et Coye) reçoivent par semaine 960 kilos de pain et 116 kilos de viande. Il a été délivré, du mois de mars au mois de décembre, 34.755 rations de soupe à 85 ménages représentant 333 individus... Pendant la période qui s'est écoulée du mois de mars au mois de décembre, la Commission administrative a eu à craindre que l'Administration départementale ne cherchât à faire renaître ses anciennes prétentions sur l'hôpital. Elle transigea avec la force, elle opposa une excessive prudence aux fâcheuses dispositions dont elle se voyait menacée, et fit

¹ M. Alexandre-Louis-Alphonse Josselin, ancien officier de cavalerie, ex-lieutenant-colonel de la 1^{re} Légion de la Garde Nationale de Paris, maire de Chantilly, mourut le 21 septembre 1852 à l'âge de cinquante-quatre ans.

toutes les concessions qu'elle crut pouvoir faire, sans cependant abandonner les droits de S. A. R. Elle était tourmentée par les demandes de secours qui lui arrivaient de toutes parts, et d'un autre côté par la crainte de voir ses ressources lui manquer, à cause de la difficulté des rentrées et de l'augmentation de ses charges. Chaque mois, chaque semaine, chaque jour, la misère faisait des progrès, le nombre des ouvriers sans travail devenait inquiétant et pouvait devenir menaçant ; la Commission s'entendit avec l'autorité municipale et l'administration du séquestre de manière à donner aux secours une direction profitable, et elle atteignit ainsi le mois de janvier. La Commission est heureuse de pouvoir annoncer qu'à moins de circonstances imprévues, et sans avoir recours à des moyens extraordinaires, le service de l'année est assuré ; elle espère pouvoir, sans compromettre l'avenir, continuer les secours abondants qui ont aidé la classe ouvrière à traverser l'année calamiteuse qui vient de s'écouler, et qui ont efficacement contribué à maintenir les populations voisines de Chantilly dans des dispositions pacifiques et assurer le respect des propriétés de S. A. R.... (signé) Jacquin, Lucien, curé, Bougon, Dugied, Josselin, L. Obry, de Lamartinière, Royer ». Au bas de ce rapport, le duc d'Aumale écrivit de sa main, le 11 mars 1849 : « Approuvé. Je saisis cette occasion de témoigner à MM. les Administrateurs combien je leur suis reconnaissant des services qu'ils ont rendus aux populations pauvres de Chantilly et des environs pendant ces circonstances difficiles, et des soins vigilants qu'ils ont donnés et donnent chaque jour aux intérêts de l'hôpital et aux miens ». La dépense fut encore très élevée en 1849 : 90.978 francs ; elle fut moindre les années suivantes : 72.927 fr. en 1850, 69.563 fr. en 1851. En cette année 1851, M. de Lamartinière (Alexandre-Jean-Baptiste Boullemer), directeur des domaines et forêts, prit sa retraite et se retira à Noyon. Il fut remplacé dans ses fonctions par M. Lefebvre-Rochefort (Aimé-Charles-Antoine), inspecteur du duché de Guise, que le prince nomma aussi administrateur de l'hôpital de Chantilly (21 septembre). Sa résidence était à Paris, mais il venait en inspection à Chantilly, et le prince voulait que son administration supérieure fût représentée à l'hôpital.

On sait que les décrets de janvier 1852 forcèrent le duc d'Aumale à vendre ses domaines, vente légalement réelle, mais avec promesse secrète de rétrocession éventuelle. Ne pouvant plus exercer en personne ses prérogatives sur l'administration de l'hôpital, le prince délégua ses pouvoirs au duc de Montmorency d'abord, puis (octobre 1864) au vicomte de Ségur-Lamoignon. Plus tard (1886), il fera de même en faveur du comte de Malherbe, puis du général Béziat. Nous n'avons pas l'intention de décrire la vie de l'hôpital, ni d'entrer dans les détails de son administration au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler. La petite histoire comporte plus de minuties que la grande, et les faits locaux, pour être contés et appréciés, ont besoin d'un recul qui est l'œuvre du temps. Nous laisserons donc à l'un de nos lointains successeurs le soin de retracer les destinées de l'hôpital dans la seconde partie du XIX^e siècle, au cours du XX^e...., et même du XXI^e si l'ouvrier se fait attendre. Et nous ne mentionnerons plus que quelques faits.

Dès 1855, on songe à surélever le bâtiment principal et celui de l'habitation de l'aumônier ; heureusement on n'en fera rien, et l'édifice gardera son caractère. Mais en 1860 on décide la construction de l'avant-corps et des galeries ; la première pierre fut posée le 16 juin. Dans l'assise en retraite du côté droit en entrant dans la chapelle, on plaça cette inscription : « D. O. M. ¹ | En 1860 | le 16 juin | Napoléon empereur | Pie IX pape. | Mgr S. A. Gignoux év. de Beauvais, Noyon et Senlis. | Sous l'administration de M. le duc de Montmorency, mandataire de Mgr le duc d'Aumale, présentement en Angleterre, successeur du fondateur de l'hôpital. | Toussaint Bougon, Claude Dugied, Alexandre Andryane, Pierre Hardouin, Eugène Caron, Dessaux, curé, Toussaint Defricourt, secrétaire, l'abbé Badré, aumônier, décédé ce jour, sœur Rose Viguiier, supérieure. | Sur les dessins et la conduite de J. C. E. Piart-Derinet, architecte. | La bénédiction a été faite par M. Dessaux, curé de Chantilly et administrateur dudit hôpital ».

M. Jacquin ne figure pas sur cette liste des administrateurs ; il avait résigné ses fonctions et mourut le 14 février 1861.

¹ Deo Optimo Maximo, au Dieu très bon, très grand.

M. Toussaint Bougon est alors maire de Chantilly, M. Hardouin est son adjoint ; M. Caron est le notaire qui a repris l'étude de M. Prevost. L'abbé Dessaux ¹ avait succédé comme curé de Chantilly à l'abbé Lucien, mort en 1855. L'abbé Badré (Jean-François) avait succédé à l'abbé Chantrel comme aumônier de l'hôpital ² ; il mourut le 15 juin 1860, et le duc de Montmorency nomma pour le remplacer l'abbé Desclos, curé de St-Maximin. Le mode de nomination donna lieu à une protestation épiscopale, l'abbé Desclos se retira, et l'on se mit d'accord sur le nom de l'abbé Levasseur, qui fut nommé le 9 octobre. A l'abbé Levasseur succèdera l'abbé Charles Deprié, qui mourra à l'hôpital le 13 septembre 1884 et sera inhumé dans le cimetière de Chantilly. Après lui viendra l'abbé Adolphe Bazin, qui prendra sa retraite le 1^{er} septembre 1902.

M. Jules Lecerf fut nommé administrateur le 16 novembre 1860. Le 27 avril 1861, M. Dominique Aubert, régisseur du château, accepta la charge de trésorier. Saluons en passant la mémoire de cet homme très bon, très pieux, très charitable, honoré de l'absolue confiance et de l'amitié de Mgr le duc d'Aumale, qui le fit son trésorier et le régisseur de son domaine de Chantilly. Avec le plus complet désintéressement, M. Aubert s'occupera des affaires de l'hôpital jusqu'à sa mort, survenue le 30 mars 1892 ³. Le 29 octobre 1861, la Commission déplora la mort subite de M. Dugied. Les années suivantes amènent des noms d'administrateurs dont le souvenir est encore vivace : le comte de Hédouville, MM. Lemoine, Meunier, Comte, Goffard, Réthoré, Jules Clavé, directeur général des domaines et forêts du duc d'Aumale. Ces hommes dévoués eurent toujours pour but de concilier l'amour des pauvres avec l'économie d'une bonne administration.

Le 24 novembre 1863, mourut la sœur supérieure Françoise-

¹ L'abbé Éloi-Adolphe Dessaux mourut le 21 mai 1886. Son successeur, Auguste-Casimir Corbel, mourut le 10 juin 1902, et fut remplacé par M. l'abbé Arthur Bouleux. Celui-ci vient de prendre sa retraite (février 1913), et M. l'abbé G. Yamollet a été nommé curé-doyen.

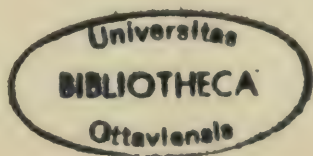
² L'abbé Chantrel était mort le 18 octobre 1857, âgé de 52 ans.

³ M. Henri Bucan lui succéda dans les fonctions de trésorier du prince et de l'hôpital, et se retira après la mort du prince (1897).

Rose Viguiér, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans ; elle était supérieure depuis 1818. Elle fut remplacée par la sœur Marie Faliès, à laquelle succéda, en 1891, la sœur Agnès Martin ¹. N'est-il pas juste, dans une pensée de gratitude, de citer les noms des saintes filles qui reposent dans le cimetière de Chantilly auprès de la vénérable sœur Rose Viguiér ? Antoinette Lavadoux, morte le 11 novembre 1849 à l'âge de 47 ans. Marie d'Alverny, 16 mars 1855, 80 ans. Suzanne Gadan, 9 décembre 1860, 69 ans. Françoise Barutaut, 17 décembre 1863, 57 ans. Jeanne-Laurence Fauché, 20 août 1869, 74 ans. Caroline Rivière, 1^{er} mai 1880, 70 ans. Clotilde Delayance, 1^{er} septembre 1886, 67 ans. Sœur Vincent Spolis, 15 novembre 1892, 74 ans. Caroline-Françoise Chifflet, 6 décembre 1894, 72 ans. Virginie Lemoine, 1^{er} février 1895, 60 ans. Joséphine Trintignan (sœur Thérèse), 20 août 1904, 76 ans. Louise-Caroline Moslin (sœur Louise), 3 juillet 1909, 78 ans.

Mgr le duc d'Aumale eut toujours à cœur de veiller sur l'hospice et d'en suivre, pour ainsi dire, la vie jour par jour. C'était une tradition trouvée dans l'héritage des Condé et que son âme charitable se plut à entretenir. Sa sollicitude se traduisit dans le testament par lequel il donnait Chantilly à la France ; il imposait à l'Institut l'obligation de servir « à l'hospice Condé une rente annuelle et perpétuelle de 15.000 francs, que ledit hospice emploiera dans les termes et selon l'esprit de sa fondation, le donateur ne pouvant trouver un meilleur moyen d'exprimer aux habitants de Chantilly et des communes voisines sa gratitude des sentiments qu'ils lui ont toujours témoignés ». Par un codicille ajouté à son testament, il assurait en outre à l'hospice « la fourniture gratuite de l'eau nécessaire à sa consommation ». Et son effigie mortuaire, d'une expression si noble et si reposante, placée dans la chapelle près de la statue du bon M. Vincent, semble assurer de sa protection indéfinie l'œuvre charitable créée en 1647 par la mère du Grand Condé.

¹ La sœur Martin mourut en 1906 et fut remplacée, le 3 avril, par Madame Élise-Émilie Richard, en religion sœur Antoinette.



408 4 787

**La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance**

**The Library
University of Ottawa
Date due**

--	--	--	--



a39003



002982162b

CE DC 0801

.C42M8 1913

COO MUELLER, EUG CHANTILLY: H

ACC# 1072180

COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 07 01 03 21 21 4